

MALI-METRE

Enquête d'opinion

«Que pensent les Malien(ne)s ?»



Enquête : Février 2023

Publication : Mai 2023

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

© **Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2023**

Responsable : Christian Klatt, Représentant Résident

Comité de rédaction : Abdourhamane Dicko, Christian Klatt

Mise en page/ Illustration : Imprimerie CFMAC

Friedrich-Ebert-Stiftung

Faso Kanu

BP. 428 Bamako - Mali

Tél. +223 44 90 60 30 - 44 90 60 29

E-Mail : info@fes-mali.org

Site web: www.mali.fes.de

ISBN : 978-99952-75-33-4

I. Préface

Cher(e)s ami(e)s de Friedrich-Ebert-Stiftung au Mali,

« Qu'en pensent les Maliens ? » Cette question renvoie aujourd'hui, dans la tête de plusieurs acteurs sociopolitiques maliens à l'enquête d'opinion Mali-Mètre de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). « Mali-Mètre » est un instrument d'analyse socio-politique qui a pour but, non seulement, de recueillir les perceptions et les opinions politiques des Maliennes et des Maliens, mais aussi de les porter à la connaissance des décideurs politiques.

Nous ne cessons jamais de rappeler que Mali-Mètre n'est qu'une cartographie des perceptions des populations maliennes à un moment déterminé, notamment celui de la collecte des données. Dans ce sens, les résultats ne sauraient être considérés comme des vérités absolues.

La collecte de données de la présente édition de Mali-Mètre s'est déroulée du 11 au 23 février 2023. L'échantillonnage est basé sur la méthode des quotas avec la prise en compte des caractéristiques démographiques comme le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. L'échantillon est de 2295 personnes de 18 ans et plus réparties entre le District de Bamako et 10 capitales régionales. Cette édition n'a pas dérogé à la tradition des thématiques des enquêtes antérieures. Mali-Mètre 2023 aborde les principales thématiques de l'actualité sociopolitique au Mali, à savoir la transition politique en cours au Mali ; les défis et priorités des autorités de la transition ; la stabilisation et la sécurisation du Mali ; les partenariats ainsi que les échéances électorales à venir. La justice, l'impunité et les perspectives pour le futur y figurent également.

L'enquête a bénéficié du visa de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT).

La Friedrich-Ebert-Stiftung vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre intérêt constant pour les résultats de Mali-Mètre.

Au nom de l'équipe du Bureau Mali de la Friedrich-Ebert-Stiftung,

Christian KLATT

Représentant Résident

II. Résumé exécutif

Les principaux résultats se présentent comme suit :

Evolution de la situation générale du pays :

Au cours des douze derniers mois, la situation générale du pays s'est améliorée pour plus de quatre Malien(ne)s sur cinq (82%). Par contre, un(e) Malien(ne) sur dix pense que la situation générale du pays n'a pas évolué ou s'est détériorée au cours des douze derniers mois, avec respectivement 8% et 9%.

Défis et priorités au Mali : les principaux défis auxquels est confronté le Mali actuellement sont : la lutte contre l'insécurité (70%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (57%), la lutte contre la cherté de la vie (44%), la lutte contre le chômage des jeunes (38%), la lutte contre la pauvreté (26%).

Principales sources d'informations : la télévision, la radio et l'internet sont les trois principales sources d'informations utilisées par la population. Chacune d'elles représente la source d'information pour plus de deux personnes sur cinq.

Source d'informations sur l'actualité et les informations : les trois principales sources d'informations sur l'actualité au Mali sont la télévision, le bouche à oreille (57%), la radio (58%) ; viennent ensuite les réseaux sociaux tels que WhatsApp (36%), Facebook (27%),

TikTok (15%). Toutefois, 11% des Malien(ne)s s'informent sur l'actualité via les sites internet.

Niveau de satisfaction de la gestion de la transition :

les résultats montrent que plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfaits de la gestion de la transition (68% très satisfaits et 27% plutôt satisfaits).

Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de la transition :

les principales actions prioritaires à mettre en œuvre par les autorités de la transition sont : lutter contre l'insécurité (73%), lutter contre l'insécurité alimentaire (49%), créer de l'emploi (37%), améliorer le système éducatif (23%), lutter contre la pauvreté (22%), améliorer le système sanitaire (18%), restaurer la paix et la stabilité (18%).

Importance du respect du chronogramme de la transition :

trois Malien(ne)s sur cinq pensent que le respect du chronogramme de la transition n'est pas important (35% pas important et 25% pas du tout important).

Importance de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale :

plus de la moitié des Malien(ne)s jugent qu'il n'est pas important (40% pas important et 16% pas du tout important) de mettre en place un gouvernement d'union nationale ; 41% des Malien(ne)s pensent le contraire (21% très important et 20% important).

Confiance en les acteurs de la transition : quatre Malien(ne)s sur cinq (80%) ont plus confiance en le Président de la Transition. Toutefois, 8% des Malien(ne)s font plus confiance au gouvernement de la transition.

Niveau de confiance en les acteurs de la transition : Plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfaits (84% très satisfaits et 14% plutôt satisfaits) du Président de la Transition et du gouvernement de la transition (59% très satisfaits et 33% plutôt satisfaits). Aussi, deux Malien(ne)s sur trois sont-ils satisfaits (27% très satisfaits et 41% plutôt satisfaits) du Conseil national de la transition.

Appréciation de l'implication des acteurs religieux dans la vie politique : pour trois Malien(ne)s sur cinq, l'implication des acteurs religieux dans la vie politique est une mauvaise chose (25% mauvaise chose et 35% très mauvaise chose) contre plus du tiers qui estime que cela est une bonne chose (16% très bonne chose et 22% bonne chose).

Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation : plus de sept Malien(ne)s sur dix (71%) n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord ; 14% en ont une faible connaissance. Toutefois, 6% des Malien(ne)s ont une connaissance moyenne du contenu de l'Accord pour seulement 2% qui estiment en avoir une bonne connaissance.

Aspects de l'Accord pour la paix et la réconciliation connus des citoyens maliens : les principaux points de l'Accord pour la paix et la réconciliation sont : le programme de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration (27%) ainsi que l'autonomisation des régions (17%).

Sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation : les Malien(ne)s utilisent principalement le « bouche à oreille » (29%), la télévision (24%) et la radio (23%) pour s'informer sur l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Appréciation du niveau d'avancement de l'Accord pour la paix et la réconciliation : Plus de la moitié de la population estime que l'Accord pour la paix et la réconciliation n'a pas avancé (39% pas avancé et 18% pas du tout avancé). Pour un tiers de la population, la mise en œuvre de l'Accord a avancé (6% beaucoup avancé et 27% assez avancé).

Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali : les résultats montrent que 55% des Malien(ne)s ont confiance en l'Accord pour ramener la paix et la stabilité au Mali, contre 41% des Malien(ne)s qui sont d'avis contraire.

Attentes par rapport aux partenaires internationaux : les trois principales attentes des citoyens maliens à l'égard des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (78%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (49%) et la lutte contre le chômage des jeunes (39%).

Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois : Dans la plupart des régions, le niveau d'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois.

Raison d'augmentation ou de diminution du niveau d'insécurité dans les régions : deux principales raisons expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité dans les régions : la non-présence de l'armée (42%) et le chômage (15%). Cependant, les raisons évoquées dans les régions où on constate une diminution du

niveau d'insécurité sont : l'efficacité de l'armée malienne (71%), la performance de la transition (11%) ainsi que la relation avec les Russes (7%).

Fréquence des conflits inter et intracommunautaires : les conflits inter et intra-communautaires sont inexistant dans la plupart des régions. Cependant, dans la région de Ménaka, 41% de la population soutiennent que les conflits inter et intracommunautaires sont fréquents contre 34% qui pensent le contraire.

Principales raisons des conflits inter et intracommunautaires : les principales raisons des conflits inter ou intracommunautaires sont les mésententes entre populations (24%), les problèmes fonciers (23%) et la discrimination ethnique (20%).

Sentiment de sécurité en sortant seul la nuit : trois quarts des Malien(ne)s se sentent en sécurité en sortant seuls la nuit (27% très en sécurité et 49% en sécurité) contre 22% qui ne se sentent pas en sécurité en sortant seuls la nuit.

Sentiment de sécurité en participant à un événement social : neuf Malien(ne)s sur dix (35% très en sécurité et 55% en sécurité) disent être en sécurité en participant aux événements sociaux.

Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu : plus de trois quarts des Malien(ne)s (78%) se sentent en sécurité en quittant leur résidence pour se rendre quelque part. Cependant, une personne sur cinq (21%) ne se sent pas en sécurité en quittant sa résidence pour un autre lieu.

Solutions adéquates pour sortir le Mali de la crise sécuritaire : les principales solutions proposées par les Malien(ne)s sont : le

renforcement de l'armée (51% des personnes interrogées) ; le dialogue et la négociation (18% des Malien(ne)s).

Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA : plus de la moitié de la population malienne (57%) est insatisfaite du travail de la MINUSMA contre 23% des Malien(ne)s qui se disent satisfaits du travail de la MINUSMA.

Principaux reproches à la MINUSMA : les Malien(ne)s reprochent principalement à la MINUSMA de ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés (72%), d'être complice des groupes armés (42%) et de contribuer à la cherté de la vie (22%).

Niveau de confiance en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité : plus de neuf Malien(ne)s sur dix ont confiance (69% très confiants et 22% plutôt confiants) en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité. On observe les mêmes tendances dans presque toutes les régions sauf Ménaka et Kidal.

Conséquences négatives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire : Près de quatre personnes sur cinq (80%) estiment que le retrait de Barkhane n'aura aucun impact négatif sur le Mali. Cependant, plus de la moitié de la population de Kidal (51%) estime que le retrait aura pour conséquence la perte d'emplois. Cette opinion est partagée par 38% et 41% des populations de Gao et Ménaka, respectivement.

Conséquences positives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire : 48% des Malien(ne)s soulignent la diminution de l'insécurité et 13,6% font cas de l'autonomie de l'armée malienne.

Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité : plus de neuf Malien(ne)s sur dix se disent satisfaits (82% très satisfaits et 17% plutôt satisfaits) du travail des forces de défense et de sécurité.

Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité : les réformes en cours dans le secteur de la sécurité, sur le plan national, sont connues d'un(e) Malien(ne) sur trois (32%). Ces réformes sont relativement mieux connues des populations des régions de Mopti et de Ménaka, 51% et 51% respectivement.

Principales réformes connues du secteur de la sécurité : les principales réformes connues de la population malienne sont les achats d'armements (32%), la militarisation de la police (20%) et l'opération Maliko/Kéletigui (19%).

Regard des Malien(ne)s sur les forces de défense et de sécurité : les forces de défense et de sécurité représentent une fierté pour 58% des Malien(ne)s et 36% des Malien(ne)s voient en elles leurs protectrices.

Implication de la société civile dans la réforme dans le secteur de la sécurité : pour trois Malien(ne)s sur cinq, la société civile ne doit pas contribuer à rapprocher les forces de sécurité (61%), ne doit pas être informée des actions des forces de sécurité et de défense (60%). Près de sept Malien(ne)s sur dix (69%) estiment que la société civile ne doit pas avoir pour rôle de protéger les forces de sécurité et de défense. Et pour quatre Malien(ne)s sur cinq, la société civile ne doit pas contrôler les actions des forces de défense et de sécurité (81,8%) ou même influencer les décisions politiques (81%).

Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région : les principaux acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région sont : l'armée malienne (90%), la gendarmerie (59%), la police (59%), la garde nationale (42%), les militaires russes (18%).

Niveau de confiance en la justice malienne : plus de la moitié des Malien(ne)s ont confiance en la justice malienne contre 37% des Malien(ne)s qui n'ont pas confiance en la justice.

Principales attentes par rapport à la justice malienne : une justice équitable est la principale attente des Malien(ne)s à l'égard de la justice malienne. Elle est citée par quatre Malien(ne)s sur cinq (80%). Elle est suivie d'une justice transparente pour trois personnes sur dix (30%).

Appréciation de la justice malienne : Les résultats montrent que plus de trois quarts des Malien(ne)s sont d'accord (79%) que la justice malienne est corrompue. Aussi, plus de quatre Malien(ne)s sur cinq (86%) partagent-ils l'opinion selon laquelle les procédures de la justice malienne sont méconnues des populations. De même, plus de quatre Malien(ne)s sur cinq (88%) sont d'avis que les procédures de la justice malienne sont longues et compliquées.

Enfin, quatre Malien(ne)s sur cinq (84%) partagent l'opinion selon laquelle la justice malienne coûte trop cher.

Appréciation du niveau de corruption au Mali : pour quatre Malien(ne)s sur cinq le niveau de corruption est élevé au Mali (très élevé pour 45% et élevé pour 36%).

Domaines concernés par la corruption : les principaux domaines concernés par la corruption sont la police (43%), la justice (34%), la santé (30%), la mairie (19%), la douane (17,9%).

Connaissance des mesures de lutte contre la corruption : plus de la moitié des Malien(ne)s n'ont aucune connaissance des mesures de lutte contre la corruption. Cependant, 16% des Malien(ne)s en ont une connaissance faible et 12% une connaissance moyenne.

Niveau de satisfaction des mesures de lutte contre la corruption : plus de quatre Malien(ne)s sur cinq sont satisfaits (43% très satisfait et 43% plutôt satisfait) des mesures de lutte contre la corruption.

Appréciation du niveau de fréquence de l'impunité au Mali : Trois Malien(ne)s sur cinq (60%) estiment que l'impunité est fréquente au Mali. Cette statistique est plus élevée dans les régions de Tombouctou et de Gao.

Intention de voter aux prochaines élections : les résultats montrent que 83% des Malien(ne)s ont l'intention de voter lors des prochaines échéances électorales contre 14% d'entre eux qui ne comptent pas voter, alors que 3% n'ont pu se prononcer.

Priorités politiques de la transition : les principales priorités politiques de la transition doivent être : organiser les élections présidentielles (35%), organiser un référendum (25%), organiser les élections législatives (23%), organiser les élections municipales (18%), améliorer la sécurité (16%).

Principaux critères pour le choix du candidat aux prochaines élections : les principaux critères des citoyens maliens pour choisir leur candidat aux prochaines élections sont : un candidat honnête, juste et véridique (46%), un candidat qui aime son pays (40%), un candidat rigoureux pour une bonne gouvernance (31%).

Projection du Mali dans les six prochains mois : quatre Malien(ne)s sur cinq (82%) pensent que leurs enfants auront des niveaux de vie meilleurs qu'eux. 11% des Malien(ne)s pensent que leurs enfants auront des niveaux de vie moindres et pour 3% le niveau de vie restera inchangé.

Les grands souhaits du Mali pour l'avenir : le retour de la paix et de la sécurité (84%), la sécurité alimentaire (45%) et l'emploi pour les jeunes (42%) sont les principaux souhaits des Malien(ne)s pour leur pays.

Table des matières

I. Préface	3
II. Résumé exécutif	4
Liste des abréviations	16
Introduction	17
III. Principaux résultats de l'étude	19
1. Evolution de la situation générale du pays et les défis	19
Evolution de la situation générale du pays	20
Les Défis au Mali.....	23
Conclusion chapitre 1	24
2. Consommation de médias et opinions sur la transition	25
Utilisation des médias.....	26
Sources d'information sur l'actualité	27
Niveau de satisfaction de la gestion de la transition.....	29
Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition.....	30
Importance du respect du chronogramme de la transition.....	31
Importance de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.....	33
Confiance en les acteurs de la transition.....	35
Niveau de satisfaction des acteurs de la transition.....	36
Niveau de confiance en la transition	37
Appréciation de l'implication des acteurs religieux dans la vie politique	38
Conclusion chapitre 2 :	39

3. Mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation 41

Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation.....	42
Aspects de l'Accord pour la paix et la réconciliation connus des citoyen(ne)s malien(ne)s..	43
Sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation.....	44
Appréciation du niveau d'avancement de l'Accord pour la paix et la réconciliation.....	45
Relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation	46
Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali.....	47
Conclusion chapitre 3 :	48

4. Situation sécuritaire dans le pays - Perceptions et sentiments.. 49

Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois.....	50
Raisons d'augmentation ou de diminution du niveau d'insécurité dans les régions.....	51
Fréquence des conflits inter et intracommunautaires	52
Principales raisons des conflits inter et intracommunautaires	53
Sentiment de sécurité en participant à un évènement social.....	55
Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu.....	56
Solutions adéquates pour sortir le Mali de la crise sécuritaire	57
Conclusion chapitre 4 :	57

5. Mali et les acteurs impliqués dans la sécurisation du pays..... 59

Attentes par rapport aux partenaires internationaux	60
Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA.....	61
Principaux reproches à la MINUSMA.....	64
Niveau de confiance en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité	65
Conséquences négatives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire	66
Conséquences positives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire	67
Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali.....	69
Regard des Malien(ne)s sur les forces de défense et de sécurité.....	70
Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité.....	71
Principales réformes connues du secteur de la sécurité	72
Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité	72
Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région	73
Conclusion chapitre 5 :	74

6. Justice et bonne gouvernance.....	75
Niveau de confiance en la justice malienne	76
Principales attentes par rapport à la justice malienne.....	77
Appréciation de la justice malienne.....	77
Appréciation du niveau de corruption au Mali	78
Domaines concernés par la corruption	80
Connaissance des mesures de lutte contre la corruption.....	81
Niveau de satisfaction des mesures de lutte contre la corruption.....	82
Appréciation du niveau de fréquence de l'impunité au Mali	83
Conclusion chapitre 6 :	83
7. Perspectives.....	85
Intention de voter aux prochaines élections	86
Priorités politiques de la transition.....	87
Principaux critères pour le choix du/de la candidat(e) aux prochaines élections.....	88
Projection du Mali dans les six prochains mois.....	89
Perception du niveau de vie des enfants – Confiance en l'avenir	90
Les grands souhaits du Mali pour l'avenir	91
Conclusion Chapitre 7.....	91
8. CONCLUSION	93
IV. Approche méthodologique	94
Population et technique de sondage.....	94
Population cible et échantillonnage	94
Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon.....	96
Procédure de tirage de l'échantillon.....	96
Echantillon réellement enquêté	97
Mobilisation et formation des enquêteurs.....	98
Contrôle qualité et apurement des données.....	98
V. ANNEXES	99

Liste des figures

Figure 1 :	Situation générale du pays.....	20
Figure 2 :	Situation générale du pays par sexe	21
Figure 3 :	Situation générale du pays par niveau d'instruction.....	21
Figure 4 :	Situation générale du pays par l'âge.....	22
Figure 5 :	Situation générale du pays - Comparaison	22
Figure 6 :	Défis au Mali	23
Figure 7 :	Défis au Mali - Nord du pays.....	24
Figure 8 :	Utilisation des médias.....	26
Figure 9 :	Sources d'informations	27
Figure 10 :	Sources d'informations par niveau d'instruction.....	28
Figure 11 :	Sources d'informations par âge.....	28
Figure 12 :	Satisfaction de la gestion de la transition.....	29
Figure 13 :	Satisfaction de la gestion de la transition par niveau d'instruction.....	29
Figure 14 :	Priorités du gouvernement de transition.....	30
Figure 15 :	Priorités du gouvernement de transition - Nord du pays	31
Figure 16 :	Respect du chronogramme de la transition.....	32
Figure 17 :	Respect du chronogramme de la transition par sexe.....	32
Figure 18 :	Respect du chronogramme de la transition par niveau d'instruction	33
Figure 19 :	Mise en place d'un gouvernement d'union nationale.....	34
Figure 20 :	Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par sexe	34
Figure 21 :	Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par niveau d'instruction.....	35
Figure 22 :	Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par âge.....	35
Figure 23 :	Confiance en les acteurs de la transition	36
Figure 24 :	Satisfaction envers les acteurs de la transition.....	36
Figure 25 :	Confiance en la transition	37
Figure 26 :	Implication des acteurs religieux dans la politique	38
Figure 27 :	Implication des acteurs religieux dans la politique par sexe.....	38
Figure 28 :	Implication des acteurs religieux dans la politique par niveau d'instruction.....	39
Figure 29 :	Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix.....	42
Figure 30 :	Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix par sexe	42
Figure 31 :	Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix par niveau d'instruction.....	43
Figure 32 :	Aspects connus de l'Accord	44
Figure 33 :	Sources d'information sur l'Accord	44
Figure 34 :	Niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord.....	45
Figure 35 :	Relecture intelligente de l'Accord	46

Figure 36 :	Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité.....	47
Figure 37 :	Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par sexe.....	48
Figure 38 :	Evolution du niveau d'insécurité de la région.....	50
Figure 39 :	Evolution du niveau d'insécurité de la région - Comparaison.....	50
Figure 40 :	Raisons d'une insécurité augmentée.....	51
Figure 41 :	Raisons d'une insécurité diminuée.....	52
Figure 42 :	Fréquence des conflits inter et intracommunautaires.....	52
Figure 43 :	Principales raisons des conflits.....	53
Figure 44 :	Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues ».....	53
Figure 45 :	Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par sexe.....	54
Figure 46 :	Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville ».....	55
Figure 47 :	Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu ».....	56
Figure 48 :	Propositions de sortie de l'insécurité.....	57
Figure 49 :	Attentes par rapport aux partenaires internationaux.....	60
Figure 50 :	Attentes vis-à-vis des partenaires internationaux - Nord du pays.....	61
Figure 51 :	Satisfaction du Travail de la MINUSMA - Comparaison.....	61
Figure 52 :	Satisfaction du Travail de la MINUSMA par région.....	62
Figure 53 :	Satisfaction du Travail de la MINUSMA - Nord du pays.....	62
Figure 54 :	Satisfaction du Travail de la MINUSMA par sexe.....	63
Figure 55 :	Satisfaction du Travail de la MINUSMA par niveau d'instruction.....	63
Figure 56 :	Reproches majeurs à la MINUSMA.....	64
Figure 57 :	Confiance en la Russie.....	65
Figure 58 :	Retrait de Barkhane, Impact négatif.....	66
Figure 59 :	Retrait de Barkhane, Impact négatif - Nord du pays.....	66
Figure 60 :	Retrait de Barkhane, Impact positif.....	67
Figure 61 :	Retrait de Barkhane, Impact positif - Nord du pays.....	68
Figure 62 :	Satisfaction avec des forces de défense et de sécurité.....	69
Figure 63 :	Satisfaction avec forces de défense et de sécurité - Nord du pays.....	70
Figure 64 :	Reproches aux forces de défense et de sécurité.....	70
Figure 65 :	Regard sur les forces de défense et de sécurité.....	71
Figure 66 :	Principales réformes connues du secteur de la sécurité.....	72
Figure 67 :	Implication de la société civile dans la RSS.....	72
Figure 68 :	Confiance en les acteurs pour la sécurisation.....	73
Figure 69 :	Confiance en les acteurs pour la sécurisation - Nord du pays.....	74
Figure 70 :	Confiance en la justice.....	76
Figure 71 :	Confiance en la justice - Comparaison.....	76
Figure 72 :	Attentes par rapport à la justice.....	77
Figure 73 :	Opinions sur le système judiciaire.....	77
Figure 74 :	Niveau de corruption.....	78
Figure 75 :	Niveau de corruption - Comparaison.....	79
Figure 76 :	Domaines concernés par la corruption.....	80
Figure 77 :	Connaissance des mesures de lutte contre la corruption.....	81
Figure 78 :	Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption.....	82

Figure 79 :	Fréquence de l'impunité.....	83
Figure 80 :	Intentions de vote aux prochaines élections.....	86
Figure 81 :	Intentions de vote aux prochaines élections par âge.....	86
Figure 82 :	Priorités politiques de la transition.....	87
Figure 83 :	Priorités politiques de la transition - Nord du pays.....	88
Figure 84 :	Choix pour un(e) candidat(e).....	88
Figure 85 :	Projection Mali dans 6 mois.....	89
Figure 86 :	Projection Mali dans 6 mois - Comparaison.....	89
Figure 87 :	Confiance en l'avenir.....	90
Figure 88 :	Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir.....	91
Figure M1 :	Répartition de l'échantillon entre les 11 strates.....	96
Figure M2 :	Répartition de l'échantillon réellement enquêté.....	97

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par région	54
Tableau 2 :	Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville » par région.....	55
Tableau 3 :	Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu » par région	56
Tableau 4 :	Confiance en la Russie par région	65
Tableau 5 :	Entendre parler de l'EUTM.....	68
Tableau 6 :	Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali	69
Tableau 7 :	Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité	71
Tableau 8 :	Niveau de corruption par région.....	79
Tableau 9 :	Connaissance des mesures de lutte contre la corruption par région	81
Tableau 10 :	Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption par région	82
Tableau 11 :	Fréquence de l'impunité par région	83
Tableau 12 :	Confiance en l'avenir par région.....	90
Tableau M1 :	Répartition de l'échantillon entre les régions.....	95
Tableau A1 :	Défis au Mali	99
Tableau A2 :	Source d'information sur l'actualité	100
Tableau A3 :	Confiance en la transition	100
Tableau A4 :	Source d'information sur l'Accord	101
Tableau A5 :	Propositions de sortie de l'insécurité.....	102
Tableau A6 :	Attentes par rapport aux partenaires internationaux.....	103
Tableau A7 :	Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région.....	104
Tableau A8 :	Attentes par rapport à la justice	105
Tableau A9 :	Opinions sur le système judiciaire « La justice est corrompue »	106
Tableau A10 :	Opinions sur le système judiciaire « Les procédures de la justice sont méconnues des populations »	106
Tableau A11 :	Opinions sur le système judiciaire « Les procédures de la justice sont longues et compliquées »	106
Tableau A12 :	Opinions sur le système judiciaire « La justice coûte trop cher »	107
Tableau A13 :	Domaines concernés par la corruption.....	107
Tableau A14 :	Les grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans	108

Liste des abréviations

BKO	Bamako
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FAMa	Forces Armées Maliennes
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
KOULI	Koulikoro
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MKA	Ménaka
RSS	Réforme de secteur de la sécurité
TAOUD	Taoudéni
TOMB	Tombouctou

Introduction

Contexte

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) mène régulièrement, au Mali, des sondages d'opinion politique neutres. Ces sondages ont été initiés dans le dernier trimestre de 2012. Il s'agit de la contribution de la FES à la sortie de la crise politico-institutionnelle que le pays traverse depuis janvier 2012. Ces sondages sont annuels et portent sur un ensemble de thématiques sociopolitiques.

Mali-Mètre est à sa 14^{ème} édition et aborde les principales thématiques de l'actualité sociopolitique au Mali, à savoir : la transition politique en cours au Mali ; les défis et priorités des autorités de la transition ; la stabilisation et la sécurisation du Mali ; les partenariats ainsi que les échéances électorales à venir.

Objectif de l'étude

L'objectif principal est de recueillir les opinions des Maliennes et des Maliens sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du pays.

III. Principaux résultats de l'étude

1

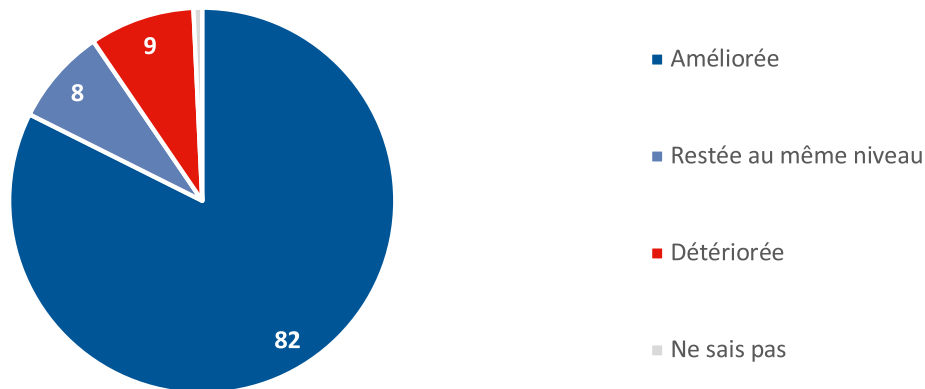
- Evolution de la situation générale du pays et les défis



Evolution de la situation générale du pays

Au cours des douze derniers mois, la situation générale du pays s'est améliorée pour plus de quatre Maliens sur cinq (82%). Cependant, un(e) Malien(ne)¹ sur dix pense que la situation générale du pays n'a pas évolué ou s'est détériorée au cours des douze derniers mois, 8% et 9% respectivement (Figure 1).

Figure 1 : Situation générale du pays



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2295

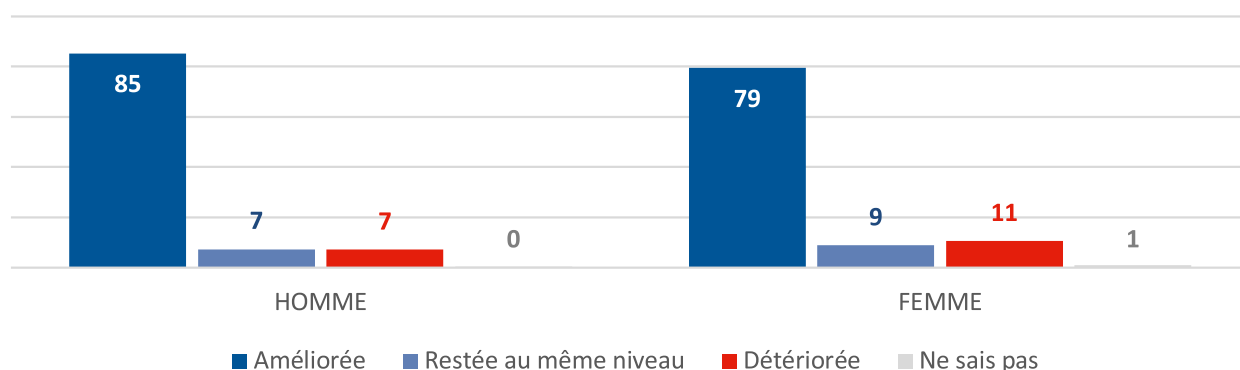
Dans les régions de Tombouctou (96%), Gao (90%) et Ménaka (95%), plus de neuf personnes sur dix pensent que la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. Dans les régions de Koulikoro (86%), Ségou (83%), Mopti (81%) et Bamako (82%), plus de huit personnes sur dix estiment que la situation du pays s'est améliorée.

Plus particulièrement dans la région de Kidal, pour plus de la moitié de la population, la situation générale du pays est restée au même niveau au cours des douze derniers mois. Elle s'est améliorée pour 28% et détériorée pour 20% des habitants de Kidal au cours des douze derniers mois.

L'analyse suivant le sexe montre que la situation générale du pays s'est améliorée pour 85% des hommes et 79% des femmes. Il n'y a pas de différence notable (Figure 2).

¹ Le Mali-Mètre ne représente pas l'ensemble du Mali, mais une partie. Pour des raisons linguistiques, la majorité du texte utilise le terme «Malien(ne)s». Les personnes de référence sont toujours les 2295 personnes interrogées.

Figure 2 : Situation générale du pays par sexe

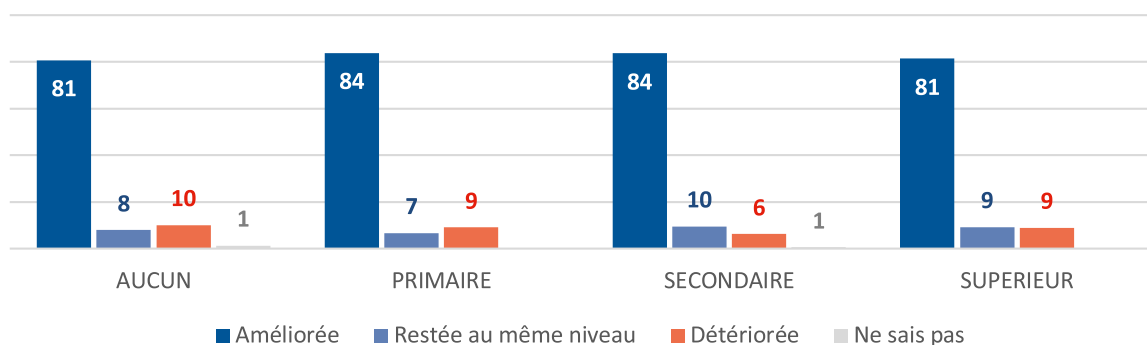


S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2295

Les résultats ne montrent aucune différence significative suivant le niveau d'instruction ou la classe d'âge : la situation générale du pays s'est améliorée pour plus de huit personnes sur dix, au cours des douze derniers mois (Figure 3).

Figure 3 : Situation générale du pays par niveau d'instruction

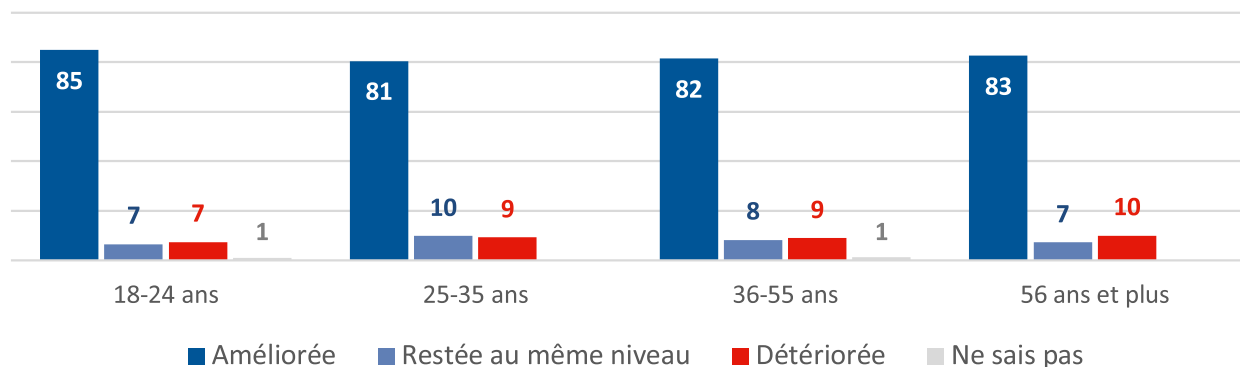


S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2295

L'évaluation de l'année dernière est également identique parmi les différents groupes d'âge (Figure 4).

Figure 4 : Situation générale du pays par l'âge

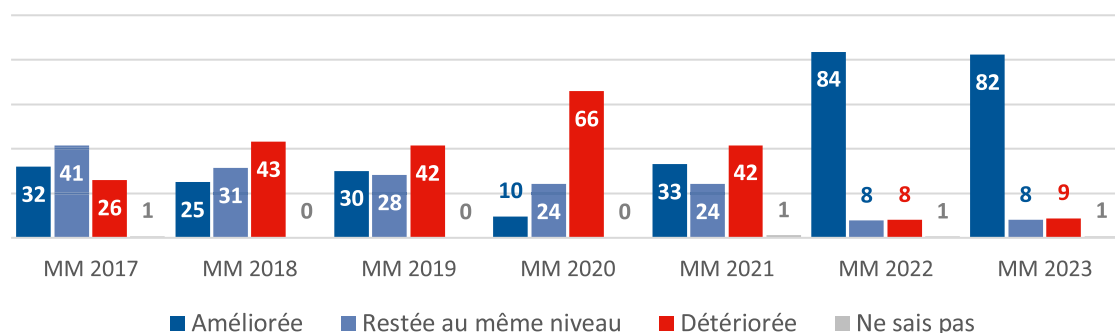


S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

Toutes les réponses, n = 2295

La proportion de Malien(ne)s estimant que la situation générale du pays s'est améliorée a connu une baisse d'un point de pourcentage par rapport à 2022. Toutefois, on note une augmentation de cinquante points de pourcentage par rapport à 2021, passant de 33% en 2021 à 82% en 2023. Si l'on compare les dernières années, le développement du pays en 2022 et 2023 a été nettement mieux noté que lors des millésimes précédents (Figure 5).

Figure 5 : Situation générale du pays – Comparaison



S1Q01. [Situation générale du pays] En regardant les douze (12) derniers mois, selon vous, pensez-vous que la situation générale du pays se soit améliorée, soit restée au même niveau ou bien se soit détériorée ?

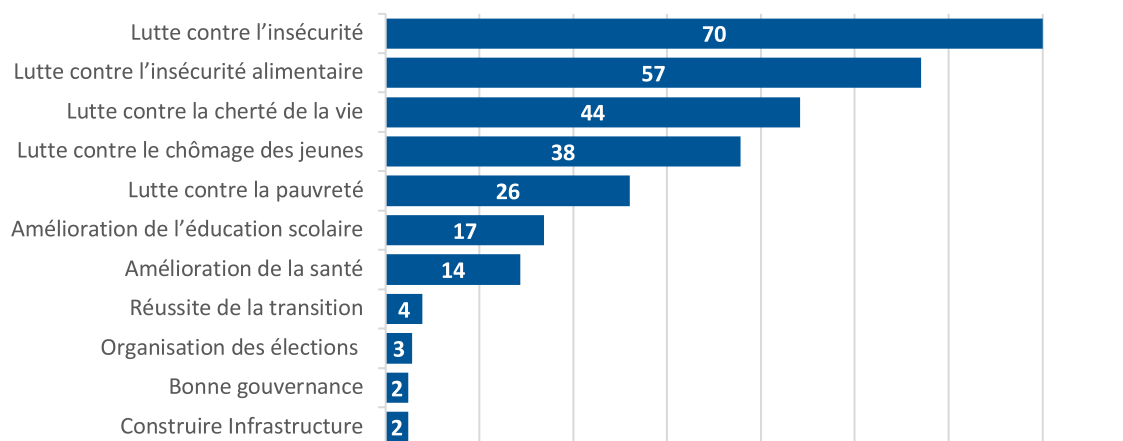
Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Les Défis au Mali

Les principaux défis auxquels est confronté le Mali actuellement sont : la lutte contre l'insécurité (70%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (57%), la lutte contre la cherté de la vie (44%), la lutte contre le chômage des jeunes (38%), la lutte contre la pauvreté (26%) et, dans une certaine mesure, l'amélioration du système éducatif (17%).

Hormis les régions de Bamako et de Koulikoro où la lutte contre l'insécurité alimentaire est le principal défi, évoqué par respectivement 68% et 65% des populations, la lutte contre l'insécurité est le principal défi soulevé dans les autres régions. Elle est suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les régions de Koulikoro (62%), Sikasso (55%), Ségou (56%), Mopti (56%). Le coût élevé de la vie apparaît pour la première fois parmi les premiers points. Les années précédentes, il se limitait aux questions de sécurité, de pauvreté et de sécurité alimentaire (Figure 6).

Figure 6 : Défis au Mali



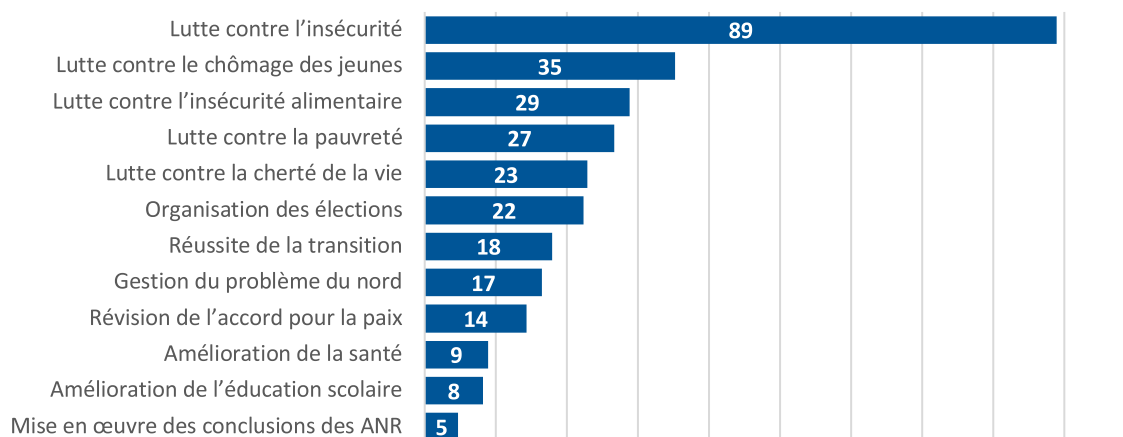
S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ?

Réponses > 2%, n = 2295

En particulier dans les régions dites du Nord, la lutte contre l'insécurité est le principal défi auquel le Mali est actuellement confronté. Dans l'ensemble des régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudéni, 89% des personnes interrogées la considèrent comme le défi le plus important.

La sécurité est nettement en tête des autres défis. Ici aussi, le coût élevé de la vie figure pour la première fois sur la liste des défis (Figure 7).

Figure 7 : Défis au Mali – Nord du pays



S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ?

Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni > 5%, n = 551

Conclusion chapitre 1

De manière générale, les personnes interrogées constatent une amélioration dans le pays. Malgré la vision positive de l'année dernière, les défis restent omniprésents. Outre les défis bien connus que sont la sécurité, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes. Le coût élevé de la vie a été cité pour la première fois comme un défi cette année.



2

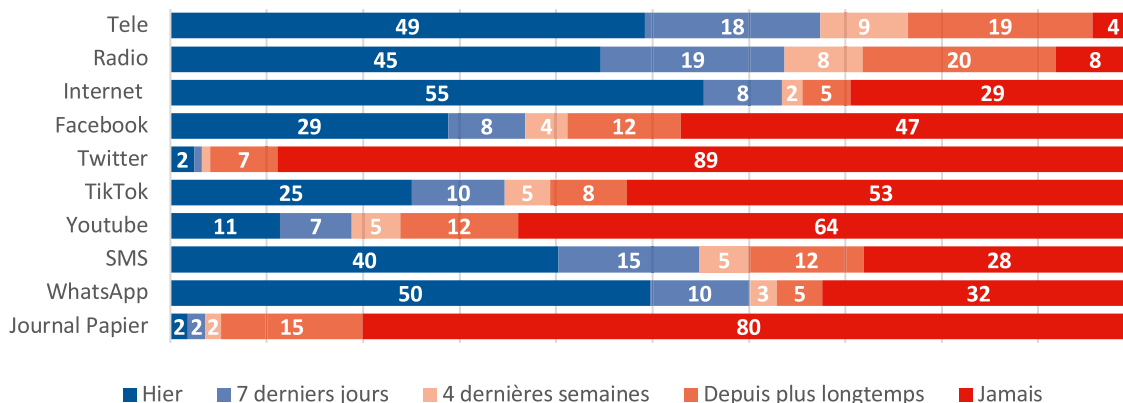
■ Consommation de médias et opinions sur la transition



Utilisation des médias

La télévision, la radio et l'internet sont les trois principales sources d'information utilisées par la population. Chacune d'elles représente une source d'information pour plus de deux personnes sur cinq (Figure 8).

Figure 8 : Utilisation des médias



S2Q01A-J. [Utilisation des médias] Sans compter aujourd'hui, avez-vous utilisé les médias suivants hier, pendant les 7 derniers jours, les 4 dernières semaines, ou depuis plus longtemps ?

Toutes les réponses, n = 2295

Au cours de la journée d'hier², 49% des Malien(ne)s se sont informés en regardant la télévision et 18% au cours des sept derniers jours. Quant à la radio, 45% des Malien(ne)s l'ont écoutée au cours de la journée d'hier et 19% au cours des sept derniers jours pour s'informer.

Plus de la moitié de la population (55%) a consulté les sites internet au cours de la journée d'hier et 8% au cours des sept derniers jours pour s'informer.

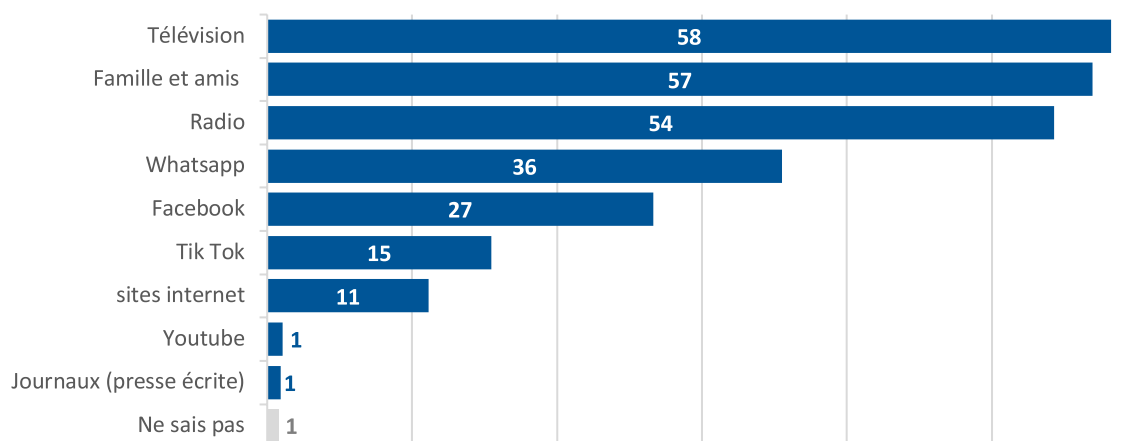
Cependant, plus d'un quart des Malien(ne)s se sont informés via les réseaux sociaux tels que Facebook (29%) et TikTok (25%) ; un(e) Malien(ne) sur dix s'est informé sur YouTube au cours de la journée d'hier. Le réseau social Twitter est moins utilisé par les Malien(ne)s. Près de neuf personnes sur dix (89%) n'ont jamais utilisé Twitter et seulement 3% se sont informées via Twitter au cours de la journée d'hier.

² Jour précédant le jour de l'enquête

Sources d'information sur l'actualité

Les trois principales sources d'information sur l'actualité au Mali sont la télévision (58%), le bouche à oreille (57%), la radio (54%) ; viennent ensuite les réseaux sociaux tels que WhatsApp (36,5%), Facebook (27%), TikTok (15%). Toutefois, 11% des Malien(ne)s s'informent sur l'actualité via les sites internet (Figure 9).

Figure 9 : Sources d'informations



S2Q02. [Sources d'informations] En général, Quelles sont les trois principales sources que vous utilisez concernant l'actualité et les informations ?

Toutes les réponses, n = 2295

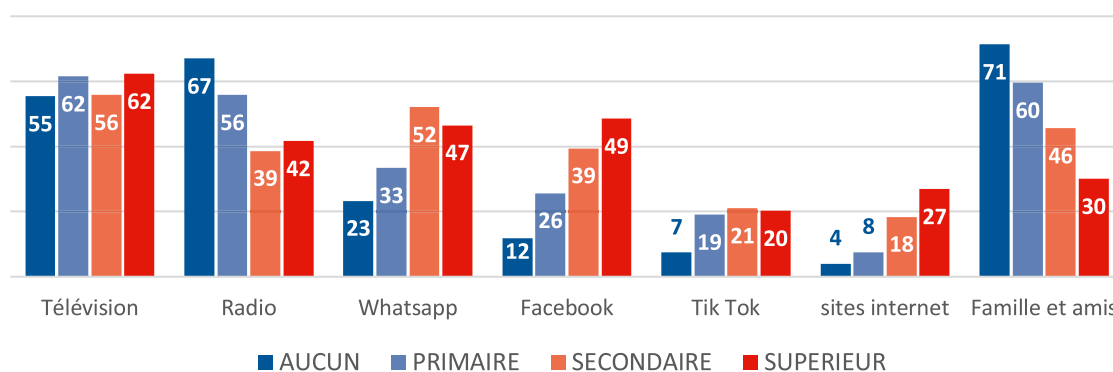
Les résultats suivant le niveau d'instruction montrent que pour les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction, le bouche à oreille (71%) est la principale source d'information sur l'actualité. Les autres sources sont la radio (67%), la télévision (55%) et WhatsApp (23%).

Cependant, la télévision est la principale source d'information sur l'actualité pour les Malien(ne)s ayant le niveau primaire (62%), secondaire (56%) ou supérieur (62%).

Pour les personnes enquêtées ayant le niveau primaire, la télévision est suivie du bouche à oreille (60%), de la radio (56%), de WhatsApp (33%) et de Facebook (26%). Dans le groupe des Malien(ne)s ayant le niveau secondaire, la télévision est suivie de WhatsApp (52%), du bouche à oreille (46%), de Facebook (39%), de la radio (39%) et de TikTok (21%). Enfin, dans le rang des personnes ayant le niveau supérieur, la télévision est suivie de Facebook (49%), de WhatsApp (47%), de la radio (42%) et du bouche à oreille (30%).

Toutefois, l'internet est particulièrement utilisé par les Malien(ne)s ayant le niveau secondaire (18%) ou supérieur (27%) pour s'informer sur l'actualité (Figure 10).

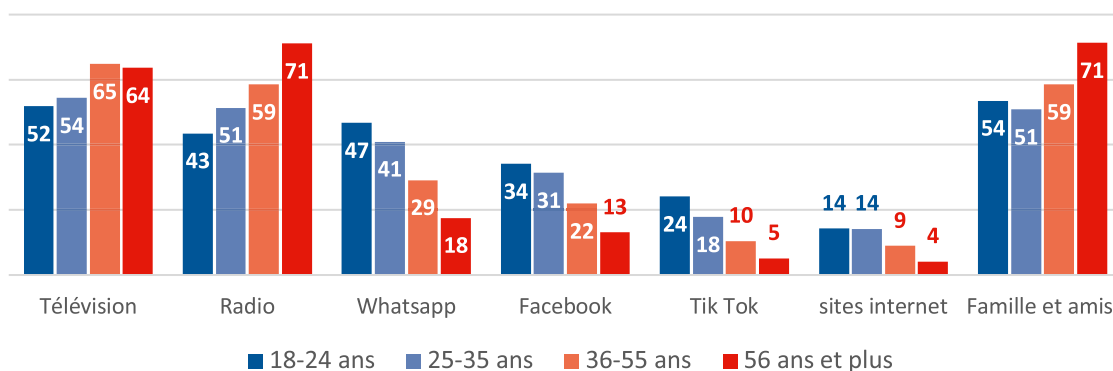
Figure 10 : Sources d'informations par niveau d'instruction



S2Q02. [Sources d'informations] En général, Quelles sont les trois principales sources que vous utilisez concernant l'actualité et les informations ?
 Toutes les réponses, n = 2295

L'analyse par classe d'âge montre que le canal de bouche à oreille est la principale source d'information sur l'actualité pour les jeunes de 18-24 ans (54%) et les plus âgés, 56 ans et plus (71%). Cependant, la télévision est la principale source d'information sur l'actualité pour les Malien(ne)s de 25-35 ans (54%) et de 36-55 ans (65%) (Figure 11).

Figure 11 : Sources d'informations par âge



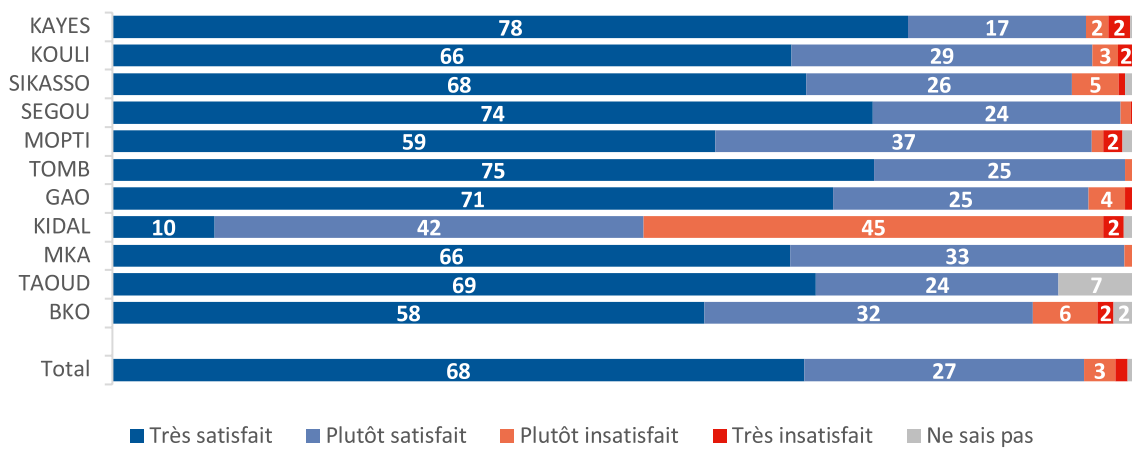
S2Q02. [Sources d'informations] En général, Quelles sont les trois principales sources que vous utilisez concernant l'actualité et les informations ?
 Toutes les réponses, n = 2295

Niveau de satisfaction de la gestion de la transition

Dans l'ensemble, les Maliens se sont déclarés satisfaits de leur gestion de la transition. En effet, plus de neuf personnes enquêtées sur dix sont satisfaites de la gestion de la transition (68% très satisfaits et 27% plutôt satisfaits).

Hormis la région de Kidal, plus de neuf enquêté(e)s sur dix sont satisfaits de la gestion de la transition. A Kidal, une personne sur deux est satisfaite (10% très satisfait et 42% plutôt satisfait) de la gestion de la transition et 45% sont plutôt insatisfaits de la gestion transition (Figure 12).

Figure 12 : Satisfaction de la gestion de la transition

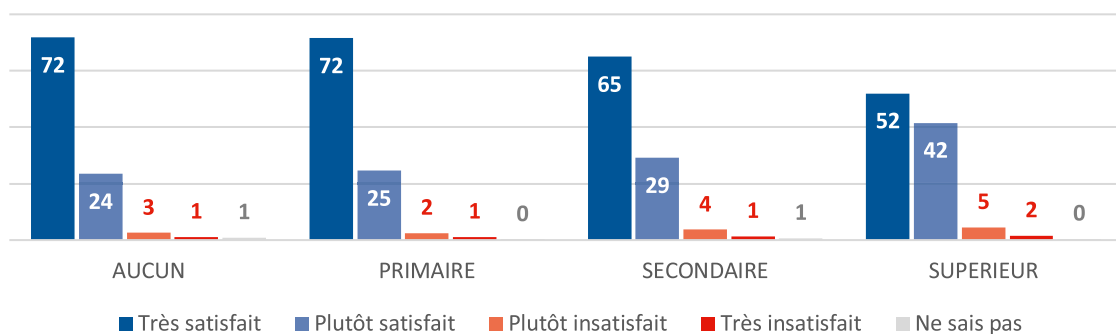


S2Q03. [Satisfaction de la gestion de la transition] De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait de la gestion de la transition ?

Toutes les réponses, n = 2295

On ne note pas de différence significative suivant le sexe ou l'âge. Suivant le niveau d'instruction, on constate un glissement de très satisfait à satisfait, mais les taux de satisfaction restent élevés, quel que soit le niveau d'instruction (Figure 13).

Figure 13 : Satisfaction de la gestion de la transition par niveau d'instruction



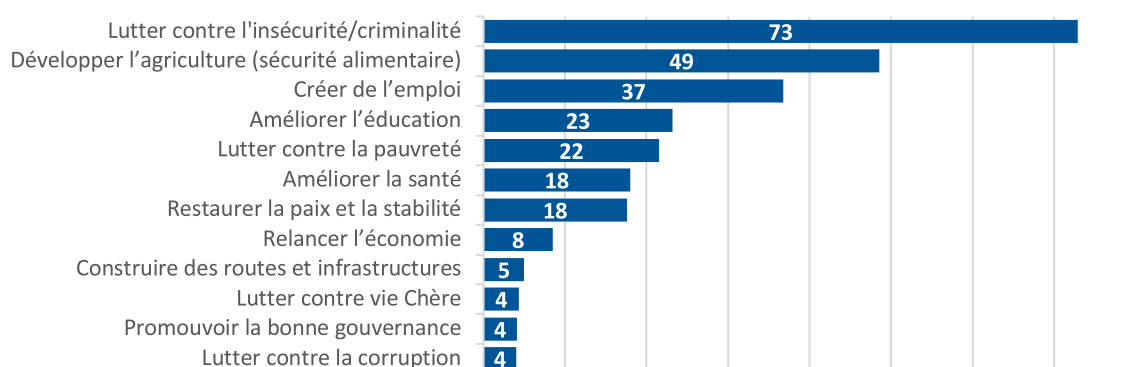
S2Q03. [Satisfaction de la gestion de la transition] De manière générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait de la gestion de la transition ?

Toutes les réponses, n = 2295

Actions prioritaires à mettre en œuvre par le gouvernement de transition

Les principales actions prioritaires à mettre en œuvre par les autorités de la transition sont complémentaires aux défis identifiés précédemment. Elles sont les suivantes : lutter contre l'insécurité (73%), lutter contre l'insécurité alimentaire (49%), créer de l'emploi (37%), améliorer le système éducatif (23%), lutter contre la pauvreté (22%), améliorer le système sanitaire (18%), restaurer la paix et la stabilité (18%) (Figure 14).

Figure 14 : Priorités du gouvernement de transition



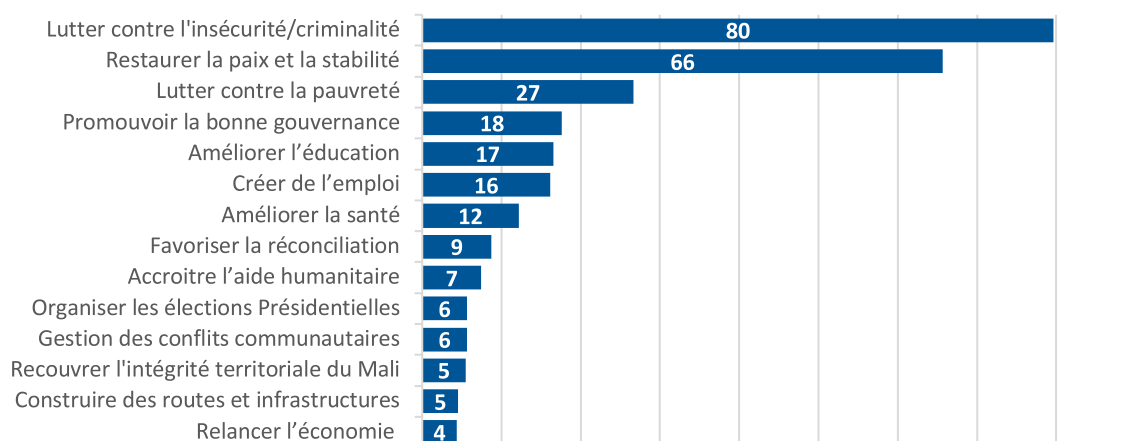
S2Q04. [Priorité du gouvernement de transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ?

Réponses > 4%, n = 2295

Dans toutes les autres régions, hormis Kidal et Taoudéni, la lutte contre l'insécurité doit être la principale priorité du gouvernement de transition. Elle est suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les régions de Kayes (62%), Koulikoro (48%), Sikasso (52%), Ségou (49%) et Mopti (60%).

Pour le Nord, ce sont surtout les questions d'insécurité (80%) et paix / stabilité (66%) qui sont considérées comme prioritaires. Contrairement à l'ensemble du pays, 6% des personnes interrogées dans le nord considèrent toutefois la tenue d'élections comme une priorité.

Figure 15 : Priorités du gouvernement de transition – Nord du pays



S2Q04. [Priorité du gouvernement de transition] Selon vous, quelle est la première action immédiate que le gouvernement de la transition devrait prioriser dans sa gestion ? Quelle est la deuxième action ? Quelle est la troisième action ?

Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni > 4%, n = 551

A l'opposé, restaurer la paix et la stabilité est la principale priorité évoquée par les populations des régions de Kidal (69,0%) et de Taoudéni (95,1%) ; elle est suivie de la lutte contre l'insécurité, citée par respectivement 67,0% et 83,6% des populations de ces localités (Figure 15).

Importance du respect du chronogramme de la transition³

38% des Maliens considèrent que le respect du chronogramme de la transition est important. En revanche, trois Malien(ne)s sur cinq pensent que le respect du chronogramme n'est pas important (35% pas important et 25% pas du tout important).

L'analyse par région montre que pour plus de sept personnes sur dix des régions de Kayes (80%) et de Koulikoro (74%), le respect du chronogramme de la transition n'est pas important. Cette opinion est partagée par deux personnes sur trois dans la région de Ségou (65%) et plus de la moitié des populations des régions de Sikasso (55%) et de Bamako (54%). Toutefois, le respect du chronogramme est très important pour respectivement 25% et 35% des habitants des régions de Sikasso et de Bamako.

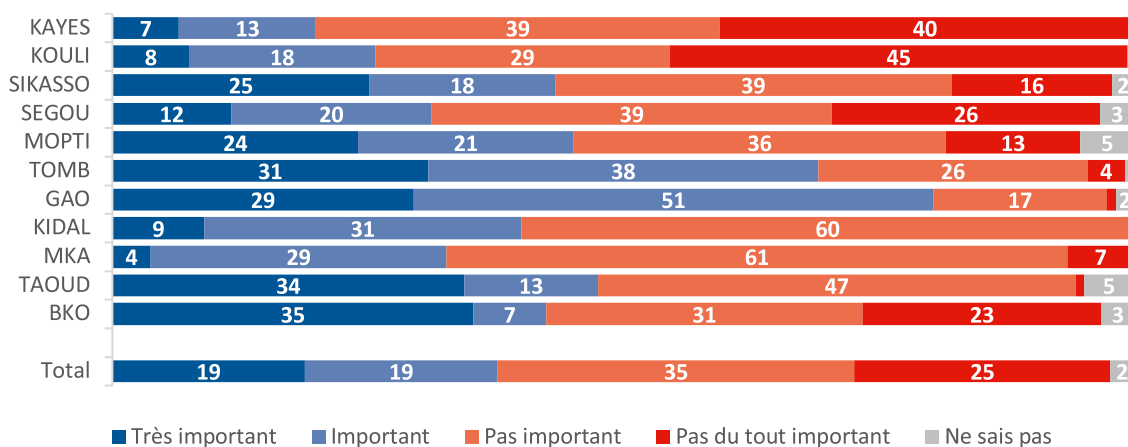
De même dans les régions dites du Nord, le respect du chronogramme de la transition n'est pas important pour 60% à Kidal et 67% à Ménaka.

En revanche, le respect du chronogramme de la transition est important pour plus de sept personnes sur dix dans les régions de Gao (30% très important et 51% plutôt important) et de Tombouctou (31% très important et 38% plutôt important). Cependant, les avis sont partagés dans la région de

3 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Taoudéni. Le respect du chronogramme est important pour 48% de la population et ne l'est pas pour 48% (Figure 16).

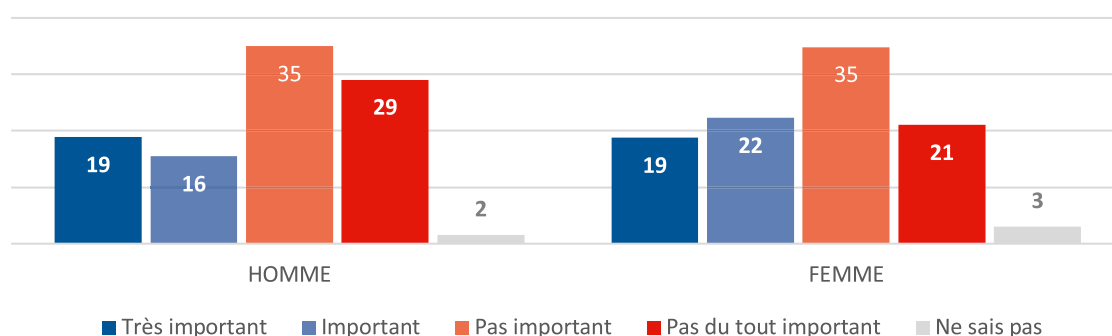
Figure 16 : Respect du chronogramme de la transition



S2Q05. [Respect du chronogramme de la transition] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de respecter le chronogramme de la transition ?
 Toutes les réponses, n = 2295

Les hommes sont plus nombreux (64%) à penser que le respect du chronogramme de la transition n'est pas important contre 56% des femmes qui sont du même avis. Toutefois, 34% des hommes et 41% des femmes estiment que le respect du chronogramme de la transition est important (Figure 17).

Figure 17 : Respect du chronogramme de la transition par sexe

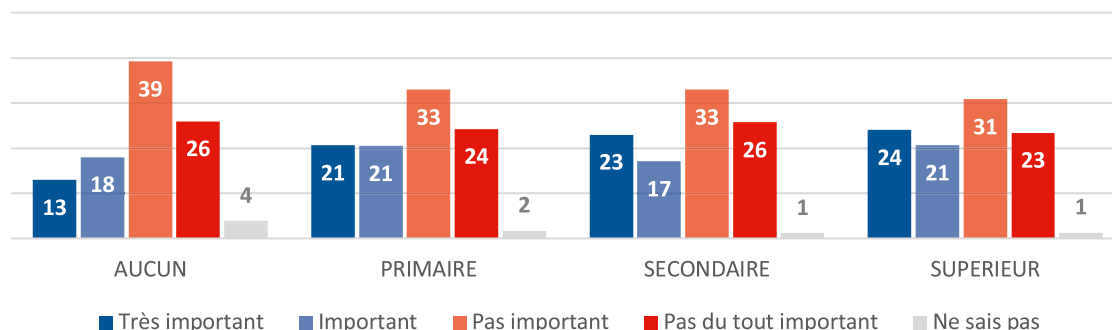


S2Q05. [Respect du chronogramme de la transition] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de respecter le chronogramme de la transition ?
 Toutes les réponses, n = 2295

L'importance du respect du chronogramme évolue avec le niveau d'instruction. 31% des Malien(ne)s n'ayant aucun niveau et 41% de ceux ayant le niveau primaire pensent qu'il est important de respecter le chronogramme. Cette proportion est de 40% et de 45% pour les Malien(ne)s ayant respectivement le niveau secondaire ou supérieur.

Les avis sur cette question sont très partagés. La majorité estime que le respect du chronogramme est moins important, mais une partie significative des personnes interrogées le considère tout de même comme crucial (Figure 18).

Figure 18 : Respect du chronogramme de la transition par niveau d’instruction



S2Q05. [Respect du chronogramme de la transition] Pensez-vous qu’il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de respecter le chronogramme de la transition ?

Toutes les réponses, n = 2295

Importance de la mise en place d’un gouvernement d’union nationale⁴

Globalement, plus de la moitié des Malien(ne)s trouvent qu’il n’est pas important (40% pas important et 16% pas du tout important) de mettre en place un gouvernement d’union nationale. En revanche, 41% (21% très important et 20% important) des personnes enquêtées pensent le contraire (Figure 19).

L’analyse des résultats par région montre que la mise en place d’un gouvernement d’union nationale n’est pas importante pour la majorité des populations des régions de Kayes (73%), Koulikoro (63%) et Ségou (65%). Les avis sont partagés dans les régions de Bamako, Sikasso et Mopti.

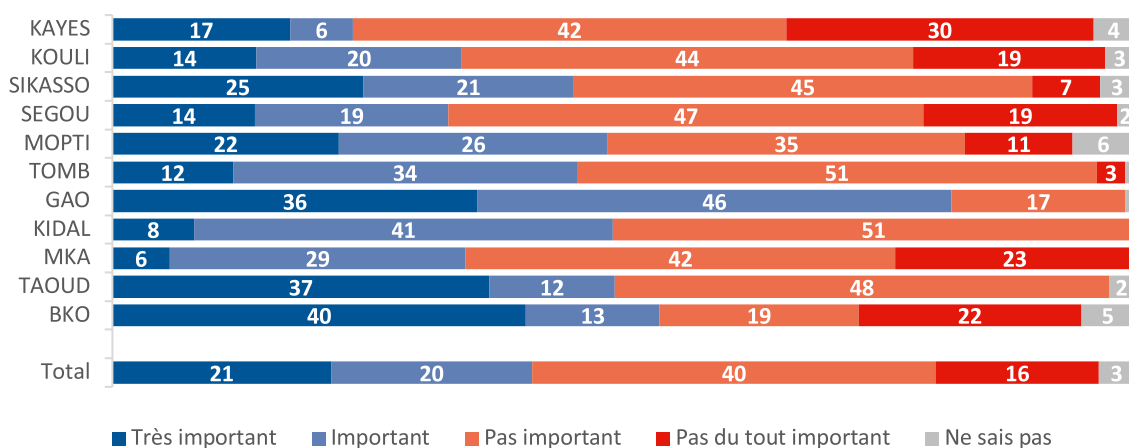
En effet, plus de la moitié des Bamakois(e)s (54%) estiment que la mise en place d’un gouvernement d’union nationale est importante contre 41% qui pensent le contraire. Cependant, dans la région de Sikasso, plus de la moitié de la population de la population (52%) estiment que la mise en place d’un gouvernement d’union nationale n’est pas importante contre 45% qui pensent le contraire. Dans la région de Mopti, 49% de la population estiment importante la mise en place d’un gouvernement d’union nationale contre 46% qui ne partagent pas cet avis.

Pour les régions dites du Nord, la mise en place d’un gouvernement d’union nationale est importante pour 81,2% de la population de Gao (36% très importante et 46% importante) contre près de deux tiers de la population de Ménaka (65%) qui pensent le contraire.

4 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Les avis restent partagés dans les régions de Tombouctou (46% importante contre 54% pas importante), Kidal (49% importante contre 51% pas importante) et de Taoudéni (49% importante contre 48% pas importante).

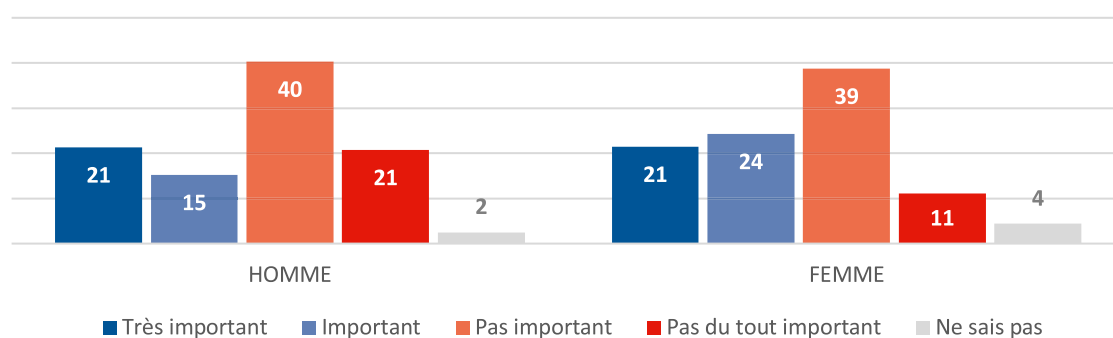
Figure 19 : Mise en place d'un gouvernement d'union nationale



S2Qo6. [Mis en place d'un gouvernement d'union nationale] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de mettre en place un gouvernement d'union nationale pour la réussite de transition au Mali ?
Toutes les réponses, n = 2295

Suivant le sexe, deux hommes sur trois estiment importante la mise en place d'un gouvernement d'union nationale contre 37% qui pensent le contraire. Dans le rang des femmes, 49% jugent non importante la mise en place d'un gouvernement d'union nationale contre 46% de femmes qui jugent cela important (Figure 20).

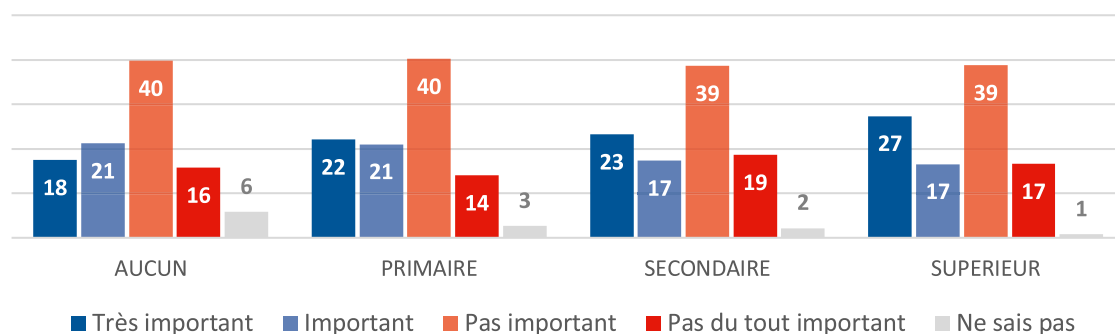
Figure 20 : Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par sexe



S2Qo6. [Mis en place d'un gouvernement d'union nationale] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de mettre en place un gouvernement d'union nationale pour la réussite de transition au Mali ?
Toutes les réponses, n = 2295

Quel que soit le niveau d'instruction, plus de la moitié pensent qu'il n'est pas important de mettre en place un gouvernement d'union nationale : aucun (55%), primaire (54%), secondaire (57%), supérieur (55%) (Figure 21).

Figure 21 : Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par niveau d'instruction

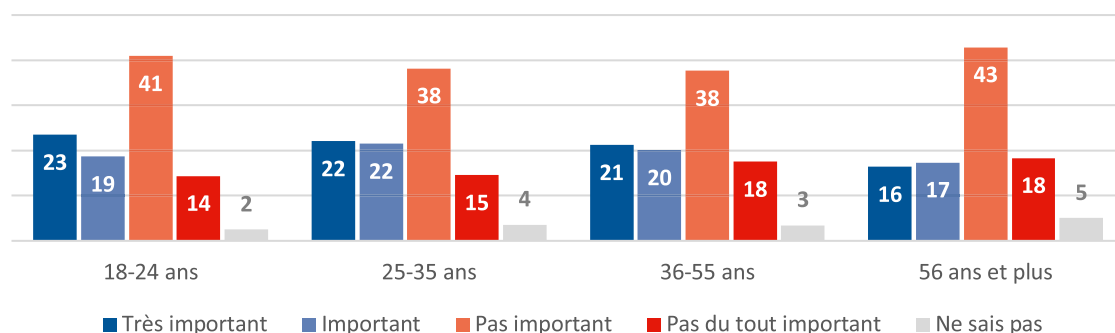


S2Qo6. [Mis en place d'un gouvernement d'union nationale] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de mettre en place un gouvernement d'union nationale pour la réussite de transition au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Il en est de même suivant les tranches d'âges. Plus de la moitié des Malien(ne)s de 18-24 ans (55%), 25-35 ans (53%) et 36-55 ans (55%) estiment qu'un gouvernement d'union nationale n'est pas important. Cet avis est partagé par trois sur cinq des 56 ans et plus (Figure 22).

Figure 22 : Mise en place d'un gouvernement d'union nationale par âge



S2Qo6. [Mis en place d'un gouvernement d'union nationale] Pensez-vous qu'il soit très important, important, pas important ou pas du tout important de mettre en place un gouvernement d'union nationale pour la réussite de transition au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

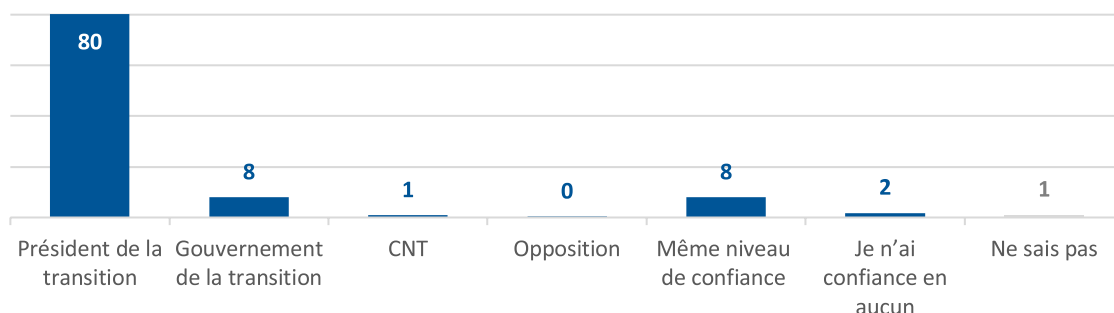
Confiance en les acteurs de la transition

Parmi les différents acteurs de la transition (le Président de la Transition, le gouvernement de la transition, le Conseil national de la Transition et l'opposition), quatre Malien(ne)s sur cinq (80%) font plus confiance au Président de la Transition. Toutefois, 8% des Malien(ne)s ont plus confiance en le gouvernement de la transition (Figure 23).

On observe les mêmes tendances dans la plupart des régions, à l'instar de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka où plus de 80% des populations font plus confiance au Président de la Transition. Aussi, dans les régions de Ségou (76%) et Bamako (74%), plus de sept personnes sur dix ont plus confiance en le Président de la Transition.

Plus particulièrement dans la région de Kidal, 39% de la population ont le même niveau de confiance en ces acteurs alors que 38% de la population n'ont confiance en aucun d'eux.

Figure 23 : Confiance en les acteurs de la transition



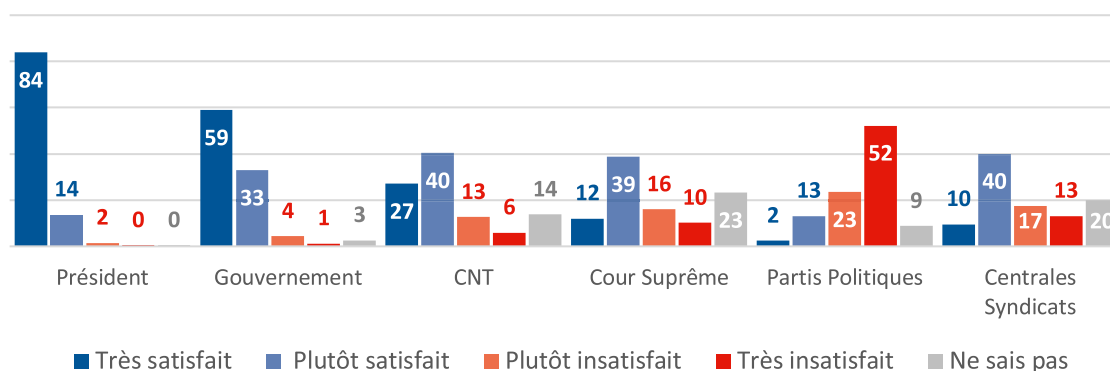
S2Q07. [Confiance aux acteurs de la transition] Parmi les acteurs suivants de la transition : le Président de la transition, le gouvernement de la transition le CNT et l'opposition en lequel aviez-vous le plus confiance ?

Toutes les réponses, n = 2295

Niveau de satisfaction des acteurs de la transition⁵

Plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfaits (84% très satisfaits et 14% plutôt satisfaits) du Président de la Transition. De même, plus de neuf Malien(ne)s sur dix sont satisfaits (59% très satisfaits et 33% plutôt satisfaits) du gouvernement de la transition. Deux Malien(ne)s sur trois sont aussi satisfaits (27% très satisfaits et 41% plutôt satisfaits) du Conseil national de transition (Figure 24).

Figure 24 : Satisfaction envers les acteurs de la transition



S2Q08A-F. [Satisfaction envers les acteurs politiques] Êtes-vous globalement très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait du travail de : ?

Toutes les réponses, n = 2295

De plus, la moitié de la population malienne (51%) est satisfaite de la Cour suprême, et 50% des Malien(ne)s sont aussi satisfaits des centrales syndicales. A l'opposé, plus de trois quarts

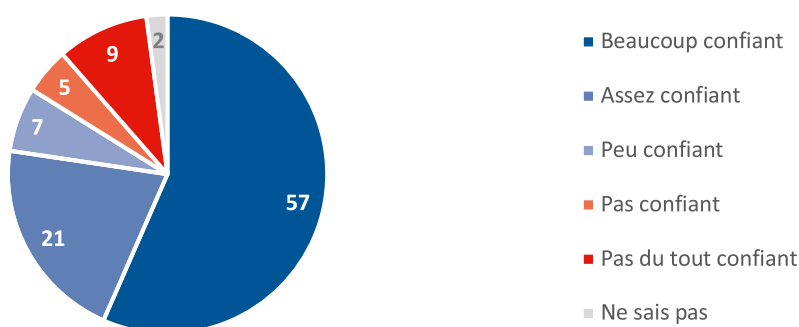
5 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

des Malien(ne)s ne sont pas satisfaits (23% plutôt insatisfaits et 52% très insatisfaits) des partis politiques.

Niveau de confiance en la transition

L'analyse des résultats montre que plus de sept Malien(ne)s sur dix ont confiance (57% beaucoup confiant et 21% assez confiant) en la transition pour amener le pays vers une démocratie plus stable et un renforcement de la bonne gouvernance (Figure 25).

Figure 25 : Confiance en la transition



S2Q09. [Confiance en la transition] A quel point êtes-vous confiant que la transition conduira le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance ?

Toutes les réponses, n = 2295

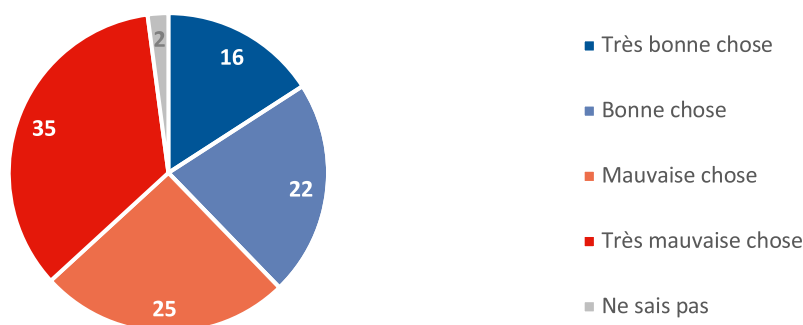
Aussi, dans les régions de Koulikoro (88%), Ségou (85%) quatre personnes sur cinq ont confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et un renforcement de la bonne gouvernance. Cette statistique est de 71% et de 78% dans les régions de Kayes et de Sikasso, respectivement. Elle est un peu plus faible dans la capitale où elle est de 58%.

Plus particulièrement à Kidal, deux tiers de la population n'ont pas confiance (11% pas du tout confiance et 56% pas confiance) en la transition par rapport à cette mission. A l'opposé, dans la région de Gao, plus de neuf personnes sur dix (38% assez confiant et 54% beaucoup confiant) font confiance à la transition à cet effet. Cette proportion est de 71% et de 85% dans les régions de Tombouctou et Ménaka, respectivement. Enfin, à Taoudéni, les avis sont partagés : 44% de la population ont peu confiance contre 46,7% qui n'ont pas confiance en la transition pour conduire le pays vers une démocratie plus stable et un renforcement de la bonne gouvernance.

Appréciation de l'implication des acteurs religieux dans la vie politique

Pour trois Malien(ne)s sur cinq, l'implication des acteurs religieux dans la vie politique est une mauvaise chose (25% mauvaise chose et 35% très mauvaise chose) contre plus du tiers qui estime que cela est une bonne chose (16% très bonne chose et 22% bonne chose) (Figure 26).

Figure 26 : Implication des acteurs religieux dans la politique

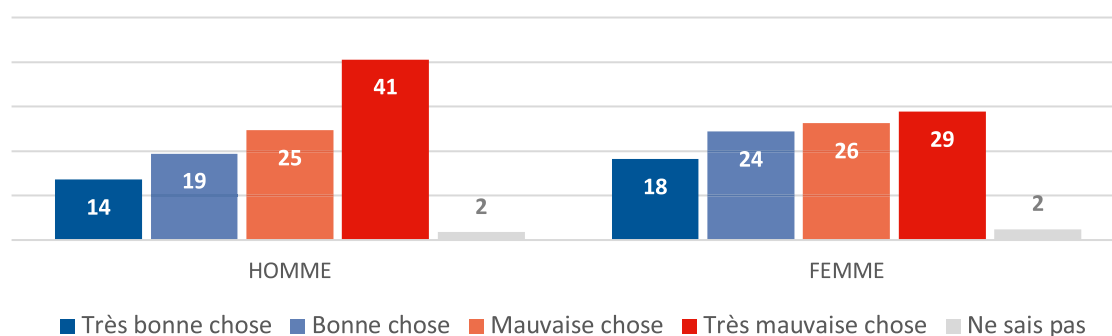


S2Q10. [L'implication des acteurs religieux dans la politique] : Pensez-vous que l'implication des leaders religieux dans la vie politique est une très bonne chose, une bonne chose, une mauvaise chose, une très mauvaise chose ?

Toutes les réponses, n = 2295

L'analyse suivant le sexe montre que, pour 65% des hommes, l'implication des leaders religieux dans la sphère politique est une mauvaise chose pour 55% des femmes qui sont du même avis (Figure 27).

Figure 27 : Implication des acteurs religieux dans la politique par sexe

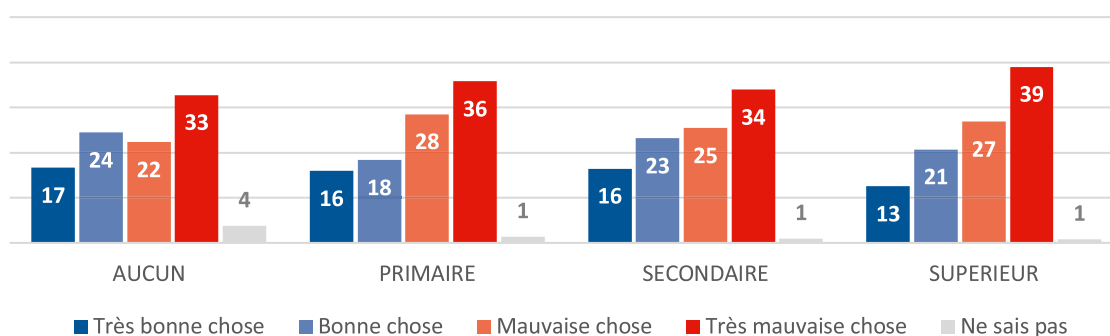


S2Q10. [L'implication des acteurs religieux dans la politique] : Pensez-vous que l'implication des leaders religieux dans la vie politique est une très bonne chose, une bonne chose, une mauvaise chose, une très mauvaise chose ?

Toutes les réponses, n = 2295

Quel que soit le niveau d'instruction, plus de la moitié estiment que l'implication des leaders religieux n'est pas une bonne chose. En effet, 55% des Malien(ne)s n'ayant aucun niveau et 64% de ceux ayant le niveau primaire sont de cet avis. Cette statistique est de 59% et de 66% dans les rangs des Malien(ne)s ayant respectivement le niveau secondaire ou supérieur (Figure 28).

Figure 28 : Implication des acteurs religieux dans la politique par niveau d'instruction



S2Q10. [L'implication des acteurs religieux dans la politique] : Pensez-vous que l'implication des leaders religieux dans la vie politique est une très bonne chose, une bonne chose, une mauvaise chose, une très mauvaise chose ?

Toutes les réponses, n = 2295

Conclusion chapitre 2 :

Selon les Malien(ne)s interrogé(e)s, la transition et ses organes continuent de bénéficier d'une forte popularité. Ils placent beaucoup d'espoir en la personne du Président de la Transition.

Les Malien(ne)s ne considèrent pas les projets politiques de la Transition comme une priorité. Les besoins fondamentaux tels que la sécurité, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire sont considérés comme plus importants. Toutefois, les questions spécifiques sur le chronogramme et le gouvernement d'union montrent qu'une partie de la population est intéressée par ces questions.

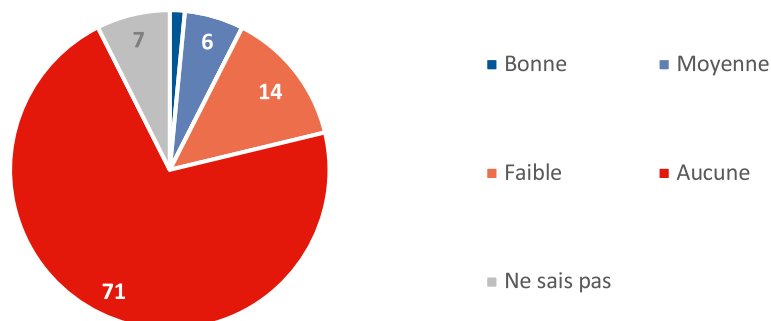
3

■ Mise en œuvre de
l'Accord pour la paix
et la réconciliation



Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Figure 29 : Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix

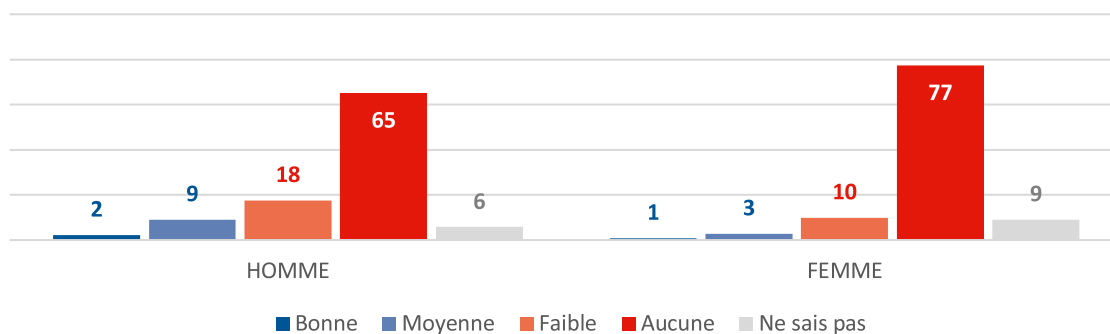


S3Q01. [Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Le contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation reste relativement moins connu des Malien(ne)s. Plus de sept enquêté(e)s sur dix (71%) n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord ; 14% en ont une faible connaissance. Toutefois, 6% des Malien(ne)s ont une connaissance moyenne du contenu de l'Accord pour seulement 2% qui estiment en avoir une bonne connaissance (Figure 29).

Figure 30 : Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix par sexe

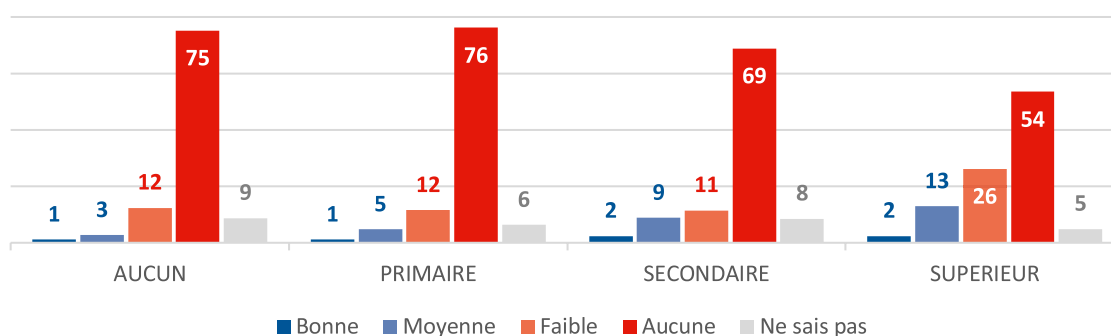


S3Q01. [Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Bien que relativement faibles, les résultats montrent que les hommes ont plus connaissance du contenu de l'Accord que les femmes. En effet, 65% des hommes et 77% des femmes n'ont aucune connaissance du contenu de l'Accord. Aussi, 18% des hommes et 10% des femmes ont-ils une faible connaissance du contenu de l'Accord ; 9% des hommes en ont une connaissance moyenne pour 2,8% des femmes (Figure 30).

Figure 31 : Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix par niveau d'instruction



S3Q01. [Niveau de connaissance de l'Accord pour la paix]. Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance du contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

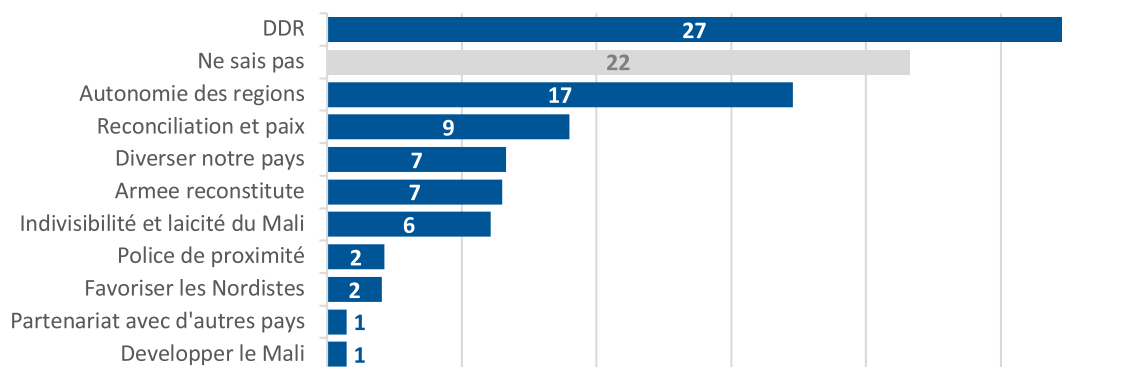
Le contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation reste relativement moins connu des Malien(ne)s. En effet, plus de quatre personnes sur cinq n'ont aucune ou ont juste une faible connaissance du contenu de l'Accord (81% en 2022 et 85% en 2023).

Remarquons aussi que sur les cinq dernières années, plus de la moitié des Malien(ne)s n'ont aucune connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation. D'un autre côté, la tendance est que moins de personnes déclarent n'avoir «Aucune» connaissance, mais au moins «Faible», ce qui n'est pas beaucoup, mais doit peut-être être considéré comme un succès (Figure 31).

Aspects de l'Accord pour la paix et la réconciliation connus des citoyen(ne)s malien(ne)s

Les principaux points connus de l'Accord pour la paix et la réconciliation sont : le programme de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration (27%), l'autonomisation des régions (17%) ; et, dans une moindre mesure, la réconciliation et la paix (9%), la reconstitution de l'armée (7%) (Figure 32). Le nombre élevé de personnes qui ne sont pas en mesure de citer des aspects précis de l'Accord (22%) indique que le niveau de connaissance de base de l'Accord pourrait être encore plus bas que celui cité.

Figure 32 : Aspects connus de l'Accord



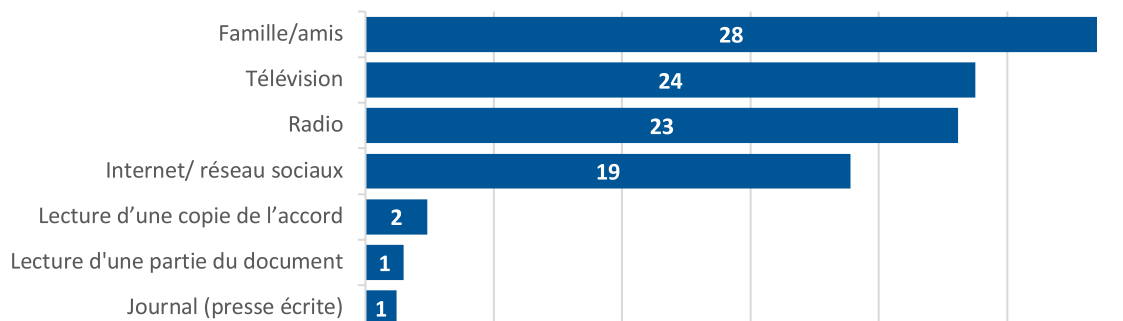
S3Q02. [Aspects connus de l'Accord] Pouvez-vous nous parler d'un point de l'Accord que vous connaissez ?

Pour les réponses «bonne» et «moyenne» S3Q01, n = 172

Sources d'information sur l'Accord pour la paix et la réconciliation

Pour s'informer sur l'Accord pour la paix et la réconciliation, les Malien(ne)s utilisent principalement : le « bouche à oreille » (29%), la télévision (24%), la radio (23%). Toutefois, 19% des citoyen(ne)s s'en informent à travers les sites internet ou les réseaux sociaux (Figure 33).

Figure 33 : Sources d'information sur l'Accord



S3Q03. [Source d'information sur l'Accord] Quelle est votre source d'information sur l'Accord ?

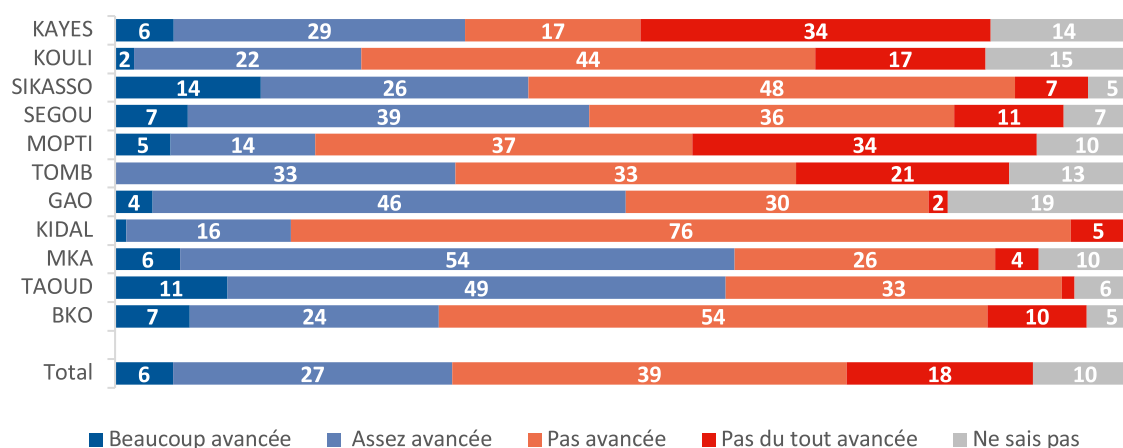
Pour les réponses «bonne», «moyenne» et «faible» S3Q01, n = 487

On retrouve les mêmes canaux que ceux cités l'année dernière mais dans l'ordre suivant : bouche à oreille (25,7%), radio (23,5%), télévision (20,3%), internet ou réseaux sociaux (11,2%).

Appréciation du niveau d'avancement de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Plus de la moitié des répondants qui disent avoir des connaissances sur l'Accord estiment que l'Accord pour la paix et la réconciliation n'a pas avancé (39% pas avancé et 18% pas du tout avancé). Cependant, pour un tiers de la population, la mise en œuvre de l'Accord a avancé (6% beaucoup avancé et 27% assez avancé). Toutefois, un(e) Malien(ne) sur dix (10%) n'a pu se prononcer sur l'état d'avancement de l'Accord (Figure 34).

Figure 34 : Niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord



S3Q04. [Niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord] Selon vous, pensez-vous que la mise en œuvre de l'Accord pour la paix soit beaucoup avancée, assez avancée, pas avancée ou pas du tout avancée ?
 Pour les réponses «bonne», «moyenne» et «faible» S3Q01, n = 487

Dans la région de Mopti, sept personnes sur dix (71%) pensent que la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation n'a pas avancé. Trois personnes sur cinq partagent cette opinion dans les régions de Koulikoro (61%) et de Bamako (63%). Dans les régions de Kayes (51%) et de Sikasso (55%) aussi, plus de la moitié de la population pense que l'Accord n'a pas connu d'avancée. Cependant, dans la région de Ségou, les avis restent partagés : 46% de la population pensent que la mise en œuvre de l'Accord a avancé, et la même proportion de 46% pense le contraire.

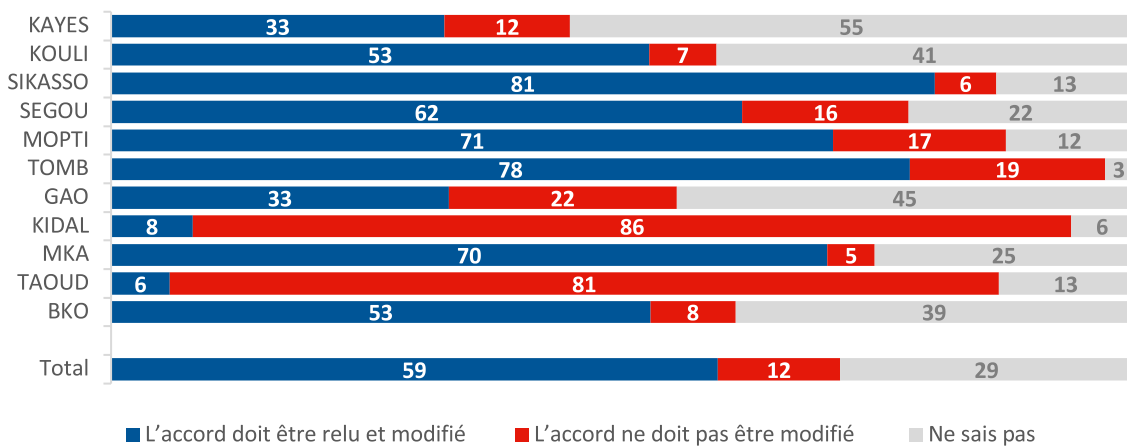
Dans les régions dites du Nord, et plus particulièrement à Kidal, plus de quatre personnes sur dix estiment que la mise en œuvre de l'Accord n'a pas avancé. Plus de la moitié de la population de Tombouctou (54%) est du même avis. A contrario, pour trois personnes sur cinq des régions de Ménaka (61%) et Taoudéni (60%), la mise en œuvre de l'Accord a avancé. A Gao, une personne sur deux est du même avis.

Relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation

Dans les régions de Kidal et Taoudéni, plus de quatre personnes sur cinq pensent que l'Accord de ne doit pas être modifié et doit être appliqué comme tel. Cependant, dans la région de Sikasso, quatre personnes sur cinq (81%) sont favorables à une relecture de l'Accord. Cette statistique est de sept personnes sur dix dans les régions de Mopti (71%), Tombouctou (78%) et Ménaka (70%). En outre, dans la région de Ségou, 62% de la population soutiennent que l'Accord doit être relu et modifié et plus de la moitié des Bamakois partagent ce point de vue (Figure 35).

Cependant dans la région de Gao, 45% des personnes enquêtées n'ont pu se prononcer sur la question alors que 33% sont pour une relecture de l'Accord et 22% estiment que l'Accord ne doit pas être modifié et doit être appliqué comme tel.

Figure 35 : Relecture intelligente de l'Accord



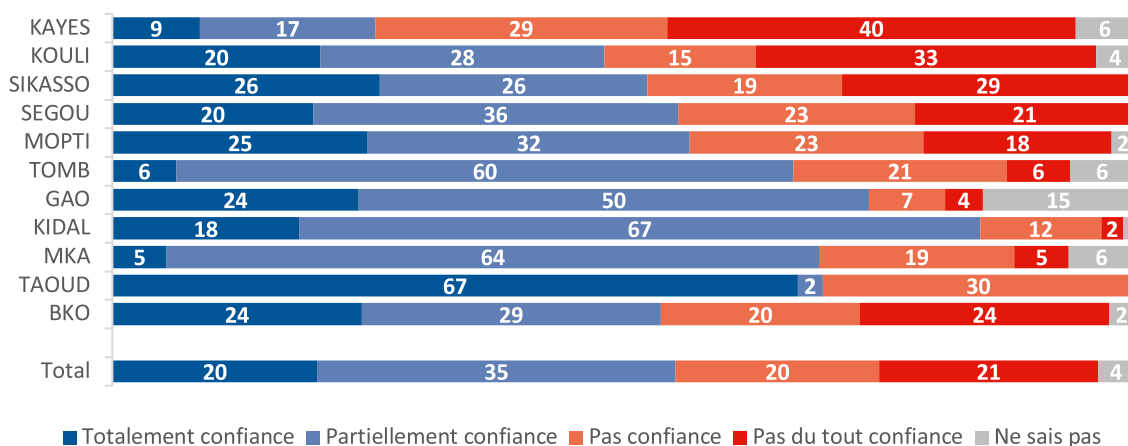
S3Q05. [Relecture intelligente de l'Accord] Aujourd'hui, on a deux opinions au Mali, certains pensent qu'on doit relire et modifier l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, et d'autres pensent que l'accord ne doit pas être modifié et qu'il doit être appliqué tel quel. Quelle opinion est plus proche de la vôtre ?

toutes les réponses, n = 2295

Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité au Mali

Les résultats montrent que 55% des Malien(ne)s ont confiance (20,1% totalement confiance et 35% partiellement confiance) en l'Accord pour ramener la paix et la stabilité au Mali, contre 41% qui n'y ont pas confiance (20% pas confiance et 21% pas du tout confiance).

Figure 36 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité

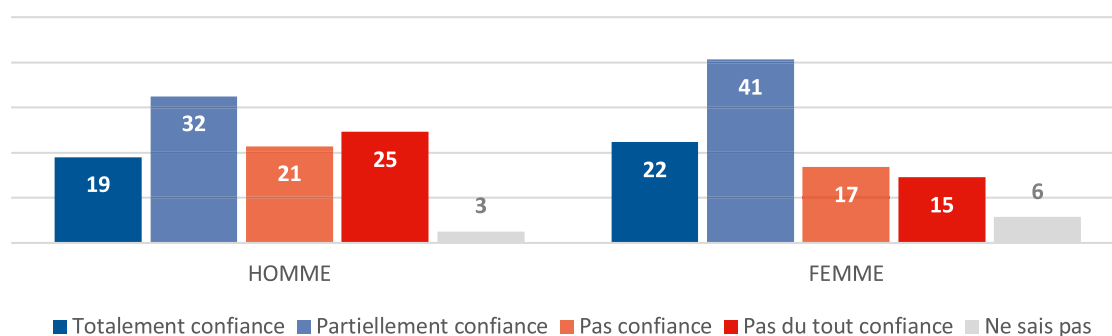


S3Qo6. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'Accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité, développement et emploi des jeunes au Mali.
 Pour les réponses «bonne», «moyenne» et «faible» S3Qo1, n = 487

Hormis la région de Kayes où plus de deux tiers de la population n'ont pas confiance en l'Accord pour ramener la paix et la stabilité, dans les autres régions, la majorité de la population pense que l'Accord peut bien ramener la paix et la stabilité au Mali.

En effet, plus de la moitié des populations des régions de Sikasso (52%), Ségou (55%), Mopti (57%), Bamako (54%) ont confiance en l'Accord pour ramener la paix et la stabilité. Cette statistique est plus élevée dans les régions dites du Nord. En effet, à Tombouctou (67%), Ménaka (69%), Taoudéni (70%), plus de deux tiers des habitants ont confiance en l'Accord à cet effet. Cette proportion est respectivement de 74% et 85% dans les régions de Gao et Kidal (Figure 36).

Figure 37 : Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité par sexe



S3Qo6. [Confiance en l'Accord pour ramener la paix et la sécurité] Je voudrais savoir à quel point avez-vous confiance à l'Accord dans la réalisation de la stabilité, la paix et la sécurité, développement et emploi des jeunes au Mali.

Pour les réponses «bonne», «moyenne» et «faible» S3Qo1, n = 487

L'analyse suivant le sexe montre que 52% des hommes et 63% des femmes ont confiance en l'Accord pour ramener la paix et la stabilité au Mali (Figure 37).

Conclusion chapitre 3 :

Le discours sur l'Accord pour la paix et la réconciliation se caractérise toujours par une grande ignorance des populations de cet instrument de paix. Une grande partie de la population malienne ne connaît pas le contenu de l'Accord. Même parmi ceux qui prétendent le connaître, il y a de nombreuses lacunes. Dans le débat sur l'Accord, on constate une forte division des perceptions entre le Nord et le reste du pays. En principe, la confiance dans l'Accord est faible et le désir de la relecture ou de le modifier est grand.

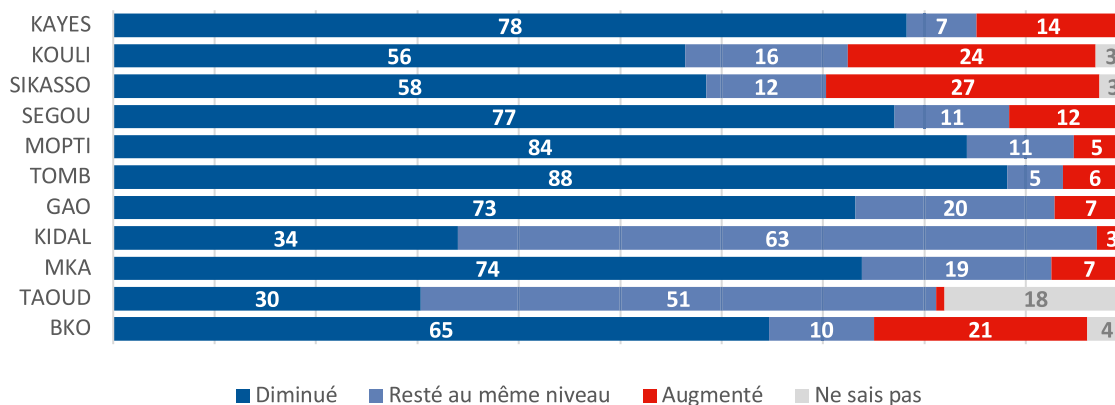
4

■ Situation sécuritaire
dans le pays -
Perceptions et
sentiments



Evolution du niveau d'insécurité dans les régions au cours des trois derniers mois

Figure 38 : Evolution du niveau d'insécurité de la région

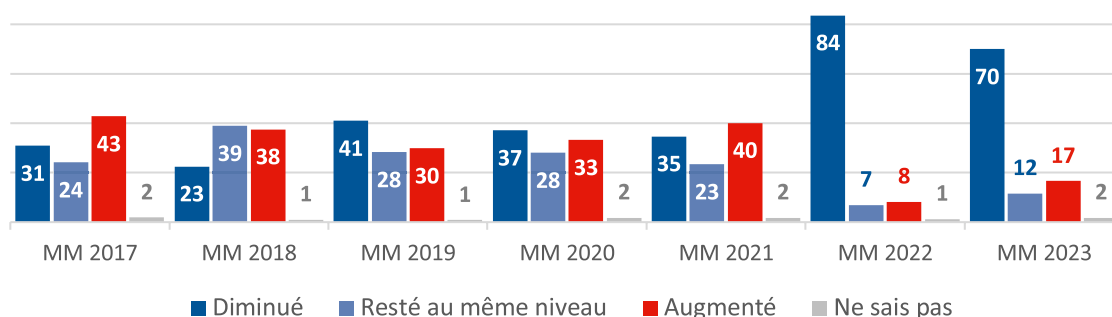


S4Qo2. [Evolution du niveau d'insécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ?

Toutes les réponses, n = 2295

Dans la plupart des régions, le niveau d'insécurité a diminué au cours des trois derniers mois. Quatre personnes sur cinq estiment que le niveau d'insécurité a diminué dans les régions de Mopti (84%, de Tombouctou (88%). Sept personnes sur dix partagent ce point de vue dans les régions de Kayes (78%), Ségou (77%), Gao (73%), Ménaka (74%). Il en est de même pour plus de la moitié des populations des régions de Koulikoro (56%), Sikasso (59%). Dans la capitale Bamako, 65% de la population pensent que le niveau d'insécurité a diminué. En revanche, pour 21% des Bamakois(e)s, le niveau d'insécurité a augmenté dans la capitale au cours des trois derniers mois. Toutefois, dans les régions de Kidal et Taoudéni, 63% et 51% des populations estiment que le niveau de sécurité n'a pas évolué au cours des trois derniers mois (Figure 38).

Figure 39 : Evolution du niveau d'insécurité de la région - Comparaison



S4Qo2. [Evolution du niveau d'insécurité de la région] Selon vous, au cours des trois derniers mois, pensez-vous que le niveau d'insécurité dans votre région ait augmenté, soit resté au même niveau ou ait diminué ?

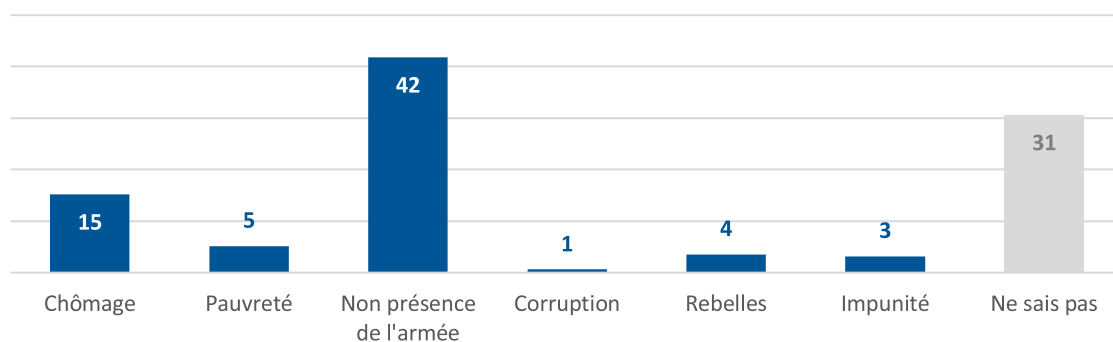
Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Comme en 2022, 2023 se démarque de la comparaison à long terme. L'évaluation de l'évolution de la situation en matière de sécurité est nettement plus positive que pour les années 2018 à 2021. Par rapport à 2022, l'évaluation est toutefois moins positive. Le nombre de personnes interrogées qui voient une détérioration de la situation sécuritaire au cours des trois derniers mois est passé de 8% à 17% (Figure 39).

Raisons d'augmentation ou de diminution du niveau d'insécurité dans les régions

Deux principales raisons expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité dans les régions : la non-présence de l'armée (42%) et le chômage (15%). Cependant, 31% des habitants n'ont pu donner une raison à cette augmentation (Figure 40).

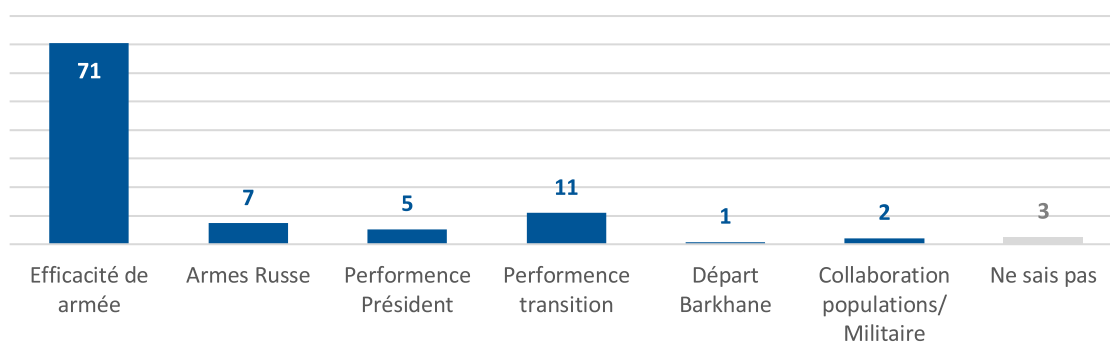
Figure 40 : Raisons d'une insécurité augmentée



S4Q03. [Raisons d'une insécurité augmentée] Selon vous, quelle sont les causes de cette augmentation d'insécurité ?
 Pour les réponses «augmenté» S4Q02, n = 381

Les principales raisons évoquées dans les régions où on constate une diminution du niveau d'insécurité sont : l'efficacité de l'armée malienne (71%), la performance de la transition (11%) ainsi que la relation avec les Russes (7%) (Figure 41).

Figure 41 : Raisons d'une insécurité diminuée

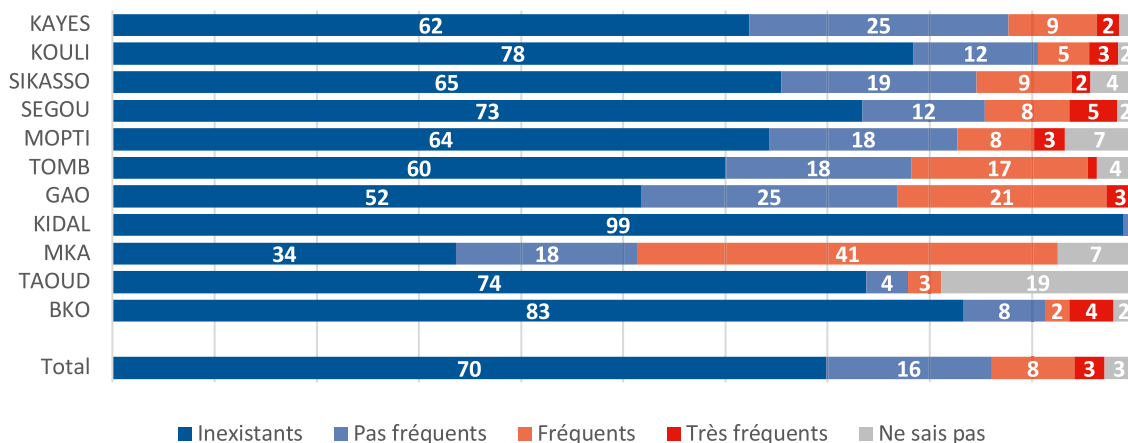


S4Q04. [Raisons d'une insécurité diminuée] Selon vous, quelle sont les causes de cette diminution d'insécurité ?
 Pour les réponses «diminué» S4Q02, n = 1607

Fréquence des conflits inter et intracommunautaires

Les conflits inter ou intracommunautaires sont inexistants dans la capitale pour quatre Bamakois(e)s sur cinq (83%). Ces conflits sont aussi inexistants pour plus de sept personnes sur dix dans les régions de Koulikoro (78%) et de Ségou (73%). Plus de trois personnes sur cinq partagent ce point de vue dans les régions de Kayes (62%), Sikasso (66%) et Mopti (64%) (Figure 42).

Figure 42 : Fréquence des conflits inter et intracommunautaires



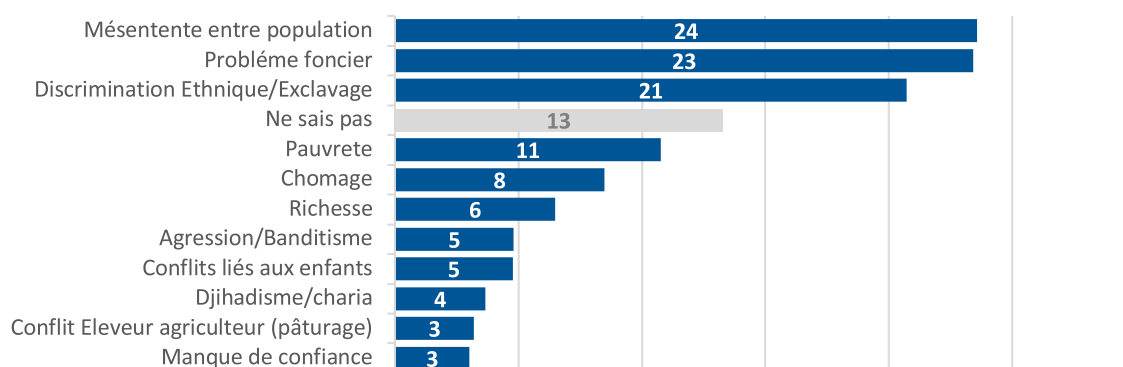
S4Q05. [Fréquence des conflits inter ou intracommunautaires] Pensez-vous que les conflits inter ou intracommunautaires sont Très fréquents, Fréquents, Pas fréquents ou Inexistants ?
 Toutes les réponses, n = 2295

En particulier, dans la région de Kidal, neuf personnes sur dix (99%) pensent que les conflits inter et intracommunautaires sont inexistants. Cette statistique est de 74% et de 60% dans les régions de Taoudéni et de Tombouctou, respectivement. Une personne sur deux est du même avis dans la région de Gao. Cependant, dans la région de Ménaka, 41% de la population soutiennent que les conflits inter et intracommunautaires sont fréquents contre 34% pour qui ces conflits sont inexistants.

Principales raisons des conflits inter et intracommunautaires

Les principales raisons des conflits inter ou intracommunautaires sont : les mécontentes entre populations (24%), les problèmes fonciers (23%), la discrimination ethnique (21%). Toutefois, un(e) Malien(ne) sur dix (11%) évoque la pauvreté comme source des conflits inter et intracommunautaires (Figure 43).

Figure 43 : Principales raisons des conflits



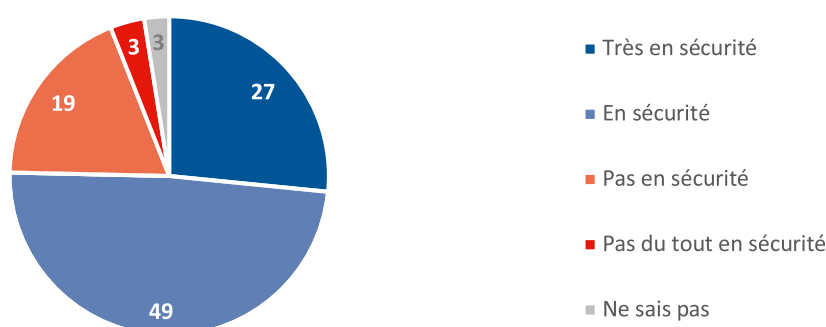
S4Qo6. [Principales raisons des conflits] Selon vous, quelles sont les deux principales raisons des conflits inter et intracommunautaires dans votre région ?

Pour les réponses «Très fréquent», «Fréquent» et «Pas fréquent» S4Qo2, n = 626

Sentiment de sécurité en sortant seul(e) la nuit

Dans l'ensemble, trois quarts des Malien(ne)s se sentent en sécurité en sortant seul(e)s la nuit (27% très en sécurité et 49% en sécurité) contre 22% qui ne partagent pas ce sentiment (Figure 44).

Figure 44 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »



S4Qo7A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2295

Suivant les régions, plus de quatre personnes sur cinq se sentent en sécurité en sortant seules la nuit à Kayes (81%), Ségou (84%), Mopti (85%), Tombouctou (84%), Kidal (89%). Aussi, le sentiment de sécurité en sortant seul la nuit est-il partagé par neuf personnes sur dix dans la région de Taoudéni

(98%) et par sept personnes sur dix dans les régions de Koulikoro (72%) et de Sikasso (72%). De plus, deux tiers des Bamakois(e)s se sentent en sécurité en sortant seul(e)s la nuit (16% très en sécurité et 50% en sécurité) contre 31% des Bamakois(e)s qui ne se sentent pas en sécurité en sortant seuls la nuit (Tableau 1).

Tableau 1 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	41	32	16	27	41	5	5	42	1	36	16
En sécurité	40	40	55	58	44	79	31	47	5	62	50
Pas en sécurité	11	23	20	12	12	16	59	9	52	1	26
Pas du tout en sécurité	4	3	2	3	3	--	4	2	42	--	6
Ne sais pas	3	2	6	1	1	--	--	--	--	1	3

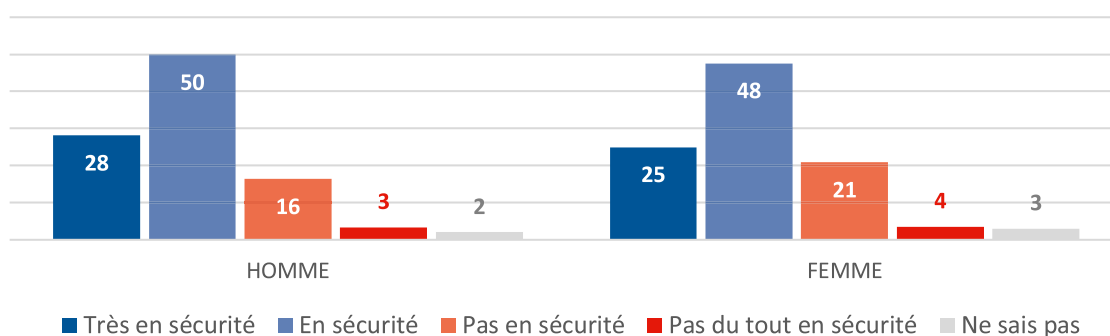
S4Q07A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2295

Plus particulièrement, dans la région de Ménaka, neuf personnes sur dix ne se sentent pas en sécurité en sortant seules la nuit (52% pas en sécurité et 42% pas du tout en sécurité).

Les hommes et les femmes portent un jugement très similaire sur leur sécurité lors de leurs déplacements nocturnes. Avec 21%, les femmes se sentent un peu moins en sécurité que les hommes (16%), mais la majorité d'entre elles se sentent tout de même en sécurité (Figure 45).

Figure 45 : Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues » par sexe



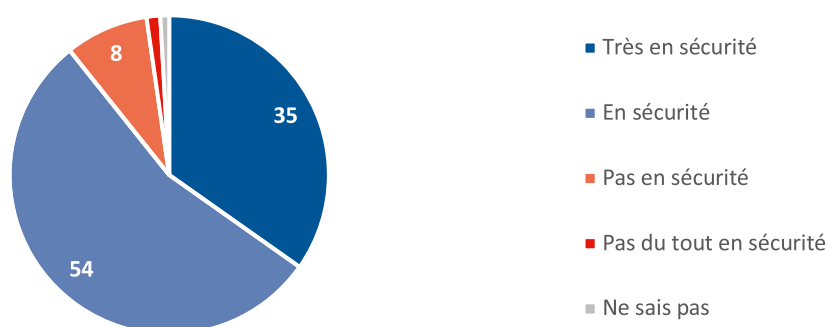
S4Q07A. [Appréciation de la sécurité « Sortir seul(e) la nuit dans les rues »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 22-95

Sentiment de sécurité en participant à un évènement social

L'analyse des résultats montre que neuf Malien(ne)s sur dix (35% très en sécurité et 55% en sécurité) se sentent en sécurité en participant aux évènements sociaux. On observe les mêmes tendances dans les régions de Sikasso (91%), Ségou (93%), Mopti (93%), Tombouctou (96%), Kidal (98%) et Taoudéni (98%). De plus, quatre personnes sur cinq des régions de Kayes (89%), Koulikoro (86%), de Gao (83%) et de Bamako (84%) partagent ce sentiment.

Figure 46 : Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville »



S4Qo7B. [Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2295

Cependant, 65% des habitants de Ménaka ne se sentent pas en sécurité en participant aux évènements sociaux contre 36% d'entre eux qui se sentent en sécurité (Tableau 2).

Tableau 2 : Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville » par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	51	45	22	36	50	10	16	56	--	42	18
En sécurité	38	40	69	57	43	85	67	42	36	57	66
Pas en sécurité	8	11	6	6	5	5	15	2	36	1	15
Pas du tout en sécurité	3	1	1	1	1	--	2	--	29	--	1
Ne sais pas	1	2	2	--	1	--	--	--	--	1	0

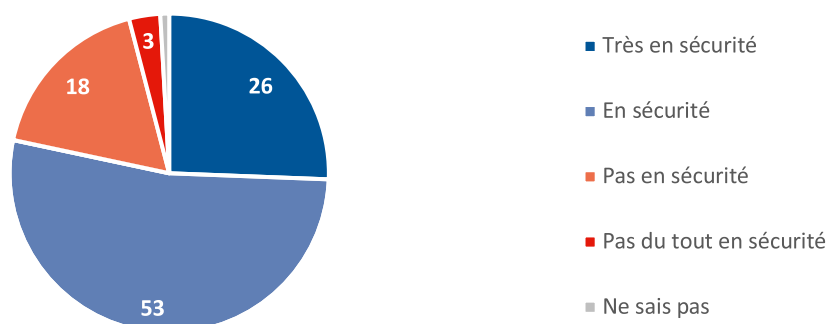
S4Qo7B. [Appréciation de la sécurité « Participer à un évènement social dans la ville »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2295

Sentiment de sécurité en quittant son lieu de résidence pour un autre lieu

Les résultats montrent que plus de trois quarts des Malien(ne)s (78%) se sentent en sécurité en quittant leur résidence pour se rendre quelque part. Cependant, une personne sur cinq (20%) ne se sent pas en sécurité en quittant sa résidence pour un autre lieu (Figure 47).

Figure 47 : Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »



S4Q07C. [Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?
Toutes les réponses, n = 2295

Hormis la région de Ménaka, dans l'ensemble des régions, la majorité des habitants (plus de sept personnes sur dix) se sentent en sécurité lorsqu'ils quittent leur résidence pour se rendre ailleurs. En revanche, à Ménaka, 96% des habitants ne se sentent pas en sécurité (45% pas en sécurité et 51% pas du tout en sécurité) en quittant leur domicile pour se rendre ailleurs (Tableau 3).

Tableau 3 : Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu » par région

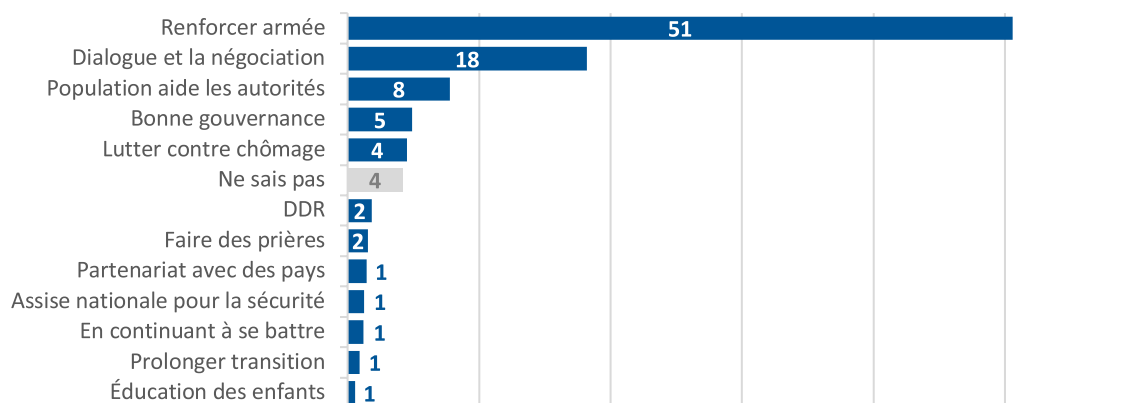
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très en sécurité	30	39	16	23	41	5	3	33	1	38	18
En sécurité	48	38	69	58	38	62	60	58	3	61	61
Pas en sécurité	15	19	13	14	17	34	34	9	45	--	19
Pas du tout en sécurité	7	3	1	5	3	--	4	--	51	--	1
Ne sais pas	0	2	1	0	2	--	--	--	--	1	0

S4Q07C. [Appréciation de la sécurité « Quitter votre lieu de résidence pour un autre lieu »] Je vais vous lire des situations, dites-moi, pour chacune d'elle, si vous vous sentez très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité ?
Toutes les réponses, n = 2295

Solutions adéquates pour sortir le Mali de la crise sécuritaire⁶

Afin de sortir le Mali de crise sécuritaire qui secoue le pays depuis 2012, les principales solutions proposées par les Malien(ne)s sont : le renforcement de l'armée (51%), le dialogue et la négociation (18%).

Figure 48 : Propositions de sortie de l'insécurité



S4Qo8. [Propositions de sortie de l'insécurité] On parle d'insécurité au Mali depuis plusieurs années. Quelle est, selon vous, la solution la plus adéquate pour sortir le Mali de la crise sécuritaire ?

Toutes les réponses, n = 2295

Cependant, 8% des Malien(ne)s proposent que les populations viennent en aide aux autorités, alors que près de 5% suggèrent la bonne gouvernance et la lutte contre le chômage (Figure 48).

Conclusion chapitre 4 :

La perception de la situation sécuritaire au Mali est extrêmement positive ; que ce soit de manière générale au cours des derniers mois ou en fonction de certains scénarios. Toutefois, si l'on compare les chiffres avec ceux de 2022, on constate que la perception reste très positive, mais qu'elle est moins exubérante qu'en 2022.

En outre, la sécurité est toujours considérée comme le principal défi au Mali (voir chapitre 1).

6 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.



5

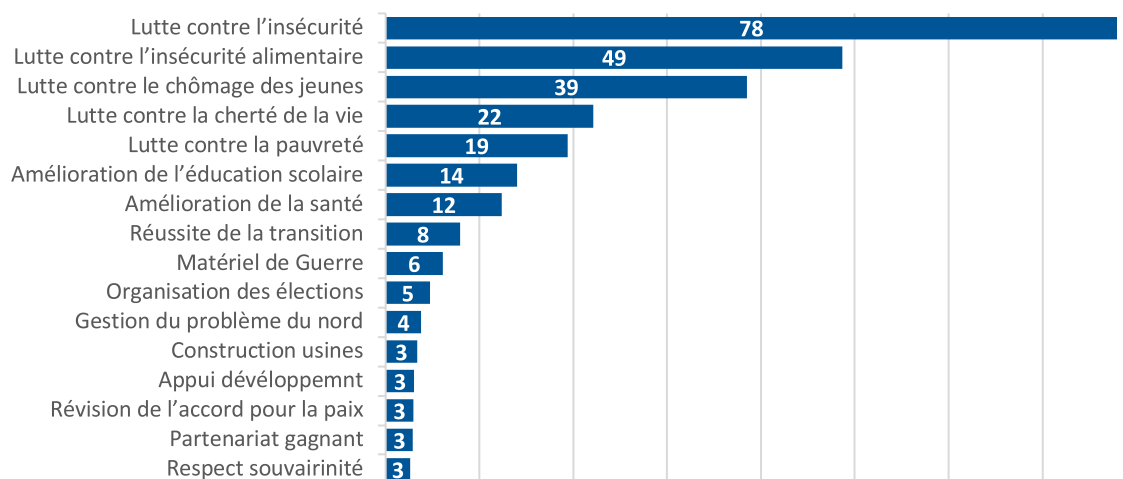
■ Mali et les acteurs impliqués dans la sécurisation du pays



Attentes par rapport aux partenaires internationaux

Les trois principales attentes des citoyen(ne)s malien(ne)s à l'égard des partenaires internationaux sont : la lutte contre l'insécurité (78%), la lutte contre l'insécurité alimentaire (49%), la lutte contre le chômage des jeunes (39%). Toutefois, une proportion non négligeable de Malien(ne)s évoque la lutte contre la cherté de la vie (22%), la lutte contre la pauvreté (19%), l'amélioration du système éducatif (14%) comme principales attentes à l'égard des partenaires internationaux (Figure 49).

Figure 49 : Attentes par rapport aux partenaires internationaux



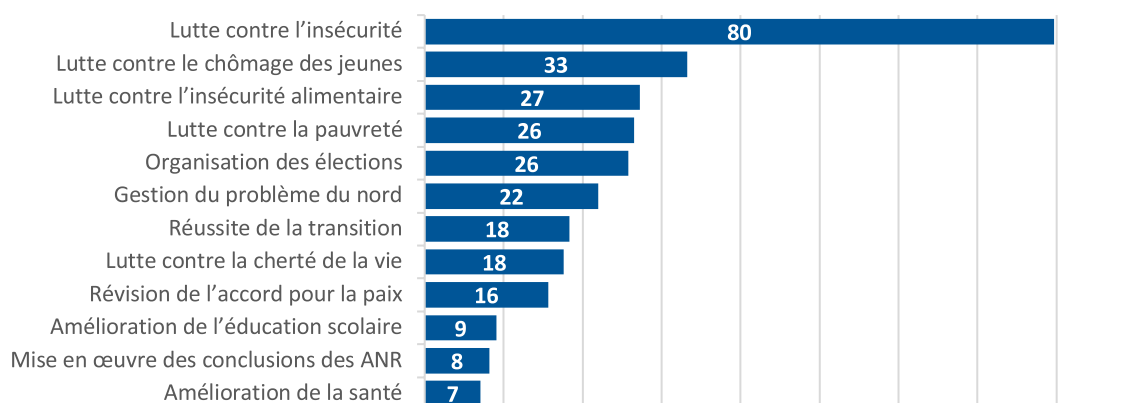
S4Q01. [Attentes par rapport aux partenaires internationaux] Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ?

Réponses > 3%, n = 2295

La lutte contre l'insécurité est mentionnée par plus de trois personnes sur cinq dans l'ensemble des régions comme étant la principale attente vis-à-vis des partenaires internationaux. Elle est suivie de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les régions de Kayes (58%), Koulikoro (57%), Sikasso (48%), Mopti (47%) et Bamako (52%).

Dans les régions dites du Nord, la lutte contre l'insécurité est suivie de la lutte contre le chômage des jeunes dans les régions de Tombouctou (51%) et de Gao (46%), de l'organisation des élections dans les régions de Ménaka (36%) et Taoudéni (43%) et de la révision de l'Accord pour la paix dans la région de Kidal (45%). Dans l'ensemble du Nord, la lutte contre l'insécurité est la première demande faite aux partenaires internationaux (80%) (Figure 50).

Figure 50 : Attentes vis-à-vis des partenaires internationaux - Nord du pays

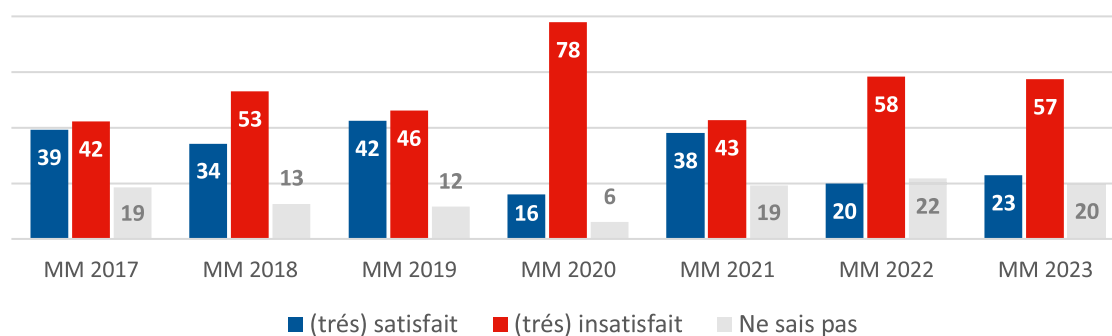


S4Q01. [Attentes à vis-à-vis des partenaires internationaux] Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ? Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudénit > 3%, n = 551

Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA

Les résultats montrent que plus de la moitié de la population malienne est insatisfaite du travail de la MINUSMA (11% plutôt insatisfait et 46% très insatisfait). En revanche, 23% des Malien(ne) s se disent satisfaits (5% très satisfait et 17% plutôt satisfait) du travail de la MINUSMA. Le niveau de satisfaction à l'égard du travail de la MINUSMA est aussi bas que l'année précédente (Figure 51).

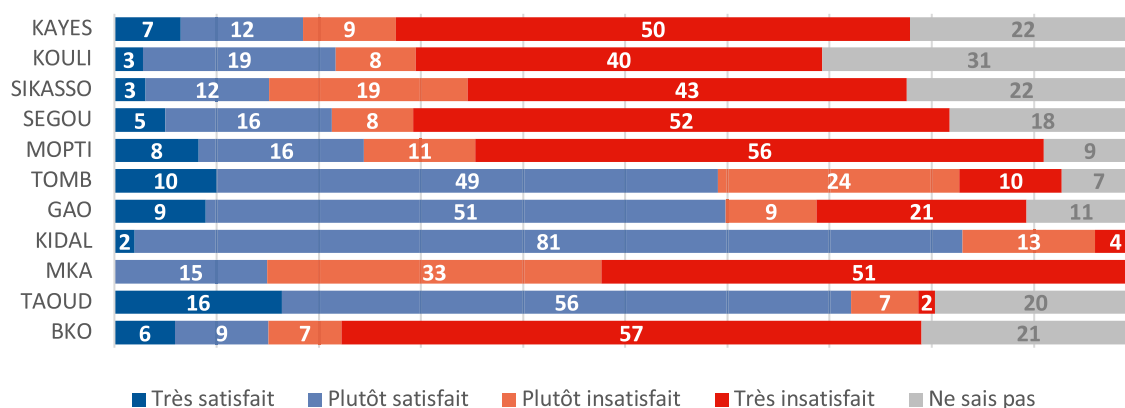
Figure 51 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA - Comparaison



S4Q09. [Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ? Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Plus de trois personnes sur cinq sont insatisfaites du travail de la MINUSMA dans les régions de Sikasso (62%), Ségou (61%), Mopti (66%), Bamako (64%). Aussi, 59% et 48% des populations des régions de Kayes et de Koulikoro sont insatisfaites de la MINUSMA.

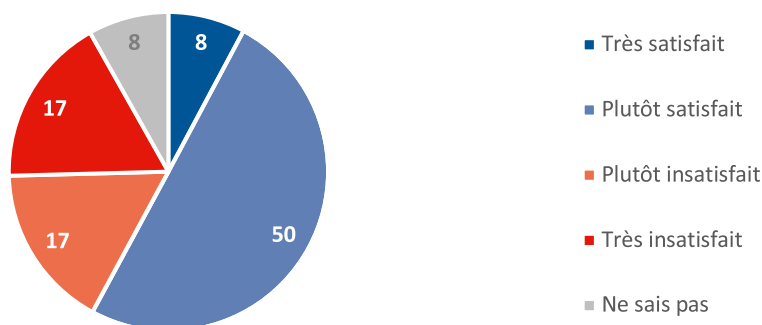
Figure 52 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA par région



S4Q09. [Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ?
 Toutes les réponses, n = 2295

A contrario, les populations dites du Nord sont plutôt satisfaites du travail de la MINUSMA. Ainsi, près de trois personnes sur cinq sont satisfaites du travail de la MINUSMA dans les régions de Tombouctou (59%), Gao (60%). De plus, 72% et 83% des populations de Taoudéni et Kidal, respectivement, en sont aussi satisfaites. Cependant, dans la région de Ménaka, plus de quatre personnes sur cinq (84%) sont insatisfaites du travail de la MINUSMA pour 15,0% qui en sont satisfaites (Figure 52 et 53).

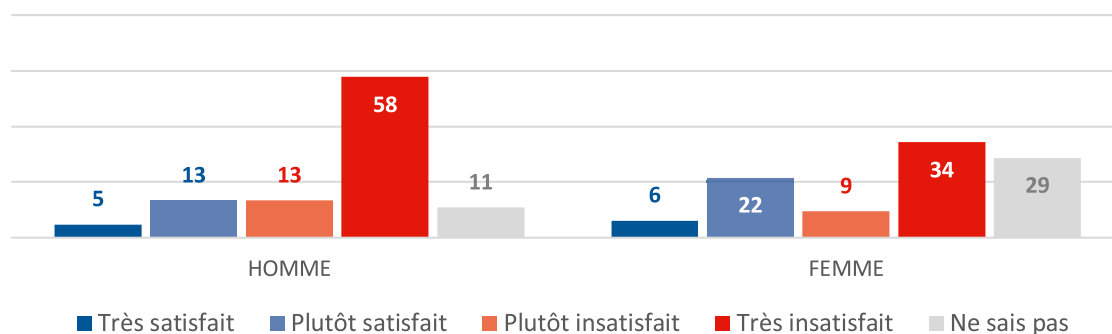
Figure 53 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA – Nord du pays



S4Q09. [Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ?
 Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni, n = 551

Les hommes sont plus insatisfaits du travail de la MINUSMA que les femmes. En effet, 71% des hommes sont insatisfaits de la MINUSMA contre 18% qui sont satisfaits. Dans le rang des femmes, 44% d'entre elles sont insatisfaites du travail de la MINUSMA contre 28% qui en sont satisfaites. Toutefois, 29% des femmes n'ont pu se prononcer (Figure 54).

Figure 54 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA par sexe

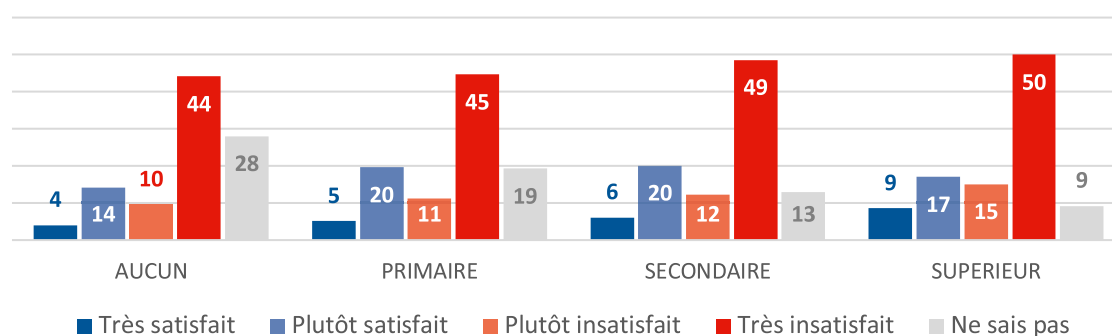


S4Q09. [Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ?
Toutes les réponses, n = 2295

De même, la proportion de personnes insatisfaites du travail de la MINUSMA évolue positivement avec l'âge : 18-24 ans (52%), 25-35 ans (55%), 36-55 ans (60%) et 56 ans et plus (65%).

Le niveau d'insatisfaction par rapport au travail de la MINUSMA augmente avec le niveau d'instruction : aucun (54%), primaire (56%), secondaire (61%), supérieur (65%) (Figure 55).

Figure 55 : Satisfaction du Travail de la MINUSMA par niveau d'instruction



S4Q09. [Satisfaction du Travail de la MINUSMA] Quel est votre niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA ?
Toutes les réponses, n = 2295

Principaux reproches à la MINUSMA

Les Maliennes et Maliens reprochent principalement à la MINUSMA de ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés (72%), d'être complice des groupes armés (42%) et de contribuer à la cherté de la vie (22%). Certains lui reprochent aussi d'être là pour ses intérêts (25%), de se protéger elle-même (15%), de ne pas s'intéresser au développement du pays (14%) ou encore de contribuer à la dégradation des mœurs (14%) (Figure 56).

Figure 56 : Reproches majeurs à la MINUSMA



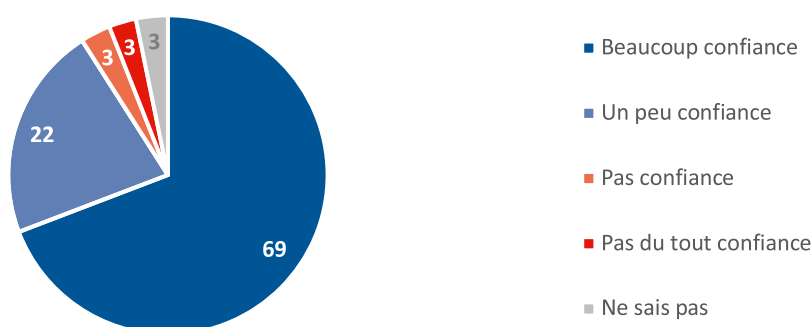
S4Q10. [Reproches majeurs à la MINUSMA]. Selon vous, quelle est la principale critique que l'on peut faire à la MINUSMA ? Quelle est la deuxième critique ? Quelle est la troisième critique ?

Pour les réponses «insatisfait» S4Q09 > 2% n = 1318

Niveau de confiance en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité

Dans l'ensemble, plus de neuf Malien(ne)s sur dix ont confiance (69% très confiance et 22% plutôt confiance) en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité (Figure 57). On observe les mêmes tendances dans presque toutes les régions, excepté Ménaka et Kidal. En effet, à Ménaka, plus de la moitié des habitants (57%) ont confiance en la Russie pour sortir le Mali de la crise sécuritaire contre 31% qui ne lui font pas confiance (Tableau 4).

Figure 57 : Confiance en la Russie



S4Q11. [Confiance en la Russie] Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à lutter contre l'insécurité dans votre région ?
Toutes les réponses, n = 2295

A l'opposé, dans la région de Kidal, trois quarts (75,0%) de la population n'ont pas confiance en la Russie pour aider le Mali dans la lutte contre l'insécurité contre 24,1% qui lui font confiance.

Tableau 4 : Confiance en la Russie par région

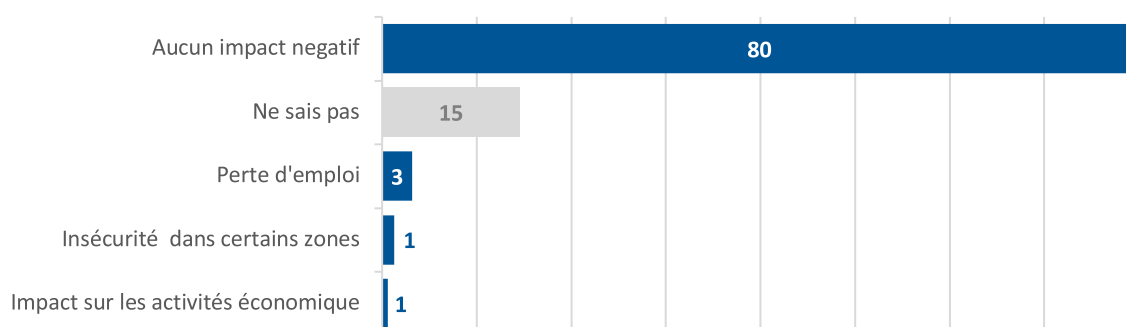
	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Beaucoup confiance	73	68	62	71	77	52	79	1	62	2	72
Un peu confiance	19	22	28	22	16	44	13	23	37	56	15
Pas confiance	5	3	3	2	2	1	3	46	--	10	2
Pas du tout confiance	2	2	4	2	2	--	2	29	1	21	6
Ne sais pas	1	5	4	2	4	4	4	1	--	11	4

S4Q11. [Confiance en la Russie] Faites-vous confiance à la Russie pour aider le Mali à lutter contre l'insécurité dans votre région ?
Toutes les réponses, n = 2295

Conséquences négatives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire⁷

Près de quatre personnes sur cinq (80%) estiment que le retrait de Barkhane n'a aucun impact négatif sur le Mali (Figure 58). Dans les régions de Koulikoro et de Bamako, 91% et 88% des populations respectivement pensent que le retrait de Barkhane n'a aucun impact négatif sur la sécurité au Mali. Plus de sept personnes sur dix sont du même avis dans les régions de Sikasso (78%), Ségou (76%), Mopti (78%).

Figure 58 : Retrait de Barkhane, Impact négatif



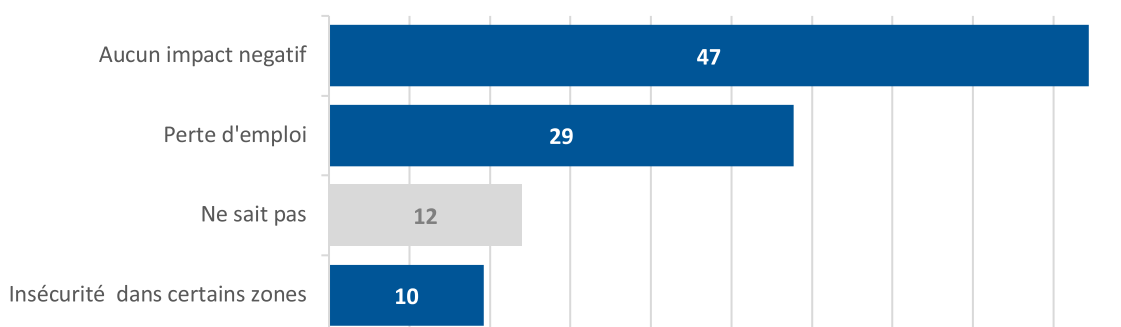
S4Q12. [Retrait Barkhane, Impact négatif] Quel est le plus grand impact négatif du retrait de Barkhane selon vous ?

Toutes les réponses, n = 2295

Dans les régions dites du Nord aussi telles que Tombouctou et Taoudéni, pour plus de sept personnes sur dix, le retrait de Barkhane n'a aucun impact négatif. En revanche, plus de la moitié de la population de Kidal (51%) estiment que ce retrait aura pour conséquence la perte d'emplois. Cette opinion est partagée par 38% et 41% des populations de Gao et Ménaka, respectivement. De plus, 36% de la population de Ménaka estiment que le retrait de Barkhane a conduit à l'insécurité dans certaines zones.

Cependant, la perte d'emplois dans la région arrive clairement en deuxième position avec 37%. L'augmentation de l'insécurité n'est mentionnée que par 10% des personnes interrogées (Figure 59).

Figure 59 : Retrait de Barkhane, Impact négatif – Nord du pays



S4Q12. [Retrait Barkhane, Impact négatif] Quel est le plus grand impact négatif du retrait de Barkhane selon vous ?

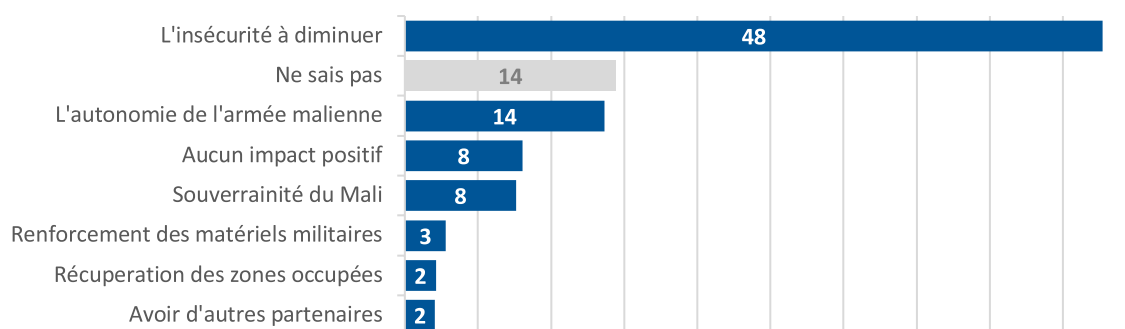
Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni > 1%, n = 551

7 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Conséquences positives du retrait de Barkhane sur la situation sécuritaire⁸

Quant aux conséquences positives que peut avoir le retrait de Barkhane, 48% des Malien(ne)s soulignent la diminution de l'insécurité et 14% l'autonomie de l'armée malienne (Figure 60). Dans les régions de Kayes (50%), Sikasso (52%) et Mopti (52%), une personne sur deux estime que l'insécurité a diminué à la suite du retrait de Barkhane. Ce même constat est fait par 48% et 46% des habitants de Koulikoro et Ségou, respectivement. Dans la capitale, le retrait de Barkhane a conduit à une diminution de l'insécurité pour 28% des Bamakois(e)s et à l'autonomie de l'armée malienne pour 16% d'entre eux.

Figure 60 : Retrait de Barkhane, Impact positif



S4Q13. [Retrait Barkhane, Impact positif] Quel est le plus grand impact positif du retrait de Barkhane selon vous ?

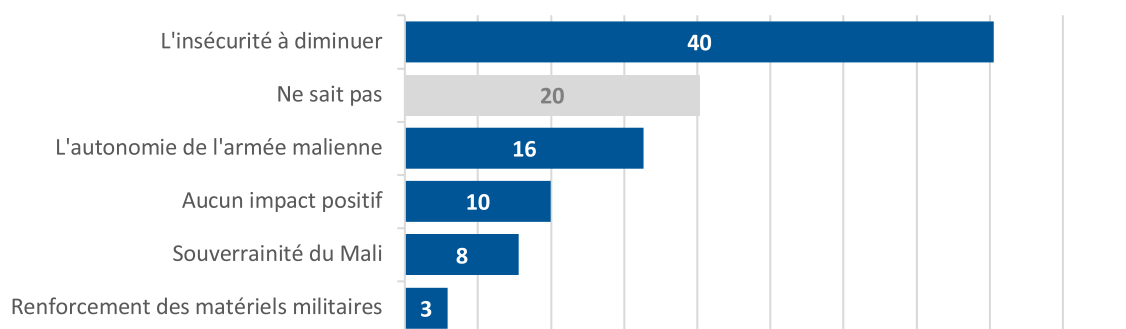
Toutes les réponses, n = 2295

Si à Kidal 32% de la population estiment que le retrait de Barkhane n'a aucun impact positif, dans les régions de Tombouctou et Gao, trois personnes sur cinq pensent que cela a conduit à une diminution de l'insécurité ; trois personnes sur dix sont du même avis dans les régions de Ménaka (34%) et Taoudéni (30%). De plus, 44% de la population de Ménaka estiment que le retrait de Barkhane a rendu l'armée malienne plus autonome.

La répartition de base pour le nord est la même que pour l'ensemble du Mali, il n'y a pas de différence notable, même si le nord du Mali était l'une des principales zones d'opération de Barkhane (Figure 61).

8 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Figure 61 : Retrait de Barkhane, Impact positif – Nord du pays



S4Q13. [Retrait Barkhane, Impact positif] Quel est le plus grand impact positif du retrait de Barkhane selon vous ?
Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudénit > 2%, n = 551

Entendre parler de l'EUTM

L'analyse des résultats montre que quatre Malien(ne)s sur cinq n'ont pas entendu parler de l'EUTM. Hormis la région de Ménaka, sept à huit personnes sur dix n'ont pas entendu parler de l'EUTM dans les autres régions. Cependant à Ménaka, 42% de la population en ont entendu parler contre 58% qui n'en ont pas entendu parler (Tableau 5).

Tableau 5 : Entendre parler de l'EUTM

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO	Total
Oui	16	20	12	18	18	11	13	21	42	29	17	16
Non	84	80	88	82	82	89	87	79	58	71	83	84

S4Q14. [Entendre parler de l'EUTM] Avez-vous déjà entendu parler d'EUTM ?

Toutes les réponses, n = 2295

Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali

Les résultats montrent que plus de quatre Malien(ne)s sur cinq n'ont pas entendu parler d'EUCAP. Néanmoins, dans les régions de Kidal et Ménaka, plus de deux personnes sur cinq en ont entendu parler : 43% et 45%, respectivement. Un tiers de la population de Taoudéni a connaissance d'EUCAP (Tableau 6).

Tableau 6 : Entendre parler d'EUCAP Sahel Mali

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO	Total
Oui	16	8	11	12	17	11	9	43	45	34	13	13
Non	84	92	89	88	83	89	91	57	55	66	87	87

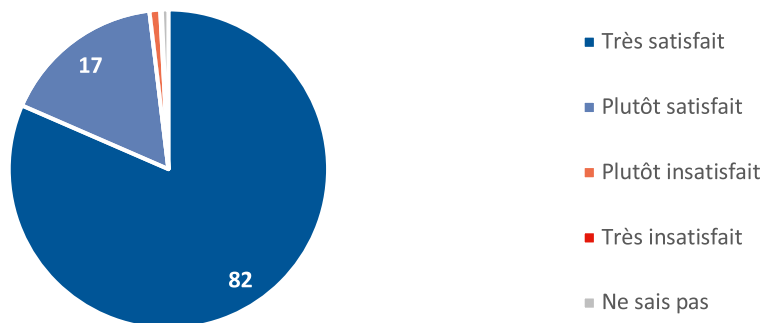
S4Q14A. [Entendre parler de l'EUCAP] Avez-vous déjà entendu parler d'EUCAP Sahel Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité

Plus de neuf Malien(ne)s sur dix se disent satisfaits (82% très satisfaits et 17% plutôt satisfaits) du travail des forces de défense et de sécurité (Figure 62).

Figure 62 : Satisfaction avec des forces de défense et de sécurité

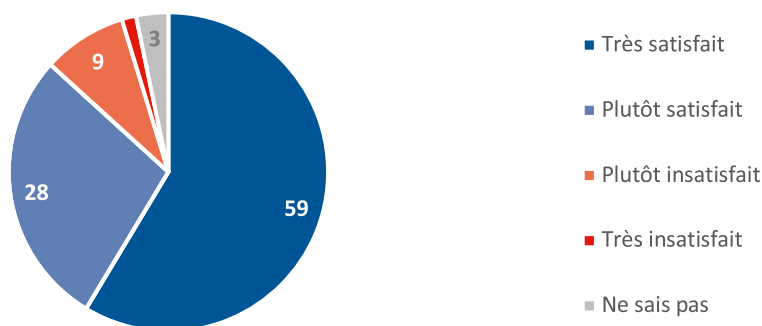


S4Q15. [Satisfaction avec des forces de sécurité et de défense] Quel est votre niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité ?

Toutes les réponses, n = 2295

Dans les régions dites du nord du pays, l'opinion sur les forces de sécurité et de défense reste majoritairement positive, mais elle est moins prononcée que dans l'ensemble du pays (Figure 63). L'exception est Kidal : à Kidal, plus de la moitié de la population (53%) est insatisfaite du travail des forces de défense et de sécurité contre 42% qui en sont satisfaits.

Figure 63 : Satisfaction avec forces de défense et de sécurité – Nord du pays



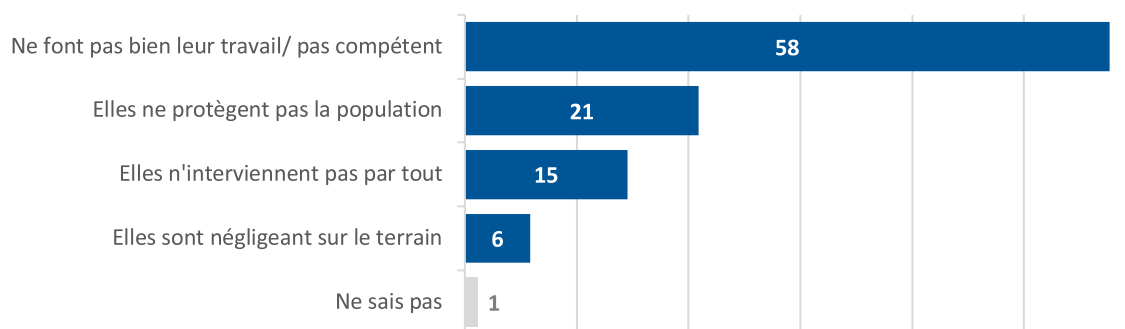
S4Q15. [Satisfaction avec des forces de sécurité et de défense] Quel est votre niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité ?

Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni, n = 551

Principaux reproches aux forces de défense et de sécurité

Les principaux reproches des Malien(ne)s à l'endroit des forces de défense et de sécurité sont de ne pas bien faire leur travail (58%), de ne pas protéger les populations (20,9%), de ne pas intervenir partout (15%) (Figure 64)⁹.

Figure 64 : Reproches aux forces de défense et de sécurité



S4Q16. [Reproche aux forces de sécurité et de défense] Quel reproche feriez-vous principalement aux forces de défenses et de sécurité du Mali ?

Pour les réponses « plutôt insatisfait » et « très insatisfait » S4Q15, n = 29

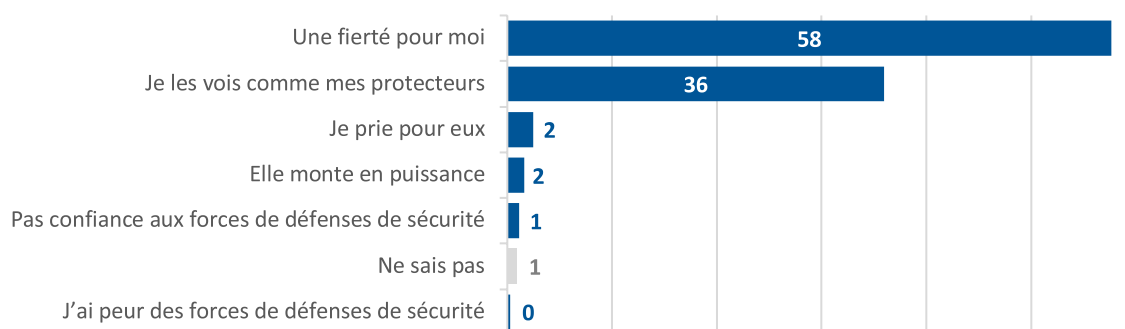
Regard des Malien(ne)s sur les forces de défense et de sécurité

Les Malien(ne)s partagent deux principaux sentiments à l'égard des forces de défense et de sécurité : elles représentent une fierté pour 57,6% des Malien(ne)s et 36,0% des enquêté(e)s voient en elles leurs protecteurs (Figure 65).

⁹ Il convient de noter que seul un très faible échantillon de personnes a été interrogé pour cette question.

Ces deux sentiments sont partagés par presque toutes les régions, sauf Kidal où plus de la moitié de la population ne fait pas confiance aux forces de défense et de sécurité.

Figure 65 : Regard sur les forces de défense et de sécurité



S4Q19. [Regard sur les forces de sécurité et de défense] Quel regard principal portez-vous sur les forces de sécurité et de défense ?
Toutes les réponses, n = 2295

Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité

Les réformes en cours dans le secteur de la sécurité, sur le plan national, sont connues d'un(e) Malien(ne) sur trois (32%). Ces réformes sont relativement mieux connues des populations des régions de Mopti (51%) et de Ménaka (51%).

La proportion de Malien(ne)s ayant entendu parler des réformes en cours dans le secteur de la sécurité, évolue positivement avec le niveau d'instruction. Ainsi, 26% des Malien(ne)s n'ayant aucun niveau et 33% de ceux ayant le niveau primaire ont entendu parler de ces réformes ; tandis que respectivement 37% et 40% des Malien(ne)s ayant le niveau secondaire ou supérieur en ont entendu parler (Tableau 7).

Tableau 7 : Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO	Total
Oui	37	37	19	27	51	26	4	23	50	9	34	37
Non	63	63	81	73	49	74	96	77	50	91	66	63

S4Q17. [Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité] Savez-vous qu'il y a eu une réforme du secteur de la sécurité en cours au niveau national ?

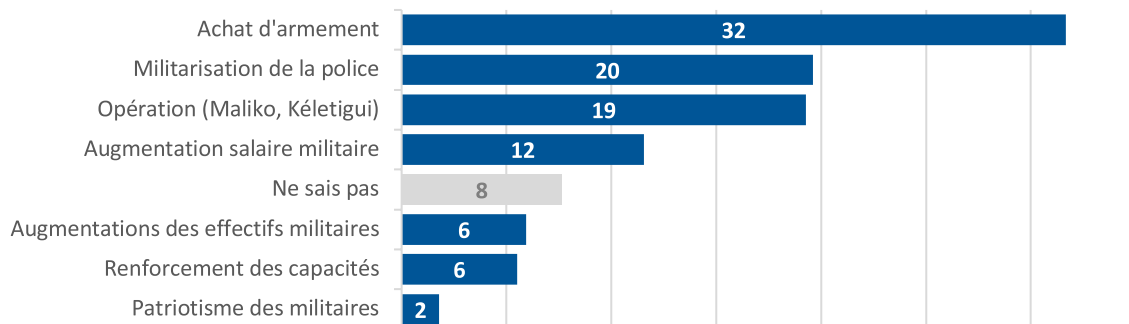
Toutes les réponses, n = 2295

Principales réformes connues du secteur de la sécurité

Les principales réformes connues de la population malienne sont : les achats d'armements (32%), la militarisation de la police (20%), l'opération Maliko/Kéletigui (19%). Toutefois, 12% de la population ont cité l'augmentation des salaires des militaires (Figure 66).

Les réponses montrent que même parmi les personnes qui disent connaître le processus RSS, il y a beaucoup de méconnaissance du contenu réel.

Figure 66 : Principales réformes connues du secteur de la sécurité



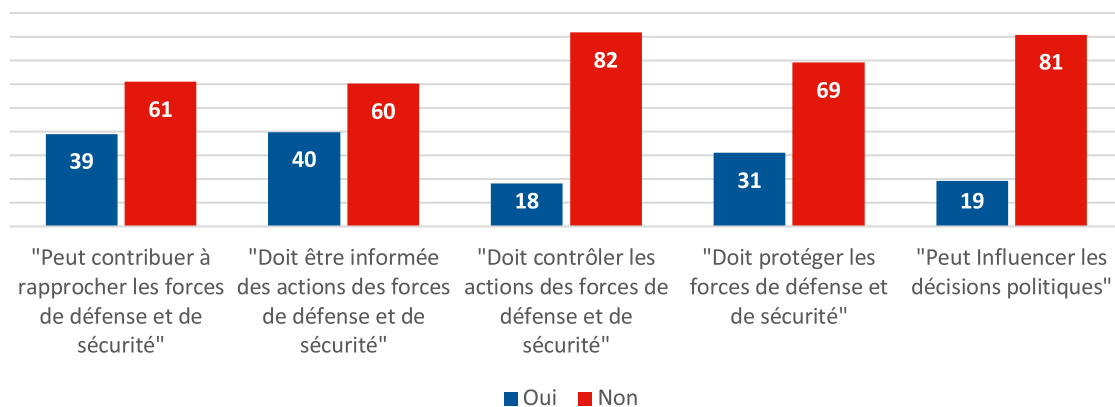
S4Q18. [Principales réformes connues du secteur de la sécurité] Quelles sont les réformes du secteur e la sécurité qui ont retenu votre attention ?

Pour les réponses « oui » S4Q17 > 1%, n = 741

Implication de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité

De manière générale, les Malien(ne)s sont plutôt critiques à l'égard de l'implication de la société civile dans les réformes de secteur de la sécurité.

Figure 67 : Implication de la société civile dans la RSS



S4Q20A-E. [Implication de la société civile dans la RSS] Pensez-vous que la société civile (chef de village, imam, chef religieux, etc.) devrait s'impliquer dans le processus de RSS dans les capacités suivantes ?

Toutes les réponses, n = 2295

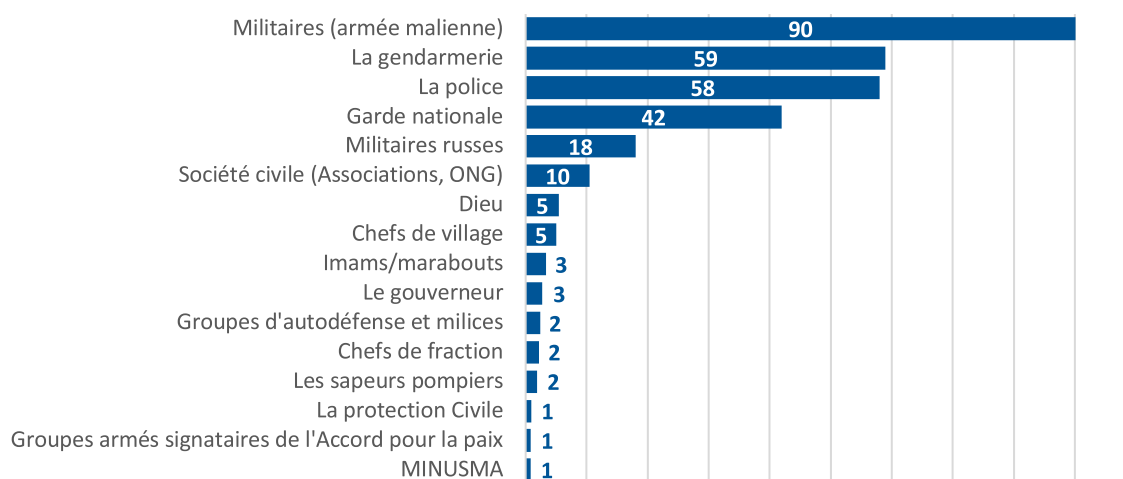
Les résultats montrent que, pour trois Malien(ne)s sur cinq, la société civile ne doit ni contribuer à rapprocher les forces de sécurité et de défense de la population (61%), ni être informée des actions des forces de sécurité et de défense (60%). Aussi, près de sept personnes sur dix (69%) estiment que la société civile ne doit pas avoir pour rôle de protéger les forces de sécurité et de défense. De plus, quatre Malien(ne)s sur cinq pensent que la société civile ne doit pas contrôler les actions des forces de défense et de sécurité (82%) ou même influencer les décisions politiques (81%) (Figure 67).

En comparaison avec l'année dernière, on note une baisse des proportions de Malien(ne)s pour qui la société civile doit contribuer à renforcer les forces de sécurité (65% en 2022 et 39% en 2023), la société civile doit être informée des actions des forces de défense et de sécurité (46% en 2022 et 40% en 2023). Alors qu'on observe une augmentation des proportions de Malien(ne)s pour qui la société civile doit contrôler les actions des forces de défense et de sécurité (15% en 2022 et 18% en 2023), la société civile doit protéger les forces de défense et de sécurité (26% en 2022 et 31% en 2023), la société civile peut influencer les décisions politiques (5,8% en 2022 et 19% en 2023).

Acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région

Les principaux acteurs en qui les Malien(ne)s ont confiance pour la sécurisation de leur région sont : l'armée malienne (90%), la gendarmerie (59%), la police (59%), la garde nationale (42%), les militaires russes (18%) (Figure 68).

Figure 68 : Confiance en les acteurs pour la sécurisation



S4Q21. [Confiance en les acteurs pour la sécurisation] Quel sont les acteurs, en qui vous avez confiance pour la sécurisation de votre région ?

Réponses > 1, n = 2295

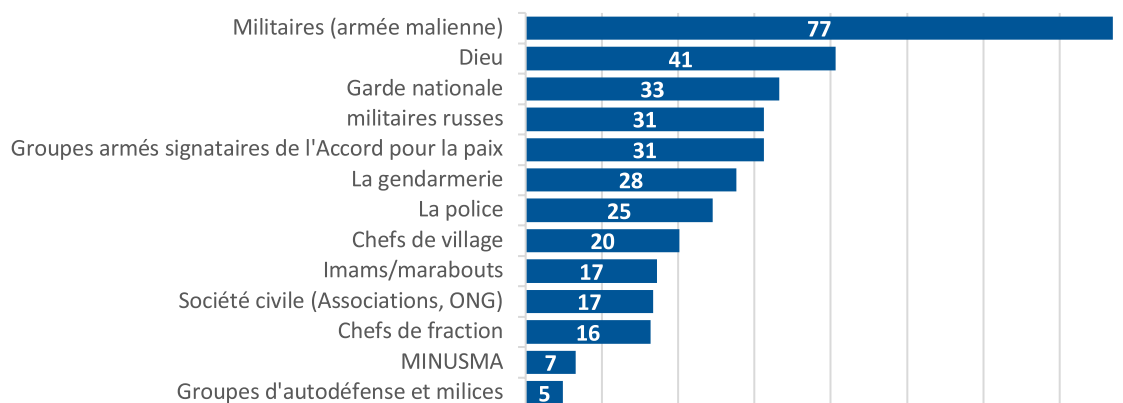
L'armée malienne est le principal acteur en qui les populations ont le plus confiance pour sécuriser leurs régions, sauf à Kidal et à Bamako. Elle est suivie de la gendarmerie dans les régions de Kayes (82%), Koulikoro (50%), Sikasso (49%), Ségou (78%) et des militaires russes dans la région de

Mopti (45%). Dans la capitale, sept Bamakois(e)s sur dix ont confiance en la police (79%) ou en la gendarmerie (75%). Toutefois, trois Bamakois(e)s sur cinq (64%) ont confiance en l'armée malienne pour sécuriser la capitale.

Dans le nord également, l'armée malienne est la mieux placée pour assurer la sécurité, mais le taux d'approbation y est plus faible (77%) que la moyenne nationale.

Dieu arrive en deuxième position avec 41%, suivi de la Garde nationale (33%) et des forces militaires russes (31%). La confiance accordée aux forces civiles est légèrement supérieure à la moyenne générale. Les forces des Nations Unies sont considérées comme capables d'assurer la sécurité dans la région par 7% des personnes interrogées (Figure 69).

Figure 69 : Confiance en les acteurs pour la sécurisation – Nord du pays



S4Q21. [Confiance en les acteurs pour la sécurisation] Quel sont les acteurs, en qui vous avez confiance pour la sécurisation de votre région ?

Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni > 5%, n = 551

Conclusion chapitre 5 :

Les attentes envers les partenaires internationaux du Mali sont élevées. On attend d'eux qu'ils améliorent de manière significative la situation sécuritaire dans le pays. Les partenaires de longue date, comme la MINUSMA, sont jugés insatisfaisants, alors que l'on espère beaucoup des nouveaux partenariats et de l'armée nationale.

Comme les années précédentes, les acteurs de la sécurité peuvent surtout convaincre là où ils sont présents, mais il sera difficile pour tous les participants de répondre aux attentes élevées placées en eux.

6

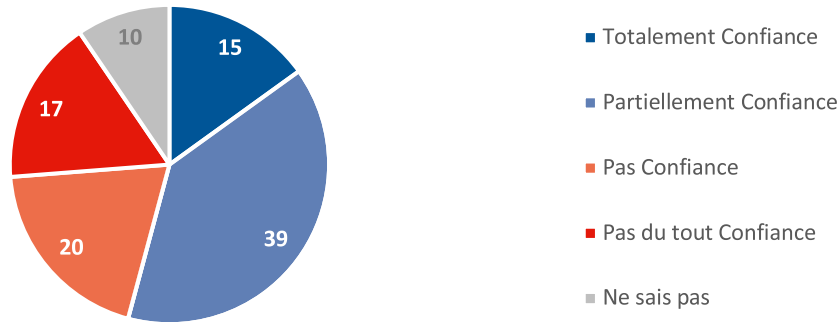
Justice et bonne gouvernance



Niveau de confiance en la justice malienne

Plus de la moitié des Malien(ne)s ont confiance (15% totalement confiance et 39% partiellement confiance) en la justice malienne contre 37% (20% pas confiance et 17% pas du tout confiance) qui affirment le contraire (Figure 70).

Figure 70 : Confiance en la justice

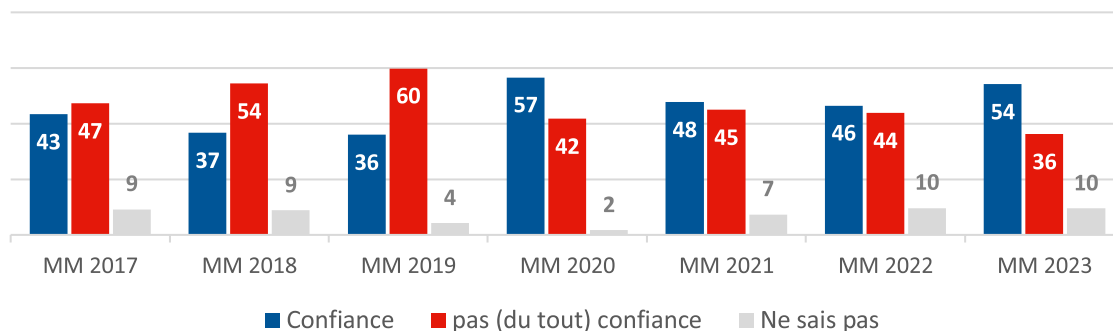


S5Q01. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne. Diriez-vous que vous avez Totalement confiance, Partiellement confiance, Pas confiance ou Pas du tout confiance en la justice malienne ?

Toutes les réponses, n = 2295

Plus particulièrement à Kidal, trois personnes sur cinq (61%) n'ont pas confiance en la justice malienne contre 39% qui lui font confiance.

Figure 71 : Confiance en la justice – Comparaison



S5Q01. [Confiance en la justice] Je voudrais savoir votre niveau de confiance en la justice malienne. Diriez-vous que vous avez Totalement confiance, Partiellement confiance, Pas confiance ou Pas du tout confiance en la justice malienne ?

Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

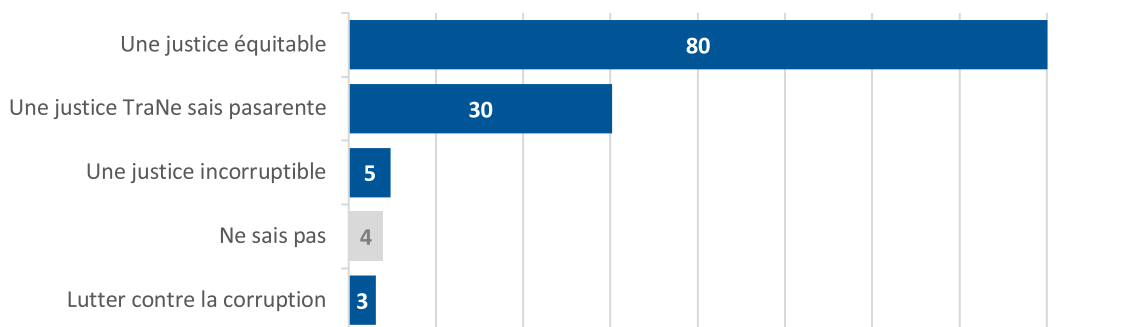
Comparée à l'année dernière, la proportion de Malien(ne)s ayant confiance en la justice malienne a connu une hausse de huit points de pourcentage, passant de 47% en 2022 à 54% en 2023. Aussi, on note une hausse de dix-huit points de pourcentage de cette statistique sur les cinq dernières années, passant de 36% en 2019 à 54% en 2023 (Figure 71).

Principales attentes par rapport à la justice malienne

Une justice équitable est la principale attente des Malien(ne)s à l'égard de la justice malienne. Elle est citée par quatre personnes sur cinq (80,1%). Elle est suivie d'une justice transparente, mentionnée par trois personnes sur dix (30,2%) (Figure 72).

En fait, une justice équitable et une justice transparente sont les deux principales attentes des populations à l'égard de la justice malienne dans l'ensemble des régions.

Figure 72 : Attentes par rapport à la justice



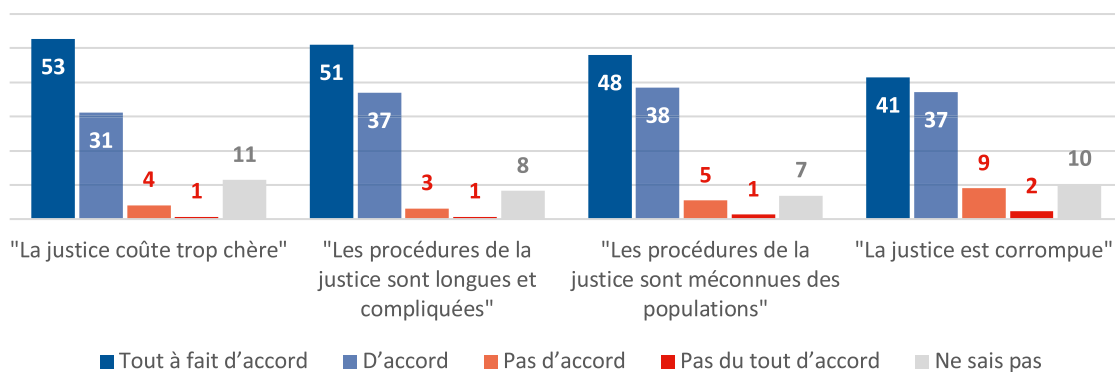
S5Q02. [Attentes à par rapport la justice] Quelles sont vos attentes par rapport à la justice ?

Réponses > 1, n = 2295

Appréciation de la justice malienne

Malgré une légère augmentation de la confiance dans la justice malienne, les personnes interrogées continuent à se montrer sceptiques dans de nombreux domaines. Les résultats montrent que plus de trois quarts des Malien(ne)s sont d'accord (41% tout à fait d'accord et 37% plutôt d'accord) que la justice malienne est corrompue.

Figure 73 : Opinions sur le système judiciaire



S5Q03A-D. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2295

Aussi, plus de quatre Malien(ne)s sur cinq partagent l'opinion selon laquelle les procédures de la justice malienne sont méconnues des populations : 48% qui sont tout à fait d'accord et 38% qui sont plutôt d'accord (Figure 73).

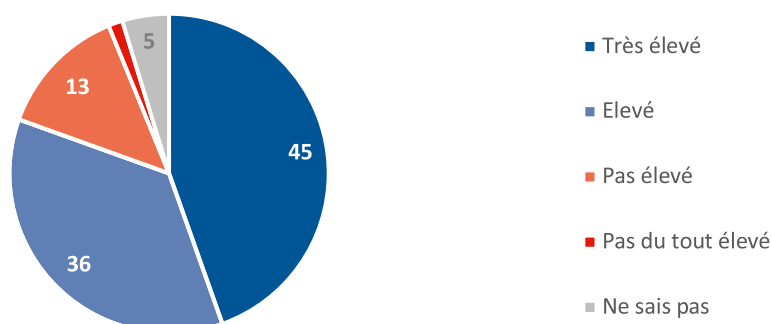
De même, plus de quatre Malien(ne)s sur cinq sont d'avis que les procédures de la justice malienne sont longues et compliquées : 51% des Malien(ne)s sont tout à fait d'accord avec cette affirmation et 37% en sont plutôt d'accord.

Enfin, quatre Malien(ne)s sur cinq partagent l'opinion selon laquelle la justice malienne coûte trop cher : 53% des Malien(ne)s qui en sont tout à fait d'accord et 31% qui en sont plutôt d'accord.

Appréciation du niveau de corruption au Mali

L'analyse des résultats montre que, pour quatre Malien(ne)s sur cinq, le niveau de corruption est élevé au Mali (très élevé pour 45% et élevé pour 36%) (Figure 74). On observe les mêmes tendances dans toutes les régions (Tableau 8).

Figure 74 : Niveau de corruption



S5Qo4. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ?

Toutes les réponses, n = 2295

La proportion de Malien(ne)s estimant que le niveau de corruption au Mali est élevé n'a pas connu d'évolution significative par rapport à l'année dernière. De manière générale, la estimation du niveau de corruption se maintient à un niveau élevé au fil des ans. Une légère amélioration peut être observée entre 2018 et 2023 (91% en 2018, 80% en 2023), mais le niveau de corruption est toujours considéré comme extrêmement élevé (Figure 75).

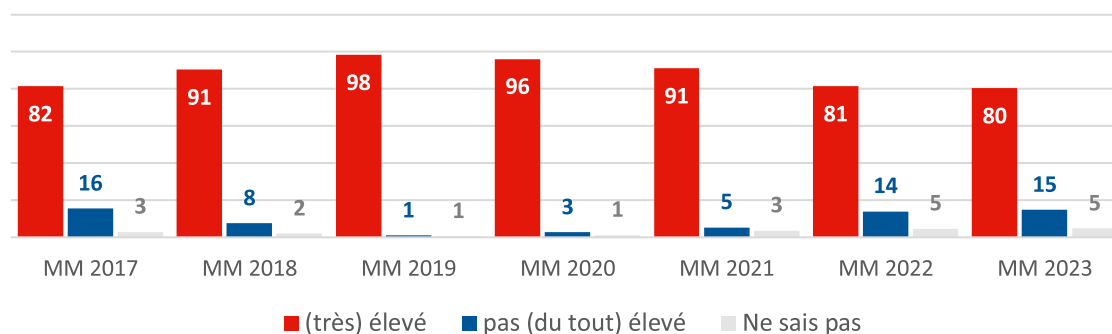
Tableau 8 : Niveau de corruption par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très élevé	53	31	47	41	38	34	17	54	34	23	75
Elevé	32	27	29	48	48	59	69	26	49	45	17
Pas élevé	12	33	15	8	10	6	1	16	14	1	4
Pas du tout élevé	1	3	3	1	2	--	--	2	--	2	0
Ne sais pas	3	7	7	3	3	1	13	2	4	29	3

S5Qo4. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ?

Toutes les réponses, n = 2295

Figure 75 : Niveau de corruption – Comparaison



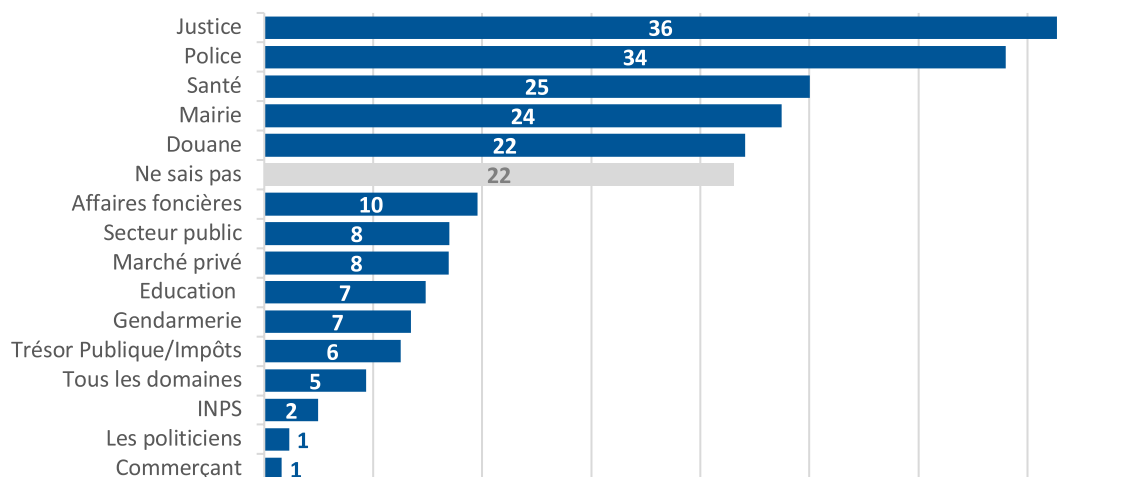
S5Qo4. [Niveau de corruption] Concernant la corruption au Mali, pensez-vous que le niveau de corruption au Mali soit Très élevé, Elevé, Pas élevé, Pas du tout élevé ?

Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Domaines concernés par la corruption

Les principaux domaines concernés par la corruption sont : la justice (36%) la police (34%), la santé (25%), la mairie (24%), la douane (22%). Les affaires foncières suivent avec 10% (Figure 76).

Figure 76 : Domaines concernés par la corruption



S5Q05. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quel est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine ?

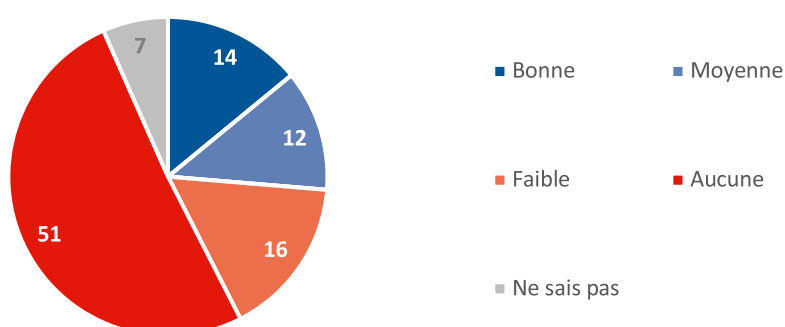
Toutes les réponses, n = 2295

Il n'y a pas de différence significative par rapport aux années précédentes.

Connaissance des mesures de lutte contre la corruption¹⁰

Plus de la moitié des Malien(ne)s n'ont aucune connaissance des mesures de lutte contre la corruption. Cependant, 16% des personnes interrogées en ont une connaissance faible et 12% une connaissance moyenne. Ces mesures de lutte contre la corruption sont bien connues de 14% des Malien(ne)s (Figure 77).

Figure 77 : Connaissance des mesures de lutte contre la corruption



S5Qo6. [Connaissance des mesures de lutte contre la corruption] Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance des mesures de lutte contre la corruption au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Les mesures de lutte contre la corruption sont mieux connues des populations des régions du nord. A Gao, 22% de la population ont une connaissance moyenne de ces mesures pour 40% de la population qui en ont une faible connaissance. De même à Kidal, 22% de la population ont une faible connaissance de ces mesures pour 69% qui en ont une connaissance moyenne. Ces statistiques sont de 58% et de 33% respectivement dans la région de Ménaka (Tableau 9).

Tableau 9 : Connaissance des mesures de lutte contre la corruption par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Bonne	--	16	1	24	25	3	1	1	--	12	28
Moyenne	16	14	12	11	5	13	22	22	33	49	12
Faible	11	17	13	12	15	34	40	69	58	19	15
Aucune	70	47	53	48	52	50	34	7	9	7	42
Ne sais pas	3	6	21	5	3	1	3	1	--	12	2

S5Qo6. [Connaissance des mesures de lutte contre la corruption] Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de connaissance des mesures de lutte contre la corruption au Mali ?

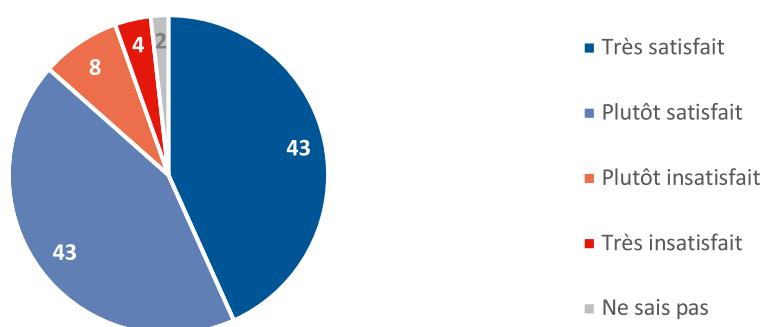
Toutes les réponses, n = 2295

10 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Niveau de satisfaction des mesures de lutte contre la corruption¹¹

Dans l'ensemble, plus de quatre Malien(ne)s sur cinq sont satisfaits (43% très satisfait et 43% plutôt satisfait) des mesures de lutte contre la corruption (Figure 78).

Figure 78 : Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption



S5Q07. [Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption] Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de satisfaction des mesures de lutte contre la corruption au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Dans les régions, hormis Sikasso et Kidal, plus de quatre personnes sur cinq sont satisfaites des mesures de lutte contre la corruption : à Sikasso, 69% de la population en sont satisfaits contre 31% qui ne le sont pas. A Kidal, 65% de la population sont satisfaits de ces mesures contre 35% qui ne le sont pas (Tableau 10).

Tableau 10 : Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très satisfait	57	42	21	58	39	6	54	--	11	49	42
Plutôt satisfait	39	53	48	34	49	71	35	65	71	40	35
Plutôt insatisfait	2	3	26	4	9	18	8	26	11	1	10
Très insatisfait	--	2	5	3	3	6	4	9	--	3	8
Ne sais pas	2	--	--	2	1	--	--	--	6	7	5

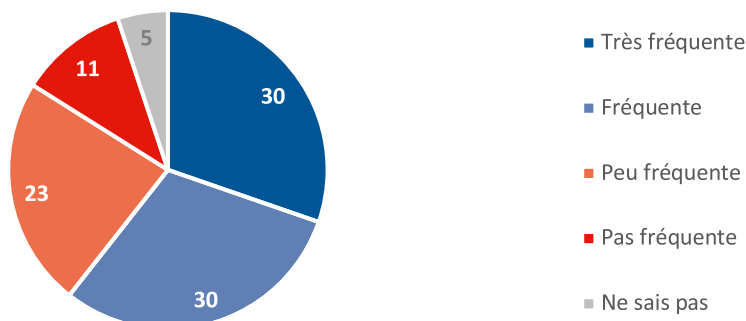
S5Q07. [Satisfaction des mesures de lutte contre la corruption] Je voudrais savoir, comment jugez-vous votre niveau de satisfaction des mesures de lutte contre la corruption au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

11 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Appréciation du niveau de fréquence de l'impunité au Mali

Figure 79 : Fréquence de l'impunité



S5Qo8. [Fréquence de l'impunité] Concernant maintenant l'impunité au Mali, pensez-vous que l'impunité soit Très fréquente, Fréquente, Peu fréquente ou Pas fréquente) au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Trois Malien(ne)s sur cinq estiment que l'impunité est fréquente au Mali (30% très fréquente et 30% plutôt fréquente) (Figure 79). Cette statistique est plus élevée dans les régions de Tombouctou (81%), Gao (85%) où l'impunité est fréquente pour plus de quatre personnes sur cinq (Tableau 11).

Tableau 11 : Fréquence de l'impunité par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Très fréquente	25	28	32	30	22	26	15	14	8	48	54
Fréquente	32	18	26	28	45	55	70	56	54	19	17
Peu fréquente	30	32	21	30	16	15	4	19	18	25	15
Pas fréquente	11	12	13	11	11	1		9	6	7	13
Ne sais pas	3	10	8	1	6	3	11	2	14	2	1

S5Qo8. [Fréquence de l'impunité] Concernant maintenant l'impunité au Mali, pensez-vous que l'impunité soit Très fréquente, Fréquente, Peu fréquente ou Pas fréquente) au Mali ?

Toutes les réponses, n = 2295

Conclusion chapitre 6 :

Même si la confiance en la justice a légèrement augmenté par rapport aux années précédentes, il y a encore beaucoup de scepticisme et de préjugés à l'égard du système. La corruption est perçue comme omniprésente, en particulier dans la justice et la police.

Les mesures existantes pour lutter contre la corruption ne sont pas suffisamment connues et la satisfaction à leur égard est donc faible.



7

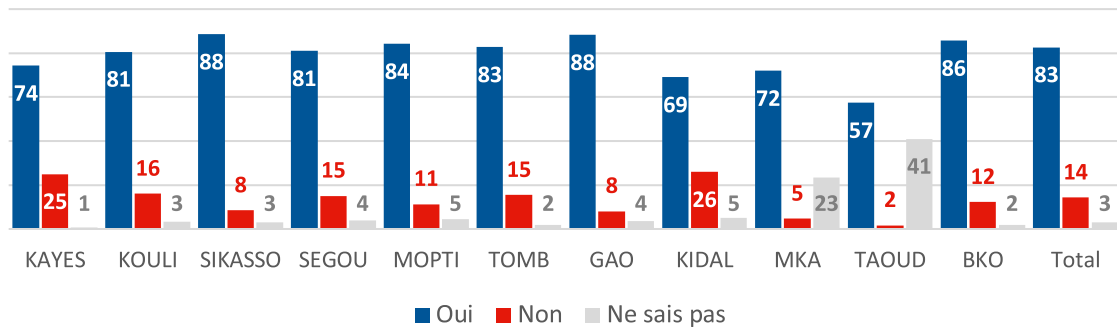
■ Perspectives



Intention de voter aux prochaines élections

Les résultats montrent que 83% des Malien(ne)s ont l'intention de voter aux des prochaines échéances électorales contre 14% d'entre eux qui ne comptent pas voter, alors que 3% n'ont pu se prononcer (Figure 80).

Figure 80 : Intentions de vote aux prochaines élections

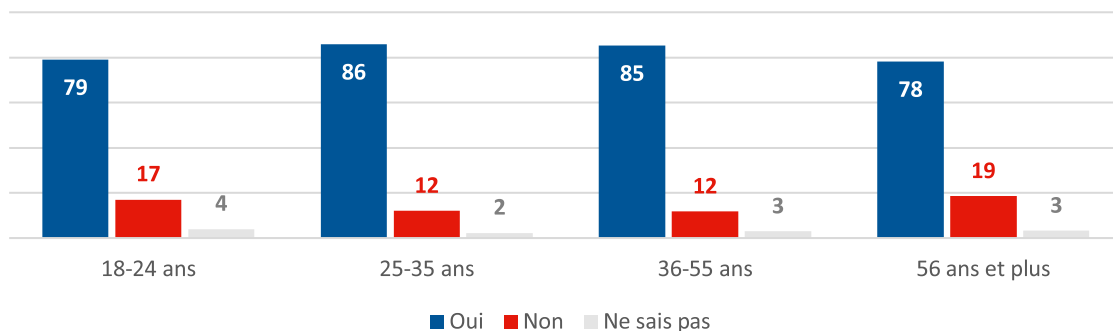


S6Q01. [Intentions de vote aux prochaines élections] Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ?

Toutes les réponses, n = 2295

La proportion de Malien(ne)s qui ont l'intention de voter aux des prochaines élections évolue positivement avec le niveau d'éducation : aucun (79%), primaire (88%), secondaire (84%), supérieur (90%).

Figure 81 : Intentions de vote aux prochaines élections par âge



S6Q01. [Intentions de vote aux prochaines élections] Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ?

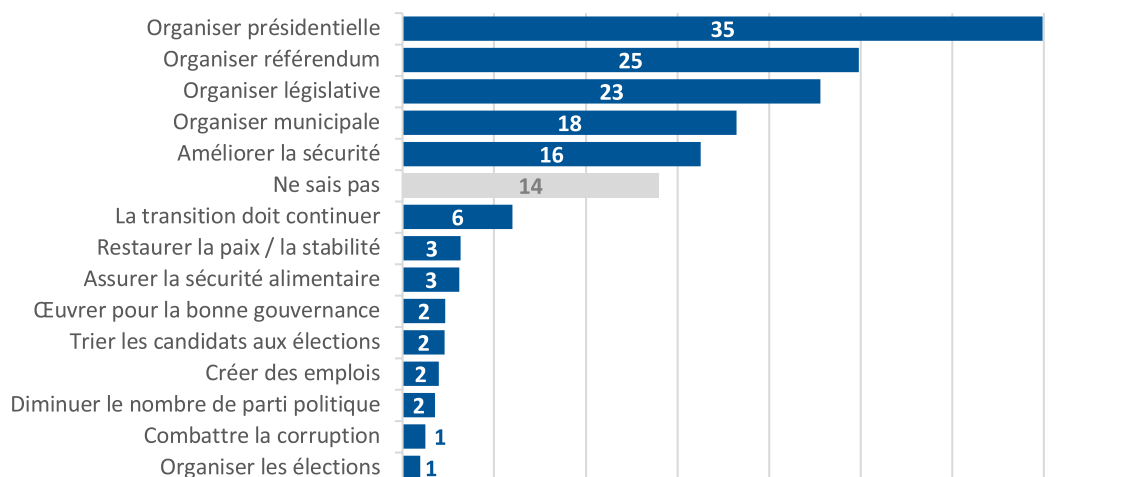
Toutes les réponses, n = 2295

Suivant l'âge, 79% des jeunes de 18-24 ans et 78% des personnes de 56 ans et plus ont l'intention de voter aux prochaines élections. De plus, quatre personnes sur cinq de 25-35 ans (86%) ou de 36-55 ans (85%) en ont aussi l'intention (Figure 81).

Priorités politiques de la transition¹²

Pour les citoyen(ne)s malien(ne)s, les principales priorités politiques de la transition doivent être : organiser l'élection présidentielle (35%), organiser le référendum (25%), organiser les élections législatives (23%), organiser les élections municipales (18%), améliorer la sécurité (16%) (Figure 82).

Figure 82 : Priorités politiques de la transition



S6Q02. [Priorités politiques de la transition] Selon vous, quelles devraient être les priorités politiques de la transition ?

Réponses > 1%, n = 2295

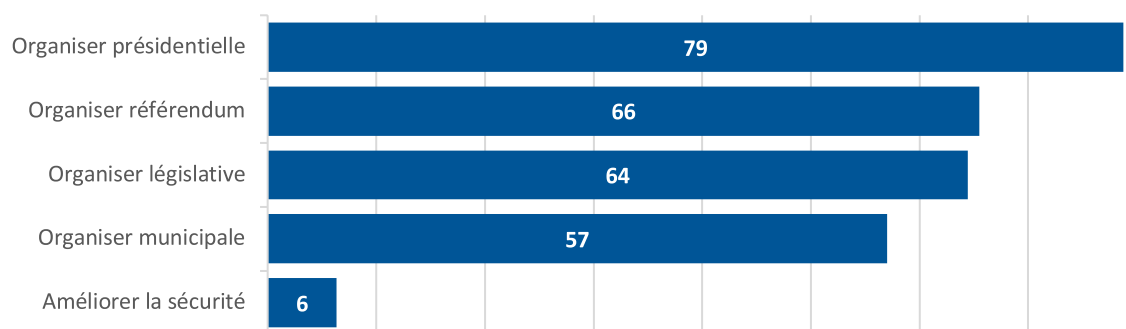
Dans l'ensemble des régions, organiser l'élection présidentielle est la priorité principale des citoyen(ne)s. Elle est suivie de l'organisation du référendum dans les régions de Kayes (15%), Ségou (19%) et de l'organisation d'un référendum dans les régions de Koulikoro (16%) et Sikasso (25%). A Mopti, organiser les élections législatives est la seconde priorité citée par 42% de la population.

Pour le Nord, l'organisation d'élections, à commencer par l'élection présidentielle, revêt une importance encore plus grande. Ils considèrent la tenue des élections, ainsi que l'organisation du référendum constitutionnel comme des priorités politiques majeures de la transition (Figure 83).

Dans les régions de Ménaka et Taoudéni organiser un référendum est la seconde priorité politique de la transition (Ménaka 82%) et Taoudéni 73%). Quant aux régions de Tombouctou (63%), Gao (85%) et Kidal (34%), organiser les élections législatives est la seconde priorité soulevée par les populations.

12 Cette question apparaît pour la première fois dans le Mali-Mètre.

Figure 83 : Priorités politiques de la transition – Nord du pays

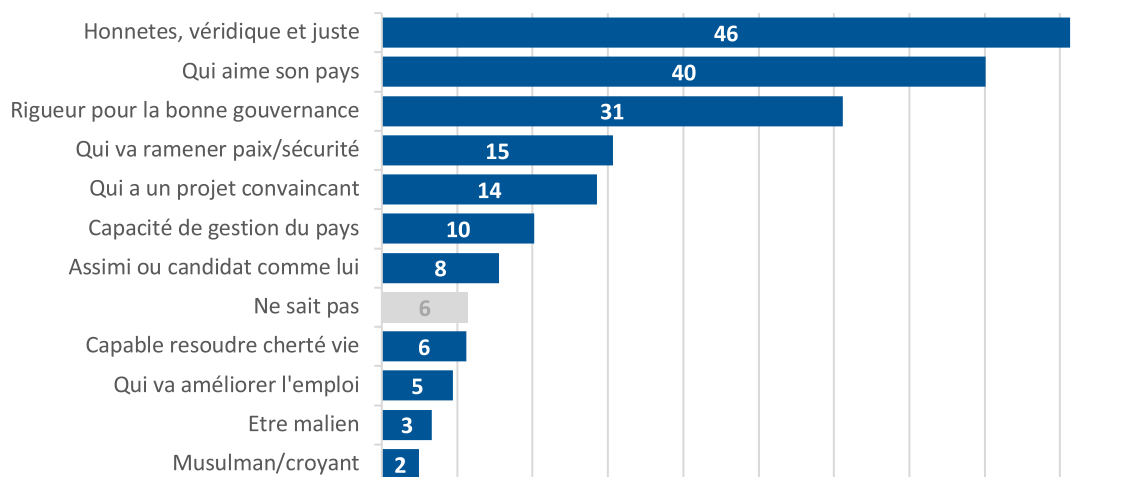


S6Q02. [Priorités politiques de la transition] Selon vous, quelles devraient être les priorités politiques de la transition ?
Réponses pour les régions Tombouctou, Kidal, Gao, Ménaka et Taoudéni > 5%, n = 551

Principaux critères pour le choix du/de la candidat(e) aux prochaines élections

Les trois principaux critères des citoyen(ne)s malien(ne)s pour choisir leur(e) candidat(e) aux prochaines élections sont : un(e) candidat(e) honnête, juste et véridique (46%), un(e) candidat(e) qui aime son pays (40%) et un(e) candidat(e) rigoureux pour une bonne gouvernance (31%) (Figure 84).

Figure 84 : Choix pour un(e) candidat(e)



S6Q03. [Choix pour un(e) candidat(e)] Selon vous, pour l'élection présidentielle à venir, quels doivent être les trois principaux critères qui détermineront votre choix de vote pour un(e) candidat(e) ?
Réponses > 2%, n = 2295

Projection du Mali dans les six prochains mois

Les résultats montrent que plus de neuf Malien(ne)s sur dix (92%) pensent que la situation générale du pays va s'améliorer les six prochains mois. On observe la même tendance dans presque toutes les régions, sauf à Kidal. Dans la région de Kidal, 40% de la population pensent que la situation du Mali va s'améliorer au cours des six prochains mois, alors que pour 47% la situation restera inchangée et qu'elle se détériorera pour 12% (Figure 85).

Figure 85 : Projection Mali dans 6 mois

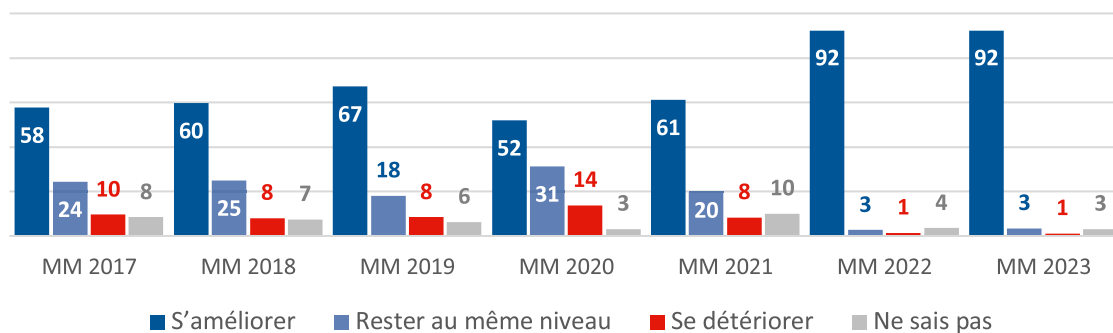


S6Qo4. [Projection Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ?

Toutes les réponses, n = 2295

Comme l'année dernière, presque tous les Malien(ne)s sont pleins d'espoir pour les six prochains mois. Les perspectives sont bien plus positives que les années précédentes (2017-2021).

Figure 86 : Projection Mali dans 6 mois – Comparaison



S6Qo4. [Projection Mali dans 6 mois] Prenons le Mali dans son ensemble : diriez-vous qu'au cours des 6 prochains mois la situation générale du Mali va-t-elle s'améliorer, Rester au même niveau ou se détériorer ?

Comparaison Mali-Mètre 2017 à 2023

Perception du niveau de vie des enfants – Confiance en l’avenir

Au regard de la situation actuelle du pays, quatre Malien(ne)s sur cinq (82%) pensent que leurs enfants auront des niveaux de vie meilleurs qu’eux ; pour 11%, leurs enfants auront des niveaux de vie moindres et pour 3% le niveau de vie restera inchangé (Figure 87).

Figure 87 : Confiance en l’avenir



S6Q05. [Confiance en l’avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ?

Toutes les réponses, n = 2295

Cette confiance se retrouve dans toutes les régions du Mali. A l’exception de Kayes, où les personnes interrogées sont un peu plus sceptiques (30% pensent que les conditions de vie vont se détériorer) (Tableau 12).

Tableau 12 : Confiance en l’avenir par région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Niveau de vie meilleur	73	78	80	91	90	85	97	39	98	94	73
Même niveau de vie	1	2	5	1	2	9	1	30	--	2	6
Niveau de vie moindre	22	18	6	6	5	5	1	30	--	--	14
Ne sais pas	4	2	9	1	3	1	1	1	2	4	7

S6Q05. [Confiance en l’avenir] En regardant la situation actuelle du pays, pensez-vous que nos enfants auront un niveau de vie meilleur, auront le même niveau de vie, ou auront un niveau de vie moindre que ce que nous vivons actuellement ?

Toutes les réponses, n = 2295

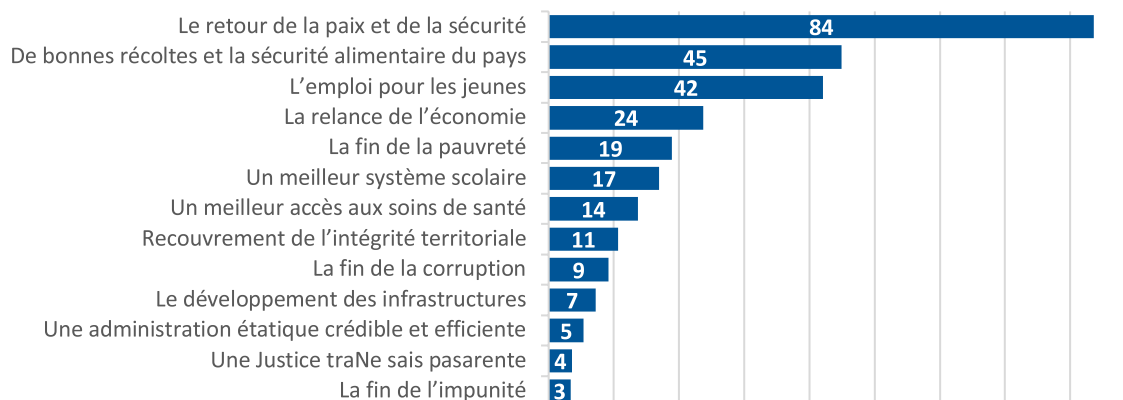
La proportion de Malien(ne)s estimant que leurs enfants auront un niveau de vie meilleur a connu une progression positive sur toute la période 2019-2023. Ainsi, par rapport à l’année dernière, on note une évolution positive de cinq points de pourcentage et une hausse de cinquante points de pourcentage sur la période 2019-2023.

Les grands souhaits du Mali pour l'avenir

Les grands souhaits des Malien(ne)s pour le pays sont : le retour de la paix et de la sécurité (84%), la sécurité alimentaire (45%), l'emploi pour les jeunes (42%).

Toutefois, 24% des Malien(ne)s souhaitent la relance de l'économie, 19% la fin de la pauvreté et 17% un meilleur système éducatif (Figure 88).

Figure 88 : Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir



S6Qo6. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ?
Pour les réponses > 3%, n = 2295

Les souhaits pour le futur Mali n'ont pas changé depuis des années. Cette année encore, les tendances sont les mêmes que les années précédentes.

Conclusion Chapitre 7

L'élection présidentielle est considérée comme la priorité politique la plus importante de la Transition. Malgré tous les défis, les Maliens envisagent l'avenir de manière positive. Il est frappant de constater que, malgré de nombreuses perceptions améliorées, notamment en ce qui concerne la sécurité, celle-ci reste le souhait le plus urgent pour l'avenir du Mali.

8

CONCLUSION



Après avoir examiné les résultats de l'enquête de cette année, il est possible de tirer de nombreuses analyses. Comme toujours, nous laissons cette tâche aux lecteurs de l'étude. Nous retiendrons toutefois quatre points essentiels.

Le sentiment positif persiste : Malgré les défis que l'on constate souvent pour le Mali, la vision des personnes interrogées est positive. La transition continue de bénéficier d'un grand soutien dans les réponses, en particulier le président de la transition. L'avenir du pays continue également d'être envisagé avec beaucoup d'espoir.

Paradoxe de la sécurité : La situation sécuritaire dans le pays et sa perception sont paradoxales. Alors que les chiffres des instituts de recherche sur les conflits et de l'ONU font état de problèmes de sécurité accrus dans de nombreuses régions du pays, la perception de la population est différente. La majorité des personnes interrogées voient une amélioration de la situation sécuritaire, même si celle-ci est inférieure à celle de l'année précédente.

Confiance dans les nouveaux partenariats : La confiance accordée aux partenaires russes est grande. On attend d'eux qu'ils réalisent ce que de nombreux autres partenaires du Mali n'ont pas encore réussi à faire, à savoir apporter la stabilité et la paix dans le pays. Les forces armées maliennes jouissent également d'une grande confiance.

Priorités de la transition : même si les processus politiques de la transition ne figurent pas parmi les priorités essentielles des Malien(ne)s, ils ne doivent pas être négligés pour autant. La réussite de l'élection présidentielle est notamment considérée comme importante.

IV. Approche méthodologique

Population et technique de sondage

Population cible et échantillonnage

La population cible est l'ensemble des personnes âgées de 18 ans ou plus qui se trouvent dans les capitales régionales ou dans le District de Bamako au moment de l'enquête. Le sondage est donc représentatif au niveau des capitales régionales et du District de Bamako.

Dans l'interprétation des données, « la population, les citoyen(ne)s, les enquêté(e)s ou même les Malien(ne)s » font référence à l'ensemble de la population des capitales régionales et du District de Bamako.

La taille de l'échantillon est fixée suivant la formule d'estimation d'une proportion. Cependant, la taille finale de l'échantillon tient compte de deux autres aspects :

- ▶ *l'ajustement des régions à faible poids* : Certaines régions comme Kidal, Ménaka et Taoudéni auront des tailles un peu trop faibles lorsqu'on applique une répartition proportionnelle de l'échantillon entre les régions ; il faut donc un ajustement positif en faveur des régions à faible poids ;
- ▶ *l'anticipation de la non-réponse* : Un des aspects importants des enquêtes par sondage est l'anticipation de la non-réponse. A titre d'exemple, si nous partons exactement sur la base de 1000 personnes à enquêter, il est probable qu'à la fin des opérations de terrain qu'on ait moins de 1000 questionnaires (perte de questionnaires, questionnaires mal remplis, etc.) Pour éviter cela, nous avons procédé à une majoration d'environ 5% de la taille de l'échantillon initial.

La formule de la taille de l'échantillon pour l'estimation d'une proportion se présente comme suit :

$$n = \frac{p(1-p)t_{\alpha}^2}{d^2}$$

Où :

p : est la proportion de la principale variable recherchée. Eu égard à la formule précédente, fixer le P à 50% correspond à la taille maximale de l'échantillon que l'on doit tirer ;

t_{α} : est égale à 2.326 pour α fixé avec un seuil de 98% (test bilatéral) ;

d : niveau de précision de P , ici fixé à 2.85%.

Ceci donne une taille initiale de 1666 personnes à enquêter. La taille finale de l'échantillon est fixée à 1990 (exactement 1989). Cette taille tient compte de l'ensemble des préoccupations soulignées pour la répartition de l'échantillon.

Tableau M1 : Répartition de l'échantillon entre les régions

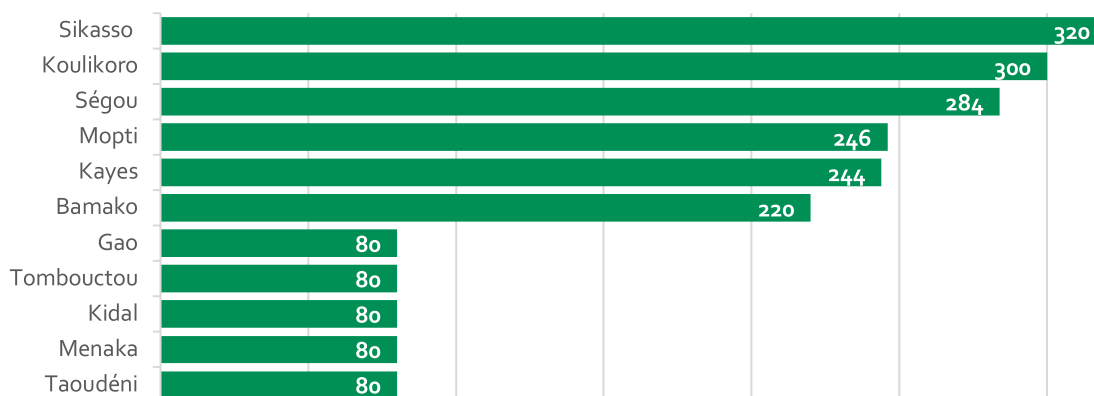
Région	Population	Région (%)	Taille initiale	Taille ajustée	Taille +non réponse
Bamako	1 809 106	12,46	208	208	220
Gao	474 120	3,27	54	75	80
Kayes	1 996 812	13,75	229	229	244
Koulikoro	2 418 305	16,66	278	278	300
Mopti	2 037 330	14,03	234	234	246
Ségou	2 336 255	16,09	268	268	284
Sikasso	2 625 919	18,09	301	301	320
Tombouctou	672 691	4,63	77	77	80
Kidal	67638	0,47	8	75	80
Ménaka	70000	0,48	8	75	80
Taoudéni	9000	0,06	1	75	80
TOTAL	14 517 176	100	1 666	1 895	2 014

Le Partage des 1 666 personnes entre les 11 strates donne moins de 10 personnes à enquêter pour chacune des régions de Kidal, Ménaka et Taoudéni. Ces tailles sont trop faibles pour estimer des indicateurs par région. Nous avons fixé le nombre minimal de personnes 75 par région. Donc, les régions ayant moins de 75 personnes ont été amenées à 75.

Après cet ajustement, la taille est 1 895 personnes à enquêter, avec un seuil minimal de 75 personnes par région. On pourra donc enquêter au moins 30 hommes et 30 femmes par région (30 est la taille minimale pour pouvoir appliquer la loi des grands nombres).

Nous avons ensuite appliqué un taux de non-réponse d'au moins 5% à l'échantillon ajusté, ce qui donne une taille finale d'environ 2 000. Le graphique suivant représente la répartition de l'échantillon entre les 11 strates.

Figure M1 : Répartition de l'échantillon entre les 11 strates



Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon

Avec une répartition proportionnelle, la taille de l'échantillon devrait être de 8 personnes dans la région de Kidal. Alors qu'avec la répartition raisonnée (pour pouvoir estimer des statistiques par région), on prévoit d'interroger environ 79 personnes dans cette région. Cet ajustement n'est pas sans conséquences statistiques sur le calcul des indicateurs au niveau de l'ensemble des zones. En effet, c'est comme si on attribuait à Kidal un poids qu'elle ne mériterait pas réellement. Statistiquement, lors de l'analyse, un coefficient de redressement permet de donner à chaque strate son véritable poids.

Formule de calcul du coefficient de redressement : En considérant une zone i (par exemple la région de Kidal), le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule :

$$\Pi_i = \frac{\mu_i}{\alpha_i}$$

Π_i : est le coefficient de redressement de la zone i ;

μ_i : est la taille qui devrait être enquêtée en cas de répartition proportionnelle ;

α_i : est la taille qui a été enquêtée avec une répartition raisonnée.

Procédure de tirage de l'échantillon

Le tirage de l'échantillon est fait de sorte à assurer la représentativité de la population vis-à-vis de sa structure démographique. Pour cela, nous avons utilisé la méthode des quotas avec le sexe, l'âge et le niveau d'instruction comme les variables de quota. Le plan d'échantillonnage adopté garantit une répartition égalitaire entre les deux sexes (donc 50% de l'échantillon enquêté sont

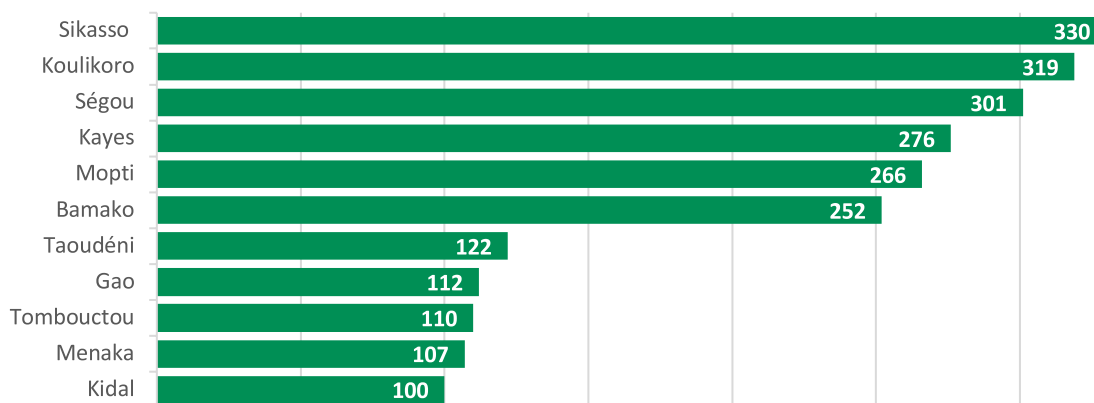
des femmes). Pour plus de rigueur, cette méthode a été complétée par une procédure de tirage d'un ménage avant de tirer l'individu respectant le critère de quota. Pour cela, nous avons d'abord partagé l'échantillon entre les quartiers de la capitale régionale considérée avant de choisir des ménages dans les quartiers. Une fois dans le ménage, nous avons tenu compte des critères de quotas pour le choix des personnes à enquêter. L'enquêteur explique l'objet de sa visite et demande s'il y a un individu qui répond à son critère de quota afin de l'enquêter. Cependant, les cas suivants peuvent survenir :

- ▶ Aucun membre du ménage ne répond au critère de quota : Dans ce cas, l'enquêteur sort de ce ménage et choisit le ménage immédiatement contigu au ménage précédent (vers sa gauche).
- ▶ Plusieurs personnes répondent au quota : si plusieurs personnes répondent au quota, un répondant sera choisi de manière aléatoire. La procédure de tirage aléatoire a été automatisé sur les tablettes.

Echantillon réellement enquêté

Au total, 2295 personnes âgées de 18 et plus ont été interrogées. Les enquêteurs ont fait des questionnaires supplémentaires afin d'éviter des retours sur terrain (cas de reprise) en cas d'invalidation de leurs questionnaires. Le coefficient de redressement a été calculé sur les 2295 individus enquêtés. La répartition de l'échantillon réellement enquêté par région est donnée par le graphique M2.

Figure M2 : Répartition de l'échantillon réellement enquêté



Particularité pour Taoudéni : contrairement aux autres capitales régionales, Taoudéni présente la particularité de ne pas avoir encore de capitale régionale. En effet, cette région recouvre une zone désertique très sous-peuplée et composée principalement de la commune de Salam. Ainsi, selon les autorités (rapprochées par l'équipe terrain), la cartographie de la région est au niveau conceptuel et la capitale régionale n'est pas définitivement choisie. Il a été question alors de choisir quatre grands villages dans la région (Agouni, Nibkit-Elk, Tagacha, Nikrarkir).

Mobilisation et formation des enquêteurs

Le recrutement des enquêteurs a été fait sur la base de l'expérience, de la connaissance du terrain et des langues locales de la zone. La formation a mobilisé 40 agents et s'est déroulée du 04 au 10 février 2023 à Bamako au bureau de GISSE. Elle a été exécutée en deux groupes : (1) les enquêteurs du premier groupe, pour les villes dites du Sud et du Centre et le District de Bamako ; (2) les enquêteurs du second groupe, pour les villes dites du Nord, à savoir Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudéni. Ce regroupement des enquêteurs et le décalage de la formation tiennent compte des contraintes sécuritaires et de transport dans les régions dites du Nord et surtout de la gestion importante du temps dans le contexte de ce sondage.

Par ailleurs, une bonne partie des interviews est réalisée en langues locales. Pour une bonne compréhension du questionnaire en langue locale, d'une part, celui-ci a été traduit par des experts dans les principales langues pratiquées au Mali, notamment le bamanakan, le songoy, le tamasheq et le peul ; d'autre part, la formation des enquêteurs est assurée en français et dans ces langues. La collecte de données s'est déroulée du 11 au 23 février 2023.

Contrôle qualité et apurement des données

Le contrôle de la qualité des données collectées est basé sur le sérieux et l'expérience de l'ensemble de l'équipe (enquêteurs et superviseurs) en matière d'enquête, la connaissance de la zone d'enquête, en particulier une connaissance récente pour les régions nord particulièrement difficiles, le suivi, le contrôle et les vérifications des questionnaires remplis par les superviseurs sur le terrain. En plus, les assistants (statisticien et informaticien) s'assurent de la cohérence et de la qualité du remplissage de la totalité des données collectées. Enfin, comme dernière procédure de contrôle, environ 10% des enquêté(e)s choisi (e)s au hasard ont été contacté (e)s par le Bureau de GISSE à partir de Bamako pour une vérification du passage des enquêteurs à travers leurs numéros de téléphone.

Le masque de saisie a été réalisé sur le logiciel CS pro. Il permet de réaliser une saisie efficace et un transfert des données dans le logiciel SPSS pour les analyses statistiques. Un programme d'apurement a été réalisé sous STATA, qui a permis de corriger quelques incohérences constatées. Les questions ouvertes ont été codifiées après l'enquête puis intégrées aux données à partir du programme d'apurement.

V. ANNEXES

Tableau A1 : Défis au Mali

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Lutte contre l'insécurité	55,8	73,0	64,5	66,8	83,8	83,6	97,3	75,0	94,4	92,6	64,7
Lutte contre l'insécurité alimentaire	64,5	61,8	54,5	56,1	55,6	30,0	33,9	7,0	28,0	41,8	68,3
Lutte contre la cherté de la vie	35,9	39,5	48,2	58,8	46,6	42,7	37,5	6,0	6,5	19,7	37,3
Lutte contre le chômage des jeunes	42,4	39,5	31,8	34,2	33,5	53,6	47,3	22,0	28,0	24,6	41,3
Lutte contre la pauvreté	17,4	30,7	29,1	27,9	19,5	48,2	37,5	19,0	10,3	18,0	19,4
Amélioration de l'éducation scolaire	17,4	18,2	24,2	12,0	15,4	9,1	8,0	11,0	7,5	5,7	17,9
Amélioration de la santé	17,0	20,4	15,8	12,6	13,2	10,0	2,7	16,0	8,4	8,2	9,9
Réussite de la transition	1,8	0,3	0,9	5,6	2,3	5,5	14,3	13,0	43,9	13,9	9,9
Organisation des élections	--	0,9	2,7	0,7	3,0	2,7	11,6	31,0	34,6	32,0	6,3
Bonne gouvernance	5,1	1,9	2,1	3,3	0,8	3,6	--	--	--	--	1,6
Construire Infrastructure	4,3	0,9	1,2	2,7	4,1	0,9	1,8	--	--	--	2,4
Gestion du problème du nord	1,8	1,9	2,1	1,3	--	0,9	4,5	42,0	9,3	27,0	2,4
Révision de l'accord pour la paix	2,9	0,3	0,3	--	0,8	1,8	1,8	50,0	16,8	5,7	2,0
Gestion du problème du centre	0,7	0,3	0,9	1,0	1,1	1,8	--	4,0	0,9	2,5	0,4
NSP	0,7	0,3	2,1	--	0,8	--	--	--	--	--	0,4
Mise en œuvre des conclusions des ANR	0,4	--	--	0,7	1,5	--	0,9	4,0	11,2	7,4	--

S1Q02. [Défis au Mali] Pensez au Mali entier, selon vous, quel est le défi le plus grand que le Mali rencontre actuellement ? Quel est le second défi ? Quel est le troisième défi ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A2 : Source d'information sur l'actualité

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Télévision	55,4	51,1	54,5	68,1	60,9	75,5	83,0	84,0	73,8	22,1	46,0
Radio	55,1	50,5	58,2	46,5	53,4	72,7	94,6	69,0	96,3	44,3	44,4
Journaux (presse écrite)	0,7	1,9	0,3	0,7	1,5	--	--	--	--	--	1,2
Whatsapp	33,0	35,4	35,5	33,2	32,3	39,1	38,4	57,0	57,9	28,7	41,3
Facebook	29,0	26,6	28,2	23,9	30,8	11,8	2,7	6,0	0,9	5,7	34,1
Tik Tok	13,4	23,2	15,5	15,0	14,3	4,5	--	--	--	--	18,7
sites internet	6,2	11,0	8,5	8,3	13,9	16,4	5,4	16,0	0,9	8,2	21,0
Famille et amis / bouche à oreille	65,6	58,3	47,3	62,8	55,3	58,2	65,2	51,0	52,3	89,3	51,6
Youtube	0,4	1,6	1,2	1,7	1,1	--	--	--	--	--	0,8
Ne sais pas	0,4	0,3	1,2	0,3	1,5	0,9	0,9	1,0	--	19,7	0,8

S2Qo2. [Sources d'informations] En général, Quelles sont les trois principales sources que vous utilisez concernant l'actualité et les informations ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A3 : Confiance en la transition

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Beaucoup confiant	52,5	65,5	58,5	66,8	60,2	32,7	53,6	1,0	49,5	13,9	41,3
Assez confiant	18,1	22,3	19,1	18,3	20,7	38,2	37,5	5,0	35,5	32,8	16,7
Peu confiant	3,3	4,7	14,2	4,7	3,4	12,7	3,6	26,0	11,2	44,3	4,8
Pas confiant	6,9	2,8	1,2	4,3	4,1	8,2	2,7	56,0	--	2,5	8,3
Pas du tout confiant	18,8	4,4	1,2	5,0	8,6	8,2	2,7	11,0	3,7	0,8	25,8
Ne sais pas	0,4	0,3	5,8	1,0	3,0	--	--	1,0	--	5,7	3,2

S2Qo9. [Confiance en la transition] A quel point êtes-vous confiant que la transition conduira le pays vers une démocratie plus stable et à un renforcement de la bonne gouvernance ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A4 : Source d'information sur l'Accord

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Famille/amis/ bouche à oreille	28,6	31,5	16,7	33,9	22,8	27,1	25,9	65,6	22,3	75,6	39,0
Radio	22,9	22,2	16,7	8,9	23,9	20,8	57,4	6,5	51,1	4,9	24,4
Télévision	28,6	18,5	33,3	21,4	28,3	35,4	13,0	10,8	19,1		9,8
Internet/ réseau sociaux	17,1	22,2	28,6	30,4	18,5	8,3	1,9	10,8	6,4	15,9	17,1
Journal (presse écrite)	--	1,9	--	1,8	1,1	--	--	--	--	--	4,9
Lecture d'une copie de l'accord	2,9	--	--	1,8	4,3	8,3	1,9	--	--	--	--
Elus de la commune	--	--	--	--	--	--	--	1,1	--	--	--
Chef de village	--	--	--	--	--	--	--	3,2	--	3,7	--
MINUSMA	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Gouvernement	--	--	--	--	--	--	--	--	1,1	--	2,4
Groupes armés signataires	--	1,9	--	--	--	--	--	2,2	--	--	--
Lecture d'une partie du document	--	1,9	4,8	1,8	1,1	--	--	--	--	--	2,4

S3Q03. [Source d'information sur l'Accord] Quelle est votre source d'information sur l'Accord ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A5 : Propositions de sortie de l'insécurité

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Mise en œuvre de l'accord pour la paix	--	--	--	0,7	--	1,8	1,8	4,0	5,6	34,4	0,4
Dialogue et la négociation	25,0	11,0	11,2	18,3	33,1	49,1	15,2	53,0	5,6	41,8	2,0
Renforcer armée	44,9	55,8	55,2	56,8	35,3	20,9	45,5	13,0	9,3	6,6	67,9
DDR	--	--	0,6	1,3	0,8	4,5	24,1	3,0	46,7	2,5	1,2
Prolonger transition	0,7	0,9	0,3	1,7	0,8	--	--	--	--	--	2,0
Bonne gouvernance	8,3	1,3	5,2	3,3	9,0	2,7	3,6	1,0	13,1	9,0	4,0
Lutter contre chômage	3,6	3,4	5,8	4,3	2,6	6,4	5,4	5,0	16,8	--	6,0
Population aide les autorités	7,2	11,0	10,6	6,6	4,1	0,9	1,8	1,0	--	2,5	10,3
Partenariat avec des pays	2,5	1,3	1,2	1,0	3,0	0,9	0,9	1,0	--	--	--
Chasser la minuscule	--	--	0,3	--	0,4	--	--	--	--	--	0,4
Faire des prières	1,8	2,5	--	2,0	3,8	--	--	--	--	--	0,4
En continuant à se battre	1,1	0,9	1,5	1,0	2,3	1,8	--	--	--	--	0,4
Éducation des enfants	--	--	1,2	--	0,4	--	--	--	--	--	2,4
Organiser des élections	0,4	--	--	0,3	0,4	0,9	--	3,0	--	--	0,4
Assise nationale pour la sécurité	0,4	2,8	0,6	1,0	2,6	1,8	--	2,0	--	3,3	--
Instaurer l'autorité de l'état	0,4	--	0,6	0,3	--	--	1,8	1,0	2,8	--	0,4
Ne sait pas	3,6	9,1	5,8	1,3	1,5	8,2	--	13,0	--	--	2,0

S4Qo8. [Propositions de sortie de l'insécurité] On parle d'insécurité au Mali depuis plusieurs années. Quelle est, selon vous, la solution la plus adéquate pour sortir le Mali de la crise sécuritaire ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A6 : Attentes par rapport aux partenaires internationaux

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Lutte contre l'insécurité	85,5	74,9	63,9	77,7	83,5	74,5	96,4	71,0	81,3	74,6	84,5
Organisation des élections (présidentielles/législatives)	0,4	0,6	1,8	13,0	1,5	7,3	10,7	31,0	35,5	43,4	7,1
Mise en œuvre des conclusions des Assises Nationales de la Réfondation	1,4	0,3	2,7	0,3	3,0	1,8	0,9	3,0	16,8	17,2	2,8
Réussite de la transition	2,9	2,8	2,7	13,3	4,5	12,7	21,4	11,0	41,1	6,6	18,3
Révision de l'accord pour la paix	3,6	1,9	1,5	2,0	4,1	7,3	1,8	45,0	17,8	9,8	2,0
Lutte contre le chômage des jeunes	42,4	47,0	33,3	35,2	30,5	50,9	46,4	26,0	24,3	18,9	38,1
Lutte contre la pauvreté	11,6	21,0	20,6	20,9	17,7	37,3	34,8	22,0	14,0	23,8	13,5
Lutte contre l'insécurité alimentaire	57,6	56,7	47,9	43,9	46,6	20,0	42,9	10,0	30,8	30,3	52,4
Gestion du problème du nord	5,4	1,6	1,5	3,3	0,8	9,1	8,0	47,0	14,0	32,8	7,1
Gestion du problème du centre	1,8	--	0,3	--	--	--	0,9	2,0	2,8	4,1	2,0
Amélioration de l'éducation scolaire	13,0	18,2	17,9	10,6	13,9	11,8	5,4	10,0	9,3	9,0	11,9
Amélioration de la santé	15,6	17,6	16,1	9,0	10,5	9,1	2,7	16,0	3,7	4,9	7,1
Lutte contre la cherté de la vie	13,0	12,9	31,2	21,3	31,6	26,4	25,9	6,0	7,5	20,5	20,6
Matériel de Guerre	3,3	5,3	12,7	6,6	1,9	10,0	--	--	--	--	5,2
Partenariat gagnant	1,8	3,8	4,2	0,7	6,0	3,6	--	--	--	--	1,2
Respect souveraineté	0,7	6,6	3,0	0,7	3,8	3,6	--	--	0,9	--	0,4
Construction usines	4,3	1,6	5,8	2,7	3,4	0,9	--	--	--	--	4,0
Appui domaine agricole	--	--	3,6	0,3	--	1,8	--	--	--	--	--
Appui développement	2,5	2,5	6,1	1,7	3,4	5,5	0,9	--	--	--	1,2
Retour de la paix	--	0,9	3,0	1,0	1,9	2,7	0,9	--	--	--	--
Autres à préciser	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Ne sais pas	1,8	3,1	3,0	2,0	3,8	--	--	--	--	0,8	2,0

S4Q01. [Attentes par rapport aux partenaires internationaux] Quelles sont vos attentes par rapport aux partenaires internationaux ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A7 : Confiance en les acteurs pour la sécurisation de la région

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Militaires (armée malienne)	94,6	95,0	93,6	94,7	93,2	92,7	97,3	2,0	100,0	85,2	63,9
Groupes armés signataires de l'Accord pour la paix	--	--	--	--	1,1	0,9	--	88,0	2,8	65,6	1,6
Société civile (Associations, ONG)	4,0	5,6	10,6	14,0	16,2	0,9	8,9	45,0	1,9	27,9	15,9
Groupes d'autodéfense et milices	--	2,2	1,8	1,3	9,4	--	--	26,0	--	0,8	0,4
MINUSMA	0,4	0,3	--	0,7	3,0	0,9	--	20,0	1,9	10,7	--
militaires russes	17,4	12,9	8,8	10,6	45,1	18,2	56,3	--	81,3	1,6	6,0
La police	74,3	45,5	48,5	84,7	37,6	14,5	54,5	--	48,6	4,9	79,0
La gendarmerie	81,5	49,8	48,5	78,4	39,5	25,5	55,4	--	50,5	6,6	74,6
Garde nationale	69,9	42,9	28,8	41,5	31,6	20,0	69,6	1,0	71,0	4,9	42,5
Chefs de village	4,0	3,4	2,7	6,0	9,4	4,5	3,6	30,0	34,6	28,7	4,0
Chefs de fraction	1,8	0,6	1,8	0,3	5,3	2,7	0,9	49,0	28,0	5,7	1,2
Imams/marabouts	1,1	2,8	2,1	3,0	7,5	7,3	0,9	36,0	36,4	9,0	0,8
Dieu	5,1	1,9	0,9	9,3	8,6	8,2	3,6	36,0	93,5	61,5	3,2
La Mairie	0,7	0,9	1,2	0,7	0,8	--	--	--	--	--	--
La protection Civile	0,7	1,3	0,3	2,7	1,1	--	--	--	--	--	--
Le gouverneur	4,7	6,0	3,0	1,0	2,3	0,9	--	--	--	--	--
Les agents des eaux et forêts	--	0,9	1,2	2,3	--	--	--	--	--	--	--
le Ministère des affaires étrangères	--	--	0,3	0,3	--	--	--	--	--	--	--
Les sapeurs pompiers	0,4	1,9	5,2	3,0	0,4	--	--	--	--	--	--
les forces SART	--	--	0,6	0,3	--	--	--	--	--	--	--
Toutes les autorités confondues	--	--	--	1,7	--	--	--	--	--	--	--
Ministre de la défense	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres, précisez	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Ne sais pas	0,4	0,3	1,2	--	1,1	0,9	--	--	--	--	--

S4Q21. [Confiance en les acteurs pour la sécurisation] Quel sont les acteurs, en qui vous avez confiance pour la sécurisation de votre région ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A8 : Attentes par rapport à la justice

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Une justice équitable	58,0	78,4	77,0	83,7	89,5	93,6	83,9	66,0	96,3	95,9	89,7
Une justice Transparente	50,0	24,8	25,2	30,2	41,0	16,4	23,2	6,0	13,1	30,3	19,4
Une justice incorruptible	2,2	6,6	7,6	2,3	6,8	3,6	10,7	9,0	3,7	1,6	1,2
Lutter contre la corruption	2,5	1,6	2,7	9,3	2,3	--	1,8	--	0,9	1,6	0,8
Reconnaître la justice islamique	1,4	0,3	0,3	0,3	0,4	--	9,8	--	9,3	6,6	0,4
Reduire les coûts judiciaires	--	--	--	0,3	--	--	6,3	--	--	13,1	--
Rapidité des procédures judiciaires	0,4	1,3	0,9	0,3	--	--	2,7	--	0,9	--	0,4
Nous informer sur les procédures	--	--	1,5	0,3	0,8	--	--	--	--	--	0,4
Reforme du secteur judiciaire	1,1	--	1,2	1,0	--	0,9	--	--	--	--	--
Traiter les mandats décrets rapidement	--	0,3	--	--	0,4	--	--	--	--	--	--
défendre le droit des femmes	--	--	0,3	--	--	--	--	--	--	--	0,4
Appliquer la peine de mort	--	0,3	0,6	0,3	--	--	--	--	--	--	--
arrêter l'abus de pouvoir	--	--	0,3	0,3	--	--	--	--	--	--	--
Recruter des jeune juge	--	--	0,3	--	0,4	--	--	--	--	--	--
Renforcement de compétence judiciaire	--	--	0,3	--	--	0,9	--	--	0,9	--	--
rendre la justice partout au Mali	--	--	--	0,3	--	--	--	--	1,9	--	--
Justice au service de toute la population	--	--	--	0,3	--	--	--	--	2,8	--	--
rendre justice aux victimes de conflits	--	--	--	--	0,8	--	--	--	2,8	--	--
rendre justice aux victimes de guerre	--	--	--	--	0,4	--	--	--	0,9	--	--
retour de la paix	--	--	--	--	0,8	0,9	--	--	--	0,8	--
Combiner justice traditionnelle à la justice tribunal	--	--	--	--	0,4	--	--	--	--	4,1	--
Justice qui repond au droit de population	--	--	--	--	--	0,9	--	--	--	1,6	--
Filmer les proces	0,4	--	--	--	--	1,8	--	--	--	--	0,4
Aucun	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Ne sais pas	2,9	6,6	7,6	0,7	3,0	4,5	3,6	26,0	--	1,6	0,8

S5Qo2. [Attentes à par rapport la justice] Quelles sont vos attentes par rapport à la justice ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A9 : Opinions sur le système judiciaire « La justice est corrompue »

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Tout à fait d'accord	53,6	38,6	33,9	40,9	22,6	40,0	40,2	35,0	49,5	56,6	65,1
D'accord	25,0	37,6	39,7	42,5	56,0	50,0	30,4	52,0	50,5	23,0	13,5
Pas d'accord	7,6	9,4	15,8	6,6	10,2	6,4	4,5	11,0	--	9,0	4,4
Pas du tout d'accord	3,6	1,6	2,4	3,0	2,6	0,9	--	2,0	--	2,5	1,6
Ne sais pas	10,1	12,9	8,2	7,0	8,6	2,7	25,0	--	--	9,0	15,5

S5Q03A. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A10 : Opinions sur le système judiciaire « Les procédures de la justice sont méconnues des populations »

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Tout à fait d'accord	56,9	52,4	34,2	59,1	21,8	49,1	42,9	13,0	79,4	63,1	68,7
D'accord	27,9	33,9	51,2	34,2	60,5	47,3	37,5	73,0	18,7	21,3	14,7
Pas d'accord	8,7	3,8	6,7	2,7	9,0	1,8	2,7	13,0	--	6,6	3,6
Pas du tout d'accord	1,1	0,9	0,9	1,7	1,1	--	--	1,0	--	3,3	3,2
Ne sais pas	5,4	9,1	7,0	2,3	7,5	1,8	17,0	--	1,9	5,7	9,9

S5Q03B. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A11 : Opinions sur le système judiciaire « Les procédures de la justice sont longues et compliquées »

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Tout à fait d'accord	59,1	61,1	38,8	55,5	23,3	51,8	38,4	38,0	73,8	61,5	74,6
D'accord	27,2	26,6	49,4	37,2	60,5	45,5	44,6	43,0	21,5	27,0	11,9
Pas d'accord	5,8	2,2	3,0	2,0	6,0	0,9	--	16,0	--	3,3	1,2
Pas du tout d'accord	1,1	0,3	0,3	--	0,8	--	--	1,0	--	4,1	2,0
Ne sais pas	6,9	9,7	8,5	5,3	9,4	1,8	17,0	2,0	4,7	4,1	10,3

S5Q03C. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A12 : Opinions sur le système judiciaire « La justice coûte trop cher »

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Tout à fait d'accord	59,8	60,5	39,7	64,1	34,2	52,7	32,1	47,0	74,8	63,1	63,9
D'accord	23,9	25,1	42,7	22,3	49,2	43,6	50,0	36,0	23,4	25,4	11,9
Pas d'accord	4,7	3,4	5,8	4,0	5,3	--	0,9	13,0	0,9	3,3	2,4
Pas du tout d'accord	1,4	0,6	0,9	0,7	0,4	--	--	1,0	--	1,6	0,4
Ne sais pas	10,1	10,3	10,9	9,0	10,9	3,6	17,0	3,0	0,9	6,6	21,4

S5Q03D. [Opinions sur le système judiciaire] Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord ; d'accord ; pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes.

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A13 : Domaines concernés par la corruption

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Gendarmerie	2,2	6,0	8,8	9,0	1,9	10,9	26,8	71,0	10,3	50,0	2,8
Police	27,9	30,4	31,2	46,2	20,7	47,3	39,3	22,0	23,4	60,7	43,3
Douane	23,9	15,4	22,7	25,2	24,4	30,0	10,7	48,0	76,6	75,4	17,9
Santé	16,3	13,2	27,3	31,6	29,3	22,7	43,8	9,0	34,6	--	30,2
Mairie	29,7	12,5	15,5	21,3	33,5	64,5	29,5	15,0	56,1	18,0	18,7
Justice	32,6	28,2	32,1	37,2	39,1	69,1	52,7	65,0	78,5	27,9	34,1
Education (y compris l'Université)	3,6	10,0	10,9	6,0	7,9	6,4	5,4	21,0	5,6	0,8	4,8
Affaires foncières	12,3	7,2	7,6	9,6	14,7	10,0	4,5	21,0	12,1	8,2	9,1
Marché privé	2,5	4,7	4,2	8,6	24,4	2,7	1,8	22,0	1,9	2,5	11,5
Commerçant	0,7		3,0	0,7	0,4	--	--	--	--	--	--
INPS	5,4	5,0	1,2	1,3	2,3	--	--	--	--	--	1,2
Trésor Publique/ Impôts	8,7	8,2	5,8	9,6	4,1	1,8	--	--	--	--	3,6
Secteur public	8,7	10,7	11,8	11,0	7,1	--	--	1,0	--	--	4,8
Les politiciens	0,7	0,3	1,2	2,7	1,9	0,9	--	--	--	--	0,4
Tous les domaines	7,6	7,5	5,5	0,7	7,1	2,7	--	--	--	--	1,2
Ne sais pas	25,0	27,6	22,1	15,3	17,3	6,4	28,6	1,0	--	18,9	27,0

S5Q05. [Domaines concernés par la corruption] Selon vous, quel est le domaine le plus corrompu au Mali ? Quel est le deuxième domaine le plus corrompu ? Quelle est le troisième domaine ?

Toutes les réponses, n = 2295

Tableau A14 : Les grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans

	Kayes	KOULI	Sikasso	Ségou	Mopti	TOMB	Gao	Kidal	MKA	TAO	BKO
Le retour de la paix et de la sécurité	69,6	90,6	80,0	82,1	91,4	89,1	99,1	95,0	96,3	86,9	81,3
La relance de l'économie	23,2	13,5	10,0	35,5	25,2	40,9	32,1	48,0	26,2	4,9	31,3
De bonnes récoltes et la sécurité alimentaire du pays	44,6	44,2	43,6	46,8	60,5	14,5	17,0	5,0	8,4	70,5	49,6
La fin de la corruption	14,9	6,0	7,9	14,0	2,3	15,5	13,4	32,0	15,0	9,0	6,3
Le développement des infrastructures	7,2	2,5	7,3	4,0	7,1	9,1	19,6	5,0	17,8	11,5	13,1
L'emploi pour les jeunes	40,6	52,7	41,8	45,8	32,3	34,5	35,7	23,0	18,7	29,5	42,5
Une administration étatique crédible et efficiente	6,5	3,4	7,3	0,7	2,3	11,8	3,6	13,0	8,4	9,0	11,1
La fin de la pauvreté	14,9	19,1	22,1	24,3	10,9	30,0	29,5	24,0	3,7	20,5	14,3
Un meilleur système scolaire	15,9	21,0	22,7	16,9	12,0	5,5	25,0	15,0	14,0	5,7	12,3
Un meilleur accès aux soins de santé	16,3	16,9	13,9	10,6	13,2	10,9	14,3	15,0	22,4	41,0	11,1
Une Justice transparente	4,3	3,4	2,7	2,3	1,9	8,2	5,4	13,0	12,1	5,7	4,8
La fin de l'impunité	8,3	0,9	1,5	5,6	0,4	3,6	2,7	8,0	13,1	--	3,6
Une Classe politique et une société civile responsables	0,4	0,3	0,6	--	0,4	1,8	--	--	7,5	0,8	1,2
Fin des conflits inter et intracommunautaires au centre du pays	2,5	0,9	0,9	0,3	1,9	2,7	--	--	5,6	0,8	1,6
Des sanctions contre les auteurs d'obstacles à la mise en œuvre de l'accord	3,3	--	0,3	--	0,8	--	--	1,0	0,9	2,5	--
Réformes politiques et institutionnelles solides	1,4	--	0,6	0,3	0,8	0,9	--	--	5,6	0,8	0,8
Recouvrement de l'intégrité territoriale	4,0	7,8	18,2	5,0	18,0	13,6	2,7	3,0	24,3	0,8	10,7
Organiser les élections présidentielles	0,7	--	0,6	--	0,8	--	--	--	--	--	--
Valoriser langue nationale	0,4	--	0,3	--	0,4	--	--	--	--	--	--
Un Mali totalement indépendant	--	0,6	0,9	1,0	0,4	--	--	--	--	--	--
Autres à préciser	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Ne sais pas	0,7	0,3	0,6	--	0,4	--	--	--	--	--	--

S6Qo6. [Les grands souhaits pour le Mali dans l'avenir] J'aimerais savoir quel est votre plus grand souhait pour le Mali pour l'avenir ?

Toutes les réponses, n = 2295



**FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG**

 Friedrich Ebert Stiftung (FES) sise à Magnambougou Faso-Kanu

 info@mali.fes.de

 +223 44 90 60 29 / 44 90 60 30

 mali.fes.de